

Pour la première fois depuis le début de l'état de guerre

**Le comité central du parti est convoqué à Varsovie**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Nigéria, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 23 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,36 kr. ; Espagne, 78 pes. ; États-Unis, 45 ct. ; Iran, 125 rls. ; Israël, 70 n. ; Italie, 1000 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 23 f. ; Malaisie, 4,75 M. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Roumanie, 275 F R. ; Suède, 4,75 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; T.-O., 65 cents ; Tchécoslovaquie, 36 s.

Tarif des abonnements page 2

5 RUE DES ITALIENS  
75457 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris n° 630572  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La dévaluation des monnaies belge et danoise rend plus complexe la négociation sur les prix agricoles

### Un avertissement pour l'Europe

Déjà divisée sur le problème des prix agricoles, l'Europe des Dix vient d'être soumise à de nouvelles et violentes tensions au cours du week-end, comme elle l'avait été cinq mois auparavant lors du réajustement du système monétaire européen (S.M.E.), le 4 octobre. Cette fois-ci, ce n'est pas la France qui a été sur la sellette, c'est la Belgique.

Selon l'expression cruelle d'un observateur averti, ce pays est devenu, comme l'Empire ottoman avant 1914, l'« homme malade » de l'Europe. Sa prospérité au lendemain de la guerre, que ses vœux plus éphémères qualifiaient parfois d'« insolente », s'est progressivement dégradée au point que, aujourd'hui, sa situation est devenue, au sens littéral du terme, catastrophique : un déficit budgétaire quintuple de celui de la France, une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée, un endettement intérieur et extérieur extrême, un chômage élevé, un chômage touchant 12 % de la population active et, surtout, une désindustrialisation croissante qui risque de faire de cette nation, autrefois plaque tournante de l'Europe, un pays sous-développé. La « crise » de la sidérurgie et du textile, ces deux piliers de la Wallonie, a ravagé cette province, et la dégradation de la balance commerciale est accentuée par l'impact de coûts salariaux et sociaux les plus élevés d'Europe.

Dans ces conditions, il n'y avait rien d'étonnant à voir le franc belge fortement attaqué depuis de nombreux mois. Il n'est pas étonnant, non plus, que le nouveau gouvernement de Bruxelles, qui dispose maintenant de nouvelles équipes avec une longue expérience ministérielle, ait pensé résoudre une partie du problème de son pays par une forte dévaluation susceptible, notamment, d'enrayer cette mortelle désindustrialisation. Sans doute, prend-il en même temps des mesures d'accompagnement extrêmement drastiques : blocage temporaire des salaires et réduction du déficit budgétaire. Mais le maniement brutal de l'arme monétaire n'est pas toujours une panacée, surtout dans le cas présent.

L'ampleur de la dévaluation demandée initialement (12 %) a provoqué de violentes réactions des partenaires européens. Le Luxembourg remet en cause une association monétaire avec la Belgique vieille de soixante ans, et la France, par la voix de son ministre des finances, M. Jacques Delors, juge cette demande « inadmissible » en rappelant les trois principes d'un fonctionnement sain du S.M.E. : équilibre global entre les droits et les devoirs des partenaires, équilibre entre les mesures internes et externes et, surtout, refus de toute dévaluation susceptible de fausser la concurrence. Ce serait signifier l'arrêt de mort du S.M.E., et la France est restée ferme sur ce point, bien que la Belgique ait menacé de sortir du système.

Une fois de plus, sur ce point comme sur celui des prix agricoles, un accord a pu se faire in extremis, mais la C.E.E. déjà soumise à des forces centrifuges, n'avait pas besoin de ce nouvel accès de fièvre. Au-delà de ces péripéties, une chose est certaine, et de nature à inquiéter tous les Européens : pour la Belgique, mais aussi pour les Dix, l'heure de vérité a sonné.

### Bruxelles met en œuvre un plan d'austérité

Les ministres des finances des Dix ont procédé dans la nuit du 21 au 22 février à un réajustement du taux-pivot du franc belge et de la couronne danoise, qui ont été respectivement dévalués de 8,5 et de 3 % par rapport aux autres monnaies du système monétaire européen (S.M.E.).

De très longues discussions ont été nécessaires pour parvenir à cet accord : le gouvernement belge et danois souhaitaient en effet que leur monnaie soit dévaluée respectivement de 12 et de 7 %.

Ce réajustement monétaire a trois conséquences : les négociations sur les prix agricoles européens vont être plus complexes ; la Belgique met en œuvre un plan d'austérité ; la Luxembourg — dont le franc, lié au franc belge, est également dévalué de 8,5 % — demande un réajustement du fonctionnement de l'union économique belge-luxembourgeoise (U.E.B.L.).

Lundi 22 février, sur le marché des changes, le franc belge a fléchi de 5,5 %, tombant à Paris de 0,149 franc français à 0,141. Le dollar a vu son prix s'accroître à 5,97 francs (contre 5,61).

De notre correspondant

Bruxelles (Communiqué européen). — Il aura fallu pas moins de douze heures de discussions ininterrompues au conseil des ministres pour parvenir à un accord sur le taux de dévaluation du franc belge et de la couronne danoise.

Bruxelles et Copenhague demandent une modification de leurs taux-pivots, sensiblement plus élevée que celles finalement accordées : 12 % pour le franc belge et 7 % pour la couronne danoise contre 8,5 % proposées par le comité monétaire de la C.E.E. réuni samedi 20 février. M. de Clercq, le ministre belge, s'est alors opposé à la formule avancée par les gouvernements de Belgique, de France, de République fédérale d'Allemagne, de Pays-Bas, de Danemark, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, de Royaume-Uni, de Suède et de Suisse.

Le ministre français de l'économie a également souligné — certainement pour rappeler que la Belgique n'a pas dévalué au bon moment (le gouvernement belge de l'époque était démissionnaire) — la réussite du réajustement monétaire du 4 octobre 1981.

MARCEL SCOTTO.

(Lire la suite page 37.)

### DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Un entretien avec le chancelier Schmidt

## M. Mauroy tente d'associer les cadres à sa politique

### Le président de la C.G.C. pourrait ne pas assister à la table ronde

La présence de M. Menu, président de la C.G.C., à la table ronde sur l'encadrement organisée à Mâcon, mardi 23 février, n'est pas assurée. Attaché à la représentativité de la C.G.C. en tant que « Confédération française de l'encadrement », M. Menu n'accepte pas que les autres centrales C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. ne soient représentées que par les dirigeants de ce qu'il appelle les « amicales cadres » des organisations ouvrières.

Le gouvernement entend amorcer avec tous les syndicats de cadres un dialogue qui devrait se prolonger au-delà de la journée de mardi. Le matin, les ministres de l'économie et des finances, du budget et de la solidarité nationale devraient aborder les questions des revenus et les transferts sociaux. L'après-midi, après un déjeuner-buffet, les ministres de la recherche et de la technologie, du travail, de la formation professionnelle et le secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public doivent traiter des problèmes de l'emploi, de la politique industrielle et des nationalisations avant que M. Mauroy ne tire les conclusions.

Evitant les nationalisations et le rôle des cadres au cours du Club de la presse d'Europe 1, M. Chevènement a déclaré : « Il est évident que ces nationalisations ne pourront réussir que si les cadres en sont pleinement partie prenante. Nous faisons appel à leur compétence, à leur capacité, nous pensons que la nationalisation peut leur donner l'occasion d'un épanouissement plus grand parce qu'ils serviraient non pas seulement l'esprit maison, mais l'esprit de la maison France. »

### Point de vue

### Quel changement ?

par PAUL QUILLES (\*)

La « table ronde » sur les cadres, qui se tient, le mardi 23 février, à l'hôtel Mâcon, marque, à nouveau, la volonté de concertation du gouvernement avec toutes les catégories sociales.

Cette rencontre vient à son heure et devrait permettre de répondre aux

interrogations légitimes des cadres et de leurs syndicats. En effet, on a beaucoup parlé ces temps derniers du malaise et du mécontentement des cadres qui seraient croissants. Qu'en est-il au juste ?

Rappelons tout d'abord que le « malaise des cadres » est une expression née sous le septennat de M. Giscard d'Estaing qui, après avoir prétendu s'appuyer de façon privilégiée sur cette catégorie sociale, l'a soumise au régime de la « double décaissage » et finalement lui a fait payer le prix de la crise comme aux autres salariés.

Frappés par le chômage, atteints dans leur pouvoir d'achat, les cadres ont mesuré les limites du « libéralisme », et beaucoup d'entre eux (80 % des cadres supérieurs, 60 % des cadres moyens) ont voté pour François Mitterrand, faisant par là un pari raisonné et raisonnable sur le changement.

(Lire la suite page 38.)

(\*) Secrétaire national du P.S., député de Paris.

LIRE PAGE 40

**LE RÔLE AMBIGU ET CONTESTÉ DES CADRES**  
par J.-P. DUMONT

### DEUX DISPARITIONS

- BERSHOM SOHOLEM  
spécialiste des études juives (page 10) ;
- RENÉ DUBOS  
bactériologiste et défenseur de l'environnement (page 11).

### L'EXPOSITION DU PEINTRE VARLIN

## Le palmarès du négatif

Grâce aux efforts conjugués de la galerie Claude-Bernard et de la galerie Albert-Loeb, une vraie découverte, comme on n'en fait pas tous les jours et comme on aurait dû la faire depuis longtemps : Varlin, dont c'est la première exposition à Paris, où il vécut pendant une dizaine d'années entre les deux guerres, du côté de l'académie Julian, de « la Ruche » et de Léopold Zborowsky, l'ami, le marchand de Modigliani et de Soutine.

Né en 1900, mort en 1977, Willy Guggenheim, qui prit, sur les conseils de Zborowsky, le nom du commandant Varlin, était suisse zurichois. Il travailla quelque temps, sans grande conviction, semble-t-il, dans l'atelier de lithographie de son père, et en 1918, il est à Berlin, où il étudia,

ANDRÉ FERMIGIER.  
(Lire la suite page 16.)

## L'écologie fait ses comptes

L'écologie et l'économie n'ont jamais fait bon ménage. L'une parle d'équilibres des écosystèmes et de qualité de vie, l'autre s'attache aux équilibres monétaires et à ce qui est quantifiable. La méconnaissance serait sans conséquence si les écologistes n'avaient pas besoin d'argent. Or, ils en demandent pour mener une politique

de sauvegarde et celle-ci n'est pas sans effet sur la vie économique. Combien coûtent les pollutions ? Combien dépense-t-on pour les combattre ? Quelles sont les conséquences de la pollution d'environnement sur l'emploi, les prix, la balance des comptes ? Il est temps de parler chiffres.

### I. — Les pollutions sont plus coûteuses que le chômage

Un mot tout de même sur la méthode qui a permis de les révéler. Elle a été imaginée par un groupement d'experts animé par M. Jacques Theys, trente-deux ans, ingénieur de l'Ecole centrale, docteur en économie, professeur de gestion de l'environnement à l'Université Paris-IX et conseiller auprès du ministre de l'environnement.

L'écologie coûte cher, très cher. Les chiffres parlent : en 1978, les dégâts causés par les

par MARC AMBROISE-RENDU

pollutions et les efforts déployés pour les atténuer ont coûté aux Français 110 milliards de francs. Dans cette addition impressionnante — 3,4 % du produit national brut — les dommages représentent 80 milliards. C'est deux fois plus que les dépenses, les pertes de tous ordres et les man-

ques à gagner causés par le chômage. Bien sûr, aucun compte « en gros sous » ne peut mesurer les ravages psychologiques et sociaux de la privation d'emploi. Mais il y a bien des agressions contre le cadre de vie qui ne se mesurent pas non plus. Alors il faut prendre ces données pour ce qu'elles sont : des ordres de grandeur et des bases de réflexion.

(Lire la suite page 18.)

## Truman CAPOTE

### Musique pour caméléons

« Un excellent suspense, mené de main de maître dans ce récit riche en scènes étonnantes. »

Pierre Kyria/Le Monde

GALLIMARD

### AU JOUR LE JOUR

### ESPIONS

Une brave femme du Nord, Mme Dupont, et ses deux fils viennent, à l'occasion de vacances rocambolesques, d'être condamnés par la justice libyenne à la réclusion criminelle à perpétuité. On les accuse d'avoir fait de l'espionnage au profit de l'« impérialisme américain » et du « sionisme ».

Mme Dupont et ses fils sont décrits par les gens de leur village comme des Français simples et moyens qui avaient envie de prendre l'air. Les services secrets libyens, eux, ne s'y sont pas trompés. Des Français débarquant en Libye sans avoir rien à vendre ni à acheter ? C'était touché, en effet.

BRUNO FRAPPAT.

l'urgence... les exploitants ind-

CLAUDE DEVARRE



Le Monde

# idées

## La vague du désastre

par REINHOLD KRAMER (\*)

UN spectre hante l'Allemagne. L'inflation, le chômage, le coût toujours croissant de l'énergie et l'endettement de l'Etat posent des problèmes presque insurmontables au gouvernement allemand. Pessimisme, anxiété et conscience de crise sont omniprésents. Une atmosphère de désastre se répand de plus en plus. Tandis que les Allemands commencent à se résigner à la fatalité et qu'en France on espère encore que M. Mitterrand et son équipe parviendront à écarter le pire.

En République fédérale, le chancelier Schmidt ne se lasse pas de signaler que, jusqu'à présent, les Allemands vont toujours mieux que la majorité des autres Européens. A en croire, toutefois, les informations répandues par la presse, la radio et la télévision, on aurait facilement l'impression que l'Etat allemand est au bord de la banqueroute, que la troisième guerre mondiale n'est qu'une question de temps et que la crise de l'écosystème a atteint une telle mesure que notre planète ne tardera plus longtemps à s'écrouler définitivement. Et l'on ne parle pas des bombes atomiques.

Les problèmes existent. On ne peut pas les ignorer, sauf à adopter la politique de l'autruche en espérant que le malheur va nous épargner. Une chose toutefois saute aux yeux. Il semble que l'esprit du temps ait créé une nouvelle mode. C'est le plaisir du désastre (« die Lust am Untergang »). Le moral est mauvais dans ce pays. Les mass media décrivent toutes les variations possibles du chaos. Mis en condition par les parallèles établis entre la décadence de l'Empire romain et celle de la civilisation occidentale jusqu'à l'inévitable troisième guerre mondiale, le consommateur des mass media, partagé entre l'horreur et le plaisir, peut se complaire aux visions sinistres de la ruine imminente.

Cette nouvelle « vague de désastre » (« Untergangswelle ») se propage. Pour bien de gens, c'est une bonne affaire. Constructeurs d'abris contre les bombes atomiques, gurus, astrologues, auteurs à la Nostradamus, sinistres de toutes sortes sont en pleine hausse conjoncturelle. Même les optimistes les plus opiniâtres ont baissé le ton. L'optimisme est « out ». Vive le café ! Les rappels habituels à l'intensification de l'effort sonnent creux.

Pourquoi se donner de la peine si tout est perdu d'avance, si la catastrophe est inévitable ? Crise, désastre, angoisse, cafard, sont devenus pour beaucoup de jeunes gens les maîtres mots de leur existence. L'entrée (« Einstieg ») dans la vie professionnelle et la réussite sociale étant devenues plus difficiles du fait de la pénurie de postes disponibles, il est à la mode de « sortir » (« Aussteigen ») de la société. Toute une génération semble trouver son identité dans cette négation. Beaucoup de jeunes ont perdu l'espoir d'un avenir meilleur. Ils voient ce monde mal construit, mal planifié, bloqué, menacé. A l'époque de l'électronisation, l'homme, à la limite, semble superflu. Cela fait peur.

L'avenir, si toutefois il existe, se réfugie dans le passé. « Retour à l'avenir », « Souvenirs de l'avenir » sont devenues des formules bien courantes. Le regard se tourne souvent vers l'intérieur. La littérature allemande, pendant les années 70 et 80, en a fait la nouvelle « Inseln » (« îles »), la nouvelle subjectivité. Un sentiment de désespoir et d'abandon se répand.

Il serait évidemment facile de minimiser ce développement en le considérant comme une perturbation narcissique collective ou comme le sectarisme de quelques-uns. De croire que les psychologues parviendront à fournir des béquilles provisoires à ces « freaks de l'écologie, de la guerre et de la paix », afin qu'ils recommencent à fonctionner. Mais qui nous dit que ce « fonctionnement » fonctionnera aussi à l'avenir ?

Il y a évidemment des recettes : les jeunes ont besoin d'idées, de modèles, de tâches à accomplir. Mais ces recettes viennent d'un autre monde, et la bouillie qu'elles aident à préparer n'a plus de goût pour beaucoup de gens.

La course aux derniers privilèges a commencé. Notre société se divise en « mondes » opposés, où les jeunes luttent contre les personnes âgées, les travailleurs contre les chômeurs, les hommes et les « Aussteiger » (les marginaux par libre décision) contre les gens établis.

Les efforts des politiciens qui cherchent le dialogue avec la jeu-

nesse et d'autres groupes sociaux restent vains tant qu'on n'arrive pas à créer une base d'entente entre des conceptions distinctes de la réalité. La communication est à la bouche de tout le monde dans un temps pauvre en communication.

La peur fait partie de la vie. Et la peur est en nous. Chez les politiciens également. La peur peut pousser à l'action. Mais trop de peur peut paralyser. Quelques-uns se sont peut-être demandés le jour de l'an s'il valait encore la peine de prendre de bonnes résolutions pour l'année à venir. Et les boues émissaires ne manquent pas : la publicité, les mass media, le capitalisme, le socialisme, les Américains, les Russes, les honnêtes, les méchants, les intellectuels qui ont semé ce grain.

Il semble que, partout dans le monde, il y ait des gens qui se préparent pour le désastre, qui s'entraînent pour la lutte de survie. Les visions sinistres ne sont pas nouvelles comme le montre Nostradamus. Elles accompagnent l'humanité tout au long de son histoire. Après de nombreuses années de prospérité, la République fédérale d'Allemagne, elle aussi, est frappée par la crise. Ses citoyens, tant envious pendant les années dernières, semblent presque soulagés d'être enfin débarrassés du fardeau que constituait le fait d'être beaucoup mieux que la majorité des hommes dans ce monde.

Il y a bien des raisons d'avoir peur et de s'inquiéter pour les hommes dans le monde entier, en Europe surtout pour les Allemands qui vivent dans deux Etats-tampons entre l'Ouest et l'Est. Mais la mode de la « Lust am Untergang », du plaisir éprouvé en face de l'effondrement imminent pourrait avoir des conséquences fatales.

Le désespoir ne saurait pas devenir une fin en soi, un thème divertissant aux sons du nouveau « Untergrashit » (chanson qui a comme sujet l'effondrement imminent, la fin du monde, visions sinistres, etc.). Après les nombreuses vagues auxquelles nous avons survécu, voici la « Untergangswelle », celle qui met à la mode l'atmosphère de désastre. Prenons garde de ne pas nous laisser submerger en justifiant précipitamment ce monde au point de ne plus rien voir.

(\*) Sociologue et publiciste allemand.

## Querelles d'Allemands

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

A fantôme, fantôme et demi-tion ? Peu troublés dans leur sommeil par les malheurs du peuple polonais, en tout cas les Allemands se réveillent quand les Français les avertissent. Car c'est évidemment la faute des Français si les Allemands manifestent en masse contre l'agrandissement de l'aéroport de Francfort, enjeu capital pour l'avenir de l'Europe, mais guère pour les compressions géographiques et historiques de la Pologne, dont ils ont toujours su relativiser comme il fallait l'intérêt.

Accusé Saint-Robert, répondez ! Il y a plusieurs attendus. Dans le Monde du 18 janvier, à l'occasion d'une correspondance de Bonn, on m'attribuait la responsabilité d'une mise en cause du journal lors d'un débat au Bundestag : or la phrase citée par M. Kohl pour embêter M. Schmidt, au sujet de laquelle on croyait pouvoir renvoyer à mon article du 30 décembre, n'est aucunement dans cet article, et je ne l'ai jamais écrite d'ailleurs. Il n'y a donc pas lieu ici que je serve de bouc émissaire.

### Un crime

Deuxième attendu : je lis avec stupeur, dans ce même journal du 4 février, une mise en cause quasiment diffamatoire d'un diplomate glorieusement anonyme, selon qui, à la veille des élections européennes, je voyais à en R.F.A. fleurir des usines d'armes nucléaires secrètes. Où, quand aurais-je écrit cela ? Autre mystère. Mais, comme disait un célèbre ami d'un non moins célèbre roi de Prusse : « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose... »

Cependant j'ai en effet commis un crime : j'ai relevé dans le Monde du 6 septembre 1978 la prise à partie des Français considérés comme « chiens endormis » par l'ancien chancelier Willy Brandt. Si endormis en effet que cette prise à partie, déjà vieille de trois mois, n'avait alors été relevée par personne. J'en tirais donc, dans le but de les réveiller, un discours aux chiens endormis (paru chez Albin Michel en janvier 1978). Est-ce à dire que je n'ai pas fait la part, comme André Fontaine a fait lui-même, du double langage qu'implique, comme dit notre corres-

pondant anonyme, toute « expression proverbiale » (un proverbe comporte un sens précis) que de ce qu'on appelle en allemand, je crois, un « gefügiges Wort » (propos allié) ou plutôt un « stehende Redensart », c'est-à-dire une locution, une façon de parler. Mais les « propos allés » ne valent pas nécessairement très haut, et l'expression n'est donc pas ici, pour autant, anodine.

### Charmante alliance

En l'espèce, d'ailleurs, le fond ne le cède en rien à la forme, car que déclarait en réalité, en juin 1978, l'ancien chancelier Willy Brandt à la « Frankfurter Rundschau » ? Evoquant l'avenir de l'Assemblée des Communautés européennes, qu'il s'agissait alors d'être au suffrage universel direct, M. Brandt, qui exerce les plus hautes responsabilités à la tête du parti alors et toujours au pouvoir, définissait la politique allemande : « Cela commencera par la tentative d'arriver progressivement à un accord pour l'élargissement des droits budgétaires (de cette Assemblée) et de ses droits de contrôle sur la Commission et le conseil des ministres. L'autre conception, celle qui consiste à transformer ce Parlement (sic) en constituant... est prématurée et je n'en parle plus, pour ne pas réveiller en France les chiens endormis. »

Donc, par-delà les mots ou les expressions qui importent peu, la politique allemande selon Willy Brandt était et demeure : Roulez les Français ! Charmante alliance, prometteuse Europe ! Ainsi de certaines querelles - « gefügiges Wort ou stehende Redensart » - nous disons qu'elles sont des querelles d'Allemands : ce n'est bien sûr, là aussi, qu'une image. Nos amis d'outre-Rhin, j'en suis sûr, la comprennent très bien.

Mais il n'en reste pas moins que l'Allemagne neutraliste d'aujourd'hui est la fille de l'Allemagne atlantiste d'hier, et qu'ainsi notre alliance a été constamment trahie depuis vingt ans. Et cela, c'est une affaire sérieuse dont, comme s'il dit Jacques Bainville, nous n'avons pas fini d'avoir les conséquences.

## Réplique à... ANDRÉ FONTAINE

### Sauver la détente

par F. MANFRASS-SIRJACQUES (\*)

L'ARTICLE d'André Fontaine : « L'Allemagne et nous. La fausse image » (Le Monde du 20 janvier) nous a valu cette réaction :

André Fontaine dit, fort justement, que « les commentateurs [...] (français, qui) sont avant tout antisoviétiques » ont les premiers à flétrir la République fédérale et seulement elle voulait bien emboucher la trompette du péril rouge ». C'est parfaitement exact, et ce n'est pourtant qu'un aspect des « malentendus » franco-allemands. Le SPD, dans sa grande majorité, n'est pas moins anticomuniste (aurait-on si vite oublié les « Berufsverbote » (1) qui sévissent encore, s'ils ont perdu leur portée juridique, les Juso et la nouvelle gauche n'ont guère plus de sympathies pour le communisme soviétique, et si la nouvelle gauche en question a salué, en son temps, l'eurocommunisme comme un espoir, c'était justement en ce qu'il s'opposait, au plan théorique comme dans la pratique, à l'impérialisme soviétique.

Mais, par ailleurs, et pour des raisons historiques que M. Mitterrand a, si l'on en croit le Spiegel, rappelées assez crûment à M. W. Brandt, la R.F.A. est un « Frontstaat », un pays du glacis occidental. C'est cette prise de conscience, qu'ont largement favorisée les propos de M. Reagan sur la possibilité d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe, qui sous-tend le mouvement pacifiste en R.F.A. L'idée que l'installation des fusées Pershing 2 et de missiles de croisière sur leur territoire marque une option dans une stratégie globale tendant à faire de l'Europe une sorte d'otage des intérêts globaux américains donne à un nombre croissant d'Allemands un sentiment d'insécurité et d'impuissance, le sentiment de n'être que des pions sur un échiquier où se joue le jeu de la rivalité hégémonique des deux Super-Grands. Il en va de même de la prise de conscience que l'être de la garantie nucléaire américaine tend à s'achever - si tant est qu'elle ait survécu - à la parité nucléaire entre les deux super-puissances !

Il est, dans ce contexte, parfaitement injuste de présenter l'ex-chancelier Brandt comme un vieillard naïf quand il tend à reposer la question du destin de son pays dans une confrontation entre les deux

super-puissances que les tensions nées des rivalités énergétiques rendent de plus en plus angoissantes. Si le mouvement pacifiste n'a pas trouvé en France l'écho qu'il a en Allemagne, c'est parce que la ligne s'est soustraite aux automatismes liés au pacte de l'Atlantique nord, et, surtout, parce que la France n'est pas un Etat du glacis.

Cette différence est perçue à des niveaux divers par l'opinion mais elle est perçue. Et c'est dans le contexte du redéploiement américain (les zones pétrolières et leurs voies d'accès étant déclarées zones d'intérêts américains primordiales) ou l'Europe, de sa situation de « centre », tend à passer à la « périphérie » dans la stratégie globale américaine, avec le renversement de valeurs au niveau stratégique qui s'y attache, que le soutien apporté par M. Mitterrand à l'installation des fusées à moyenne portée prend sens. Dans l'hypothèse d'un conflit (limité) en Europe - soit que la dissuasion américaine n'ait pas joué parce que, moins que jamais, dans le contexte de la parité nucléaire, le risque nucléaire ne se partage pas, soit que l'Europe, dans la stratégie globale américaine, ne se soit vu réduite au rôle de « deuxième front » - il va de l'intérêt de la France que le conflit reste limité à l'Europe centrale (c'est-à-dire aux pays du glacis des deux pactes).

En l'absence ou dans l'incertitude d'une dissuasion intercontinentale, les fusées à moyenne portée doivent à la fois accroître le risque pour l'agresseur potentiel et, au cas où cette dissuasion elle aussi viendrait à faillir, faire office d'abécès de fixation ou, si l'on préfère une autre image, de paratonnerre. De même qu'elles constitueraient une marge intermédiaire dans la panoplie américaine permettant aux Etats-Unis d'éviter le duel stratégique qui ne peut se terminer qu'en un grandiose et suprême holocauste, elles deviendraient également « complémentaires » de la dissuasion française, en « fixant » le conflit en Europe centrale et en évitant le duel stratégique des deux super-puissances qui ne saurait se jouer au-dessus de la tête des Français en les épargnant !

M. Mitterrand, qui tient la garantie nucléaire américaine pour

une « fiction », joue donc - conformément aux intérêts français - le jeu de la localisation du risque. Le recul - ou plus précisément la perception du recul - de la garantie nucléaire américaine pour l'Europe a pour effet immédiat de souligner la divergence qui en résulte entre les intérêts vitaux de la France et ceux de la R.F.A. au niveau stratégique. W. Brandt, qui d'ailleurs n'a jamais dit qu'il ne voulait pas les fusées mais qui insiste sur le préalable de la négociation (tandis que H. Schmidt plaide pour la simultanéité et que F. Mitterrand tend à inverser les priorités), se fait donc le porte-parole d'intérêts nationaux différents, si l'on veut d'un « nationalisme » dans la forme la plus épurée, la sauvegarde de son pays face au risque de l'engloutissement dans l'apocalypse nucléaire.

Il ne s'est guère trouvé de journaux français pour percevoir que les intérêts vitaux français ne sont pas forcément universels. Suggérer que W. Brandt participe à une campagne anti-française relève ainsi d'une singulière optique. Et suggérer, dans ce contexte, qu'il a traité les Français de « chiens endormis » relève d'un dangereux malentendu linguistique qui ne peut qu'entretenir les équivoques.

La prudente - et sage - réaction de Bonn face aux événements polonais se situe dans le même contexte. Au-delà d'un radicalisme verbal auquel Bonn se refuse parce qu'il ne ferait qu'aggraver les tensions et n'apporterait - objectivement - rien aux Polonais, on ne voit d'ailleurs pas très bien ce que pourrait faire la République fédérale. Les fameuses « sanctions économiques » ont en d'autres occasions assez démontré leurs carences et sont, à la limite, efficaces surtout au niveau de la politique intérieure. Le Bundestag a condamné, en termes très nets, la perte des libertés en Pologne. Le système issu de Yalta n'en permet guère davantage et, à moins de redéfinir l'OTAN, il n'y a, à ce niveau, rien à faire non plus.

Ce n'est pas le niveau d'anticommunisme des uns ou des autres qui détermine les réactions, ce sont les limites, autrement plus profondes, imposées par un monde figé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale dans un système bi-

polaire. Ce n'est pas par un branlebas de combat à l'Ouest que l'on évitera d'autres « Pologne ». Au contraire. Plus l'U.R.S.S. se sentira « insécurisée » moins elle sera prête à relâcher son vigilant contrôle sur les pays de son glacis, vitaux pour sa sécurité. Il faut « sauver la détente » pour éviter d'autres « Pologne ». Il faut sauver la détente pour enrayer tant qu'il en est encore temps la spirale du super-armement des deux blocs. Si, en effet, dans l'atmosphère de « sauve-qui-peut » nucléaire, la France essaie de se raccrocher à la sécurisante pensée d'un glacis allemand protecteur, ce pourrait bien n'être qu'une terrible illusion.

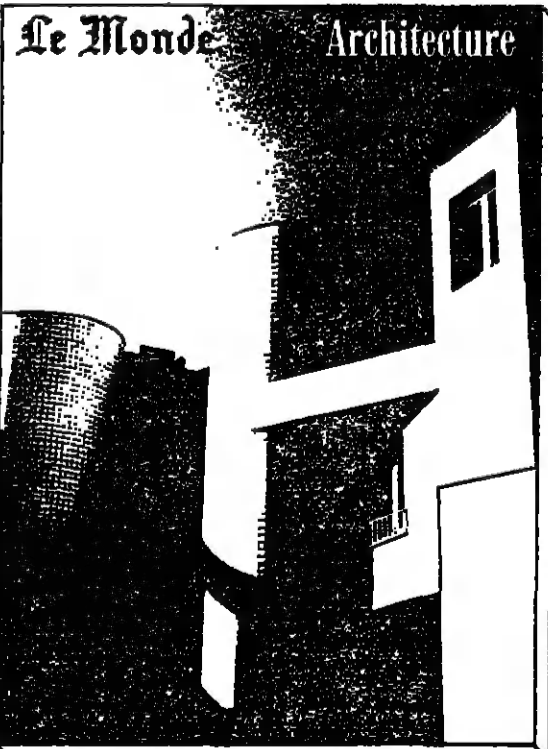
(\*) Politologue.

(1) L'interdiction faite aux communistes d'occuper un certain nombre d'emplois.

UNE BROCHURE RÉALISÉE  
A L'OCCASION DE LA REMISE DU

## GRAND PRIX DE LA CRITIQUE ARCHITECTURALE

aux journalistes du « Monde »  
par le ministère  
de l'urbanisme et du logement



EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 12 F  
et 275 « MONDE », 3, R. DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

502 200 000



EUROPE

Pologne

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS L'INSTAURATION DE «L'ÉTAT DE GUERRE»

Le comité central du parti est convoqué

Une semaine importante s'ouvre en Pologne. Le bureau politique du parti ouvrier unifié a décidé samedi 20 février, «après avoir pris connaissance de la situation socio-politique qui prévaut dans le pays», de convoquer le septième plénum du comité central les mercredi 24 et jeudi 25 février. La dernière réunion du comité central avait eu lieu quinze jours avant l'instauration de l'état de guerre.

La session du comité central sera suivie d'une réunion de la Diète qui s'ouvrira le vendredi 26 février à 11 heures. Selon Radio-Varsovie, la commission des affaires syndicales du gouvernement (présidée par le vice-premier ministre M. Rakowski) a approuvé samedi un document sur l'avenir des syndicats qui servira de base aux discussions à ce sujet. Pour la Diète, doit approuver un ensemble de décrets concernant une réforme économique et voter un amendement de la Constitution portant création d'un tribunal d'état chargé de juger les responsables du pays coupables d'avoir abusé de leurs fonctions.

À la fin du mois de mars, le chef de la justice, le général Jaruzelski, fera une visite officielle en U.R.S.S. L'agence Tass, en annonçant ce voyage, a écrit le nom du général de ses fonctions de chef du gouvernement et de premier secrétaire du P.O.U., mais n'a pas mentionné la présidence du conseil militaire de salut national. Le général Jaruzelski s'était rendu pour la dernière fois à Moscou le 14 août 1981, alors qu'il n'était que premier ministre en compagnie de M. Kania, chef du parti. Ces deux dirigeants avaient dû antérieurement le point de vue de la direction soviétique sur l'évolution en Pologne et s'engager en fait à «normaliser» la situation.

Le rôle futur des syndicats

Selon les propositions du comité gouvernemental pour les affaires syndicales, le mouvement syndical en Pologne devra, à l'avenir, respecter strictement l'ordre légal, reconnaître au P.O.U. «son rôle de guide dans la société et son rôle dirigeant dans le développement du pays». Le document prévoit un renforcement des alliances internationales de la Pologne et «soutien de toute action politique... Il devra être organisé sur des bases professionnelles et non pas régionales.

Si le préambule du document souligne la nécessité de ne pas revenir aux méthodes des syndicats d'avant 1980, il rappelle en revanche que «l'année 1981 a vu l'un des courants du mouvement syndical dégénérer progressivement en force d'opposition destructrice menaçant l'existence de l'État et de la nation». Il faudra donc garantir par des conditions nouvelles et des structures d'organisation claires que le mouvement syndical «ne sera pas utilisé abusivement».

République d'Irlande

Malgré sa progression

LE PARTI DE M. HAUGHEY N'AURA PAS LA MAJORITÉ ABSOLUE DANS LA NOUVELLE ASSEMBLÉE

Le parti d'opposition, Fianna Fáil, dirigé par M. Charles Haughey, est arrivé en tête aux élections du 18 février, mais n'aura toutefois la majorité absolue dans le nouveau Parlement qui se réunira pour la première fois le 9 mars.

Le Fianna Fáil y disposera de 51 sièges (il en faut 84 pour la majorité), soit 3 de plus que dans la précédente Assemblée, contre 78 à la coalition sortante (63 au Fine Gael et 15 au parti travailliste). Le Sinn Féin Workers Party (formation marxiste) a obtenu 3 sièges, et 4 candidats indépendants ont été élus. L'attitude de ces 7 élus sera donc déterminante pour la formation du nouveau gouvernement.

À Londres, nous indique notre correspondant Daniel Vernet, bien qu'aucun commentaire officiel n'ait été fait, on redoute que la direction du futur gouvernement ne revienne à M. Haughey. M. Fitzgerald avait en effet une approche plus pragmatique des rapports triangulaires entre Dublin, Londres et Belfast que M. Haughey. Ce dernier considère que tout changement limité aux six comtés du Nord, est impraticable et que toute solution passe par l'unité de l'Irlande. D'autre part, M. Fitzgerald était lancé dans une politique courageuse de laïcisation de la vie politique et sociale dans la République, afin de rendre une future coopération entre le Nord et le Sud plus attrayante pour les protestants d'Ulster.

ment à des fins politiques anti-socialistes et ne servirait pas de paravent pour camoufler l'activité d'organisations illégales, contre-révolutionnaires et anti-démocratiques.

Le comité rend hommage à l'activité, depuis août 1980, des syndicats de branches (reconstitution des anciens syndicats officiels) qui, «n'ayant pas renoncé à défendre les intérêts des travailleurs, ont évité des grèves destructrices pour l'économie», ainsi qu'à des syndicats autonomes. Il émet en revanche un jugement extrêmement sévère à l'encontre de la direction de Solidarność.

«La responsabilité des déformations du caractère syndical et de la violation des accords d'août 1980, affirme le comité, incombe avant tout à certains dirigeants de Solidarność, aux organisateurs de groupements politiques hostiles, ainsi qu'aux conseillers et experts qui ont dominé les différentes instances dirigeantes du mouvement en exerçant une influence de plus en plus forte sur le Japonnement de la politique internationale du syndicat».

Le comité estime cependant que parmi les membres de Solidarność, «beaucoup ont agi sous l'influence des émotions», tandis que d'autres «n'ont pas fait preuve de suffisance et de pondération» et qu'il faut clore ce chapitre.

Il ne saurait être question, indique-t-il, de soumettre à une discrimination et à plus forte raison de punir quiconque pour le seul fait d'avoir adhéré à un syndicat légal et agi conformément aux statuts et à la loi. En revanche, «les personnes connues pour leur attitude destructrice ne peuvent réintégrer des activités publiques». Le nom de M. Walesa n'est pas mentionné une seule fois dans ce document.

En revanche, Trybuna Ludu a rapporté samedi les propos du président de Solidarność à son assemblée, le père Janowski. Celui-ci avait affirmé que M. Walesa avait déclaré qu'il n'avait publié aucun tract entre le 13 décembre et le 16 février et que tous les tracts publiés «à cette signature étaient contraincts».

La police, annonce d'autre part, qu'elle avait démantelé une organisation illégale active dans la ville de Brodno (50 km au nord-est de Varsovie). Ce réseau, qui avait pris le nom d'Union de la justice pour l'indépendance, comptait sept personnes : deux étudiants, un écolier, deux ouvriers et deux jeunes sans emploi. Ses membres avaient été en possession d'armes et de documents d'urgence pour avoir distribué des affiches et des tracts hostiles à l'État et à l'Union soviétique et avoir dégradé les symboles du parti et des autorités.

Il a été précisé officiellement qu'au total, entre le 13 décembre et le 16 février, 272 personnes ont fait l'objet d'une enquête et 2416 d'entre elles ont été arrêtées. Des procédures ont été engagées contre 157 personnes, dont 69 en vertu de «l'état de guerre» et 926 pour des délits de droit commun. Les tribunaux ont

prononcé 1089 condamnations et 79 acquittements. Enfin, les jours du militant victime, jeudi dernier, d'un attentat dans un tramway de Varsovie, ne sont plus en danger dans l'immédiat, bien que son état «demeure très grave».

M. Brejnev aime la Pologne

À Londres, le Times publie une interview donnée à Mme Orlana Fallaci par M. Rakowski. Le vice-premier ministre polonais insiste sur la «double nature» de Solidarność qui n'a pas eu aux avènements du gouvernement, et des Occidentaux qui ont cru que la Pologne «pourrait d'un seul coup ou d'une autre sorte de l'ordre militaire et politique établi depuis la fin de la guerre». Le dirigeant polonais tient à dire «quelques mots sur la défense de nos amis soviétiques. Il nie que les militaires polonais aient agi sur l'ordre de Moscou : «Nous n'avons pas fait le travail (pour les Soviétiques)», déclare-t-il. Il y a deux tendances en U.R.S.S. : une pro-polonaise et une anti-polonaise, et M. Brejnev appartient à la première. Il aime la Pologne, il comprend la Pologne, croyez-moi».

M. Rakowski nie que l'instauration de la loi martiale ait été prévue depuis longtemps. Selon lui, la décision n'aurait été prise que le 11 décembre : c'est à cette date qu'il en aurait été averti par le général Jaruzelski qu'il présentait comme un «type très particulier de militaire, très intelligent, très humain». Il souhaitait une solution pacifique.

Enfin, M. Rakowski affirme que «le pays avait connu comme un fleuve et nous n'avons pas imposé la loi martiale le 13 décembre et la guerre civile aurait suivi, de telle sorte que les forces de police de Varsovie seraient intervenues».

«La dernière livraison de la revue «Broche» est consacrée à la Pologne. Les articles sont signés Bogdan Górecki, Schwartzberg, Bernard Sliwa, Wacław Dorn, Jean-François Six. Broche lance, dans ce numéro, une opération de parrainage et de jumelage en vue de créer un réseau de relations personnelles entre Français et Polonais».

«Broche-D.R.S., 177, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, C.C.P. Broche 1981-82 T Paris».

Les Groenlandais votent à nouveau

sur leur appartenance à la Communauté européenne

Nauk (ex-Godthaab). — Capitale miniature d'une province grande comme quatre fois et demie la France et cinquante fois le Danemark, le Groenland, Nauk oscille entre son passé de village de pêcheurs aux petites maisons multicolores nichées au fond d'une crique enneigée et son avenir de métropole industrielle avec ses grands immeubles bétonnés alignés au cordeau, symbole du développement récent du Groenland.

En passant, en 1953, du rang de colonie à celui de province danoise, le Groenland, jusque-là coupé du reste du monde, a vu arriver des milliers d'ouvriers, techniciens et cadres danois, venus assurer le démarrage de la nouvelle province du royaume. Cette entrée en force de la civilisation moderne s'est accompagnée d'une prise de conscience politique, qui a conduit les Groenlandais à demander et obtenu de la part de Copenhague un large statut d'autonomie, acquis par référendum en 1979.

Entraînés, il y a neuf ans, par le vote majoritaire des Danois, alors qu'ils avaient eux-mêmes voté non à plus de 70 %, les Groenlandais étaient entrés dans le Marché commun. En raison du statut d'autonomie, ils s'apparentent à se prononcer de nouveau le mardi 23 février sur leur appartenance à la Communauté économique européenne.

Une revendication politique

Une chose paraît sûre : si le non à l'Europe devait l'emporter, la marge ne serait pas aussi importante qu'en 1972, car, malgré les critiques parfois violentes faites à la C.E.E., chacun reconnaît que l'apport financier serait à été important. Depuis 1973, le Groenland a reçu, des différents organismes de la C.E.E., en prêts ou subventions, environ un milliard de couronnes danoises (1). La C.E.E. a subventionné des opérations de formation professionnelle, des projets d'achat ou de construction de navires de pêche, des investissements pour la prospection minière et la recherche d'hydrocarbures. Le Groenland est donc de loin le pays qui reçoit le plus d'aide par tête d'habitant. Il faut toutefois tenir compte des difficultés de mise en valeur de cet immense territoire, peuplé seulement de cinquante mille habitants.

La campagne a donné lieu à d'âpres débats, mais M. Jonathán

Danemark

De notre envoyée spéciale

Motzfeldt, premier ministre du gouvernement local et chef du parti majoritaire au pouvoir, le Siumut, résume assez bien les arguments des opposants à la C.E.E. en disant : «Nous désirons exercer l'autorité politique sur notre développement, et spécialement sur celui de nos pêches».

Les Groenlandais, qui sont passés en vingt ans d'une communauté de chasseurs-pêcheurs à une société moderne, ne veulent plus être les spectateurs de leur propre développement et, certains l'avouent, ils préféreraient stagner ou même reculer, mais pouvoir gérer seuls leurs propres affaires.

La deuxième préoccupation concerne la pêche : problème fondamental dans un pays dont seule une partie des côtes est habitée, 85 % du territoire étant constitué d'un bloc de glace impropre à toute activité humaine. La pêche, qui occupe un tiers de la population, rapporte 60 % des recettes d'exportation. La violence des accusations contre les pêcheurs étrangers est à la mesure des frustrations d'une population qui ne récolte que 10 % de tout ce qui est pêché dans ses eaux territoriales. Les Groenlandais se sentent, purement et simplement, dépossédés de leur principale richesse, sans pouvoir réagir en raison des obligations communautaires.

Les pêcheurs ouest-allemands constituent la cible principale du ministre des pêches, M. Jonathán, qui les accuse de tous les maux : filets non réglementaires, dépassement des quotas, tromperie sur les espèces. Les Groenlandais voudraient pouvoir mieux contrôler l'activité des grandes sociétés étrangères, en vendant par exemple, eux-mêmes les licences de pêche à des pays qu'ils considèrent, avec la possibilité de les exclure pour une durée déterminée en cas de non-respect des réglementations.

La sortie de la C.E.E. ne remettrait pas non plus en cause, dans l'esprit de ses partisans, l'appartenance du Groenland à l'O.T.A.N. Chacun sait ici l'importance stratégique du pays, et même la présence de soldats américains. Il faut le dire, peu nombreux (environ trois cents), à Sondrestrom-fjord et à Thulé n'est pas sérieusement contestée.

Il n'empêche que, si mardi soir le Groenland, comme toute la laïesse à penser, décide de quitter la C.E.E., ce serait la première fois depuis la signature du traité de Rome, en 1957, qu'un tel fait se produirait. Cela pourrait constituer un dangereux précédent, au moment où les socialistes au pouvoir en Grèce et l'opposition travailliste en Grande-Bretagne ont des velléités de se séparer de la Communauté européenne.

Le danger du vide

Les partisans du non ne veulent cependant pas rompre complètement les ponts avec l'Europe. Ils souhaiteraient obtenir une plus grande liberté de mouvement et acquiescer le statut octroyé aux territoires d'outre-mer. En réalité, ils désirent conserver un lien qui préserverait leurs débouchés (la pêche exportée à 70 % dans les pays du Marché commun), mais sans être liés par des décisions prises à Bruxelles. Le premier ministre, favorable aux partisans du non, se montre d'ailleurs confiant sur la possibilité d'obtenir un tel accord avec la C.E.E.

C'est sur l'incertitude de l'avenir économique que s'appuient les partisans du oui, représentés essentiellement par le parti d'opposition Atassut, qui se situe à droite du Siumut. M. Stenfeldt, représentant de l'Atassut le dit clairement :

«Il s'agit de parler d'économie de marché et non pas de sentiments. La situation économique est mauvaise, ce n'est pas le moment de se priver d'un marché, d'autant que rien ne nous garantit que nous aurons des accords avec la C.E.E.»

M. Lars Chemnitz, dirigeant de l'Atassut, insiste lui aussi sur la nécessité pour le pays de rester intégré à un vaste système économique. Le Groenland, dit-il, ne peut pas être isolé. Notre situation géographique implique que nous gardions des rapports étroits avec le monde occidental. » Dirigeant d'un parti qui bénéficie traditionnellement des suffrages des Danois (environ sept mille) installés au Groenland, M. Chemnitz ajoute : «Dire non à la C.E.E. serait le commencement du relâchement de nos liens avec Copenhague. Créer un vide dans ce pays, c'est exciter des convoitises et prendre le risque de tomber sous d'autres dépendances. » Réaliste, M. Chemnitz demande qui compensera financièrement les subventions de la C.E.E. si le gouvernement danois laisse au Groenland la liberté de choix : ce dernier a déjà fait savoir qu'il ne compenserait pas les pertes financières liées à un retrait de la C.E.E.

Aucun parti en tout cas ne profite de ce débat pour remettre en question les liens avec Copenhague, même pas le petit parti d'extrême gauche Fraternité, qui milite pour le non. On peut toutefois se demander si ce rejet de l'Europe au nom de valeurs que l'on refuse de rejeter, n'est pas un peu sur l'ex-puissance coloniale qui est à l'origine du formidable développement du Groenland.

La sortie de la C.E.E. ne remettrait pas non plus en cause, dans l'esprit de ses partisans, l'appartenance du Groenland à l'O.T.A.N. Chacun sait ici l'importance stratégique du pays, et même la présence de soldats américains. Il faut le dire, peu nombreux (environ trois cents), à Sondrestrom-fjord et à Thulé n'est pas sérieusement contestée.

Il n'empêche que, si mardi soir le Groenland, comme toute la laïesse à penser, décide de quitter la C.E.E., ce serait la première fois depuis la signature du traité de Rome, en 1957, qu'un tel fait se produirait. Cela pourrait constituer un dangereux précédent, au moment où les socialistes au pouvoir en Grèce et l'opposition travailliste en Grande-Bretagne ont des velléités de se séparer de la Communauté européenne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) La couronne valait 6,90 francs avant la dévaluation.

«M. Dmitri Polianski a été nommé ambassadeur soviétique en Norvège. L'ancien membre du bureau politique, qui avait représenté son pays depuis 1978 au Japon et avait été remplacé récemment à Tokyo, succède à Oleg M. Youri Kirichenko. (U.P.I.)

Espagne

Le roi Juan Carlos exhorte l'armée au respect de la démocratie

De notre correspondant

Madrid. — Alors que se poursuit à Madrid le procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 qui cherchent, par leurs déclarations, à impliquer le personnel du roi dans leur complot, le monarque a prononcé à Saragosse, le samedi 20 février, à l'occasion du centenaire de l'armistice général militaire, un important discours dans lequel il a réaffirmé son appui à la démocratie.

«Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons choisi la liberté et la justice comme l'objectif pour construire une société pluraliste dans une Espagne unie, ni lorsque nous avons décidé de suivre le chemin des nations libres de l'Occident», a affirmé Juan Carlos. Il a ajouté : «Je vous demande de faire au fond de votre conscience cette même réflexion pour vous rendre compte qu'elle représente effectivement la raison et la vérité. Ni la violence des impétueux ni la trahison des faibles ne pourront rien contre elle».

Faisant allusion à la difficile situation actuelle, le souverain a dit : «Le pays a vu des moments dans la vie collective d'une armée où le devoir semble obscurci par les nuages qui passent. Mais la valeur morale, le sens de la justice, la force permanente de la discipline, doivent s'imposer par-dessus tout». Le roi a également rappelez aux forces armées «la nécessité indéniable de respecter et de défendre les lois pour que puissent être maintenus l'ordre et la paix».

Par ailleurs, le samedi 20 février du procès des putschistes a été consacré pour l'essentiel à la lecture des déclarations à l'instruction du lieutenant-colonel Tejero, qui avait dirigé l'occupation du Congrès des députés. De manière insidieuse, ce dernier a cherché à impliquer plusieurs personnalités dans le complot en évoquant des affirmations qui lui seraient faites le lieutenant-

Le roi Juan Carlos exhorte l'armée au respect de la démocratie

De notre correspondant

général Milans Del Bosch, répétant lui-même des déclarations du général Armada. C'est ainsi que le lieutenant-colonel Tejero aurait affirmé que les souverains étaient en faveur de l'opération, et que le roi était plutôt pour un gouvernement de civils présidé par un militaire, tandis que le reine serait le gouvernement de militaires. «Allons, tu es le seul qui puisse nous sauver», aurait même, toujours selon le lieutenant-colonel Tejero, affirmé le reine au général Armada.

Lors de ses confrontations avec les autres accusés qui cherchaient à minimiser leur rôle dans l'attentat, le lieutenant-colonel Tejero a apparemment tenu à rappeler à chacun, avec un luxe de détails, sa participation à l'opération. Il a même cherché à impliquer d'autres officiers, comme le général Justo, alors chef de la division blindée Brunete, qui, selon lui, était d'accord avec l'opération mais ne voulait pas y participer activement. Et comme le général Aramburu, directeur de la garde civile, qui tenta d'obtenir la reddition de Tejero, mais qui, suivant ce dernier, «était tacitement d'accord avec le complot».

Plus compromis que tout autre dans la conjuration, le lieutenant-colonel Tejero semble maintenant chercher à entraîner le plus de monde possible dans sa chute.

THIERRY MALINIAK.

«M. Manuel Fraga Iribarne a été réélu, dimanche 21 février, à Madrid, à une très large majorité, président du parti conservateur Alianza popular (A.P.), à l'issue du dernier congrès de cette formation politique avant les élections générales de 1983. M. Fraga a insisté sur la nécessité pour la droite de se regrouper et de former une «majorité naturelle» qui, a-t-il dit, est actuellement un objectif prioritaire afin d'empêcher une victoire de la gauche aux élections générales. (A.F.P.)

Le roi Juan Carlos exhorte l'armée au respect de la démocratie

De notre correspondant

Madrid. — Alors que se poursuit à Madrid le procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 qui cherchent, par leurs déclarations, à impliquer le personnel du roi dans leur complot, le monarque a prononcé à Saragosse, le samedi 20 février, à l'occasion du centenaire de l'armistice général militaire, un important discours dans lequel il a réaffirmé son appui à la démocratie.

«Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons choisi la liberté et la justice comme l'objectif pour construire une société pluraliste dans une Espagne unie, ni lorsque nous avons décidé de suivre le chemin des nations libres de l'Occident», a affirmé Juan Carlos. Il a ajouté : «Je vous demande de faire au fond de votre conscience cette même réflexion pour vous rendre compte qu'elle représente effectivement la raison et la vérité. Ni la violence des impétueux ni la trahison des faibles ne pourront rien contre elle».

Faisant allusion à la difficile situation actuelle, le souverain a dit : «Le pays a vu des moments dans la vie collective d'une armée où le devoir semble obscurci par les nuages qui passent. Mais la valeur morale, le sens de la justice, la force permanente de la discipline, doivent s'imposer par-dessus tout». Le roi a également rappelez aux forces armées «la nécessité indéniable de respecter et de défendre les lois pour que puissent être maintenus l'ordre et la paix».

Par ailleurs, le samedi 20 février du procès des putschistes a été consacré pour l'essentiel à la lecture des déclarations à l'instruction du lieutenant-colonel Tejero, qui avait dirigé l'occupation du Congrès des députés. De manière insidieuse, ce dernier a cherché à impliquer plusieurs personnalités dans le complot en évoquant des affirmations qui lui seraient faites le lieutenant-

THIERRY MALINIAK.

«M. Manuel Fraga Iribarne a été réélu, dimanche 21 février, à Madrid, à une très large majorité, président du parti conservateur Alianza popular (A.P.), à l'issue du dernier congrès de cette formation politique avant les élections générales de 1983. M. Fraga a insisté sur la nécessité pour la droite de se regrouper et de former une «majorité naturelle» qui, a-t-il dit, est actuellement un objectif prioritaire afin d'empêcher une victoire de la gauche aux élections générales. (A.F.P.)

Le roi Juan Carlos exhorte l'armée au respect de la démocratie

De notre correspondant

Madrid. — Alors que se poursuit à Madrid le procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 qui cherchent, par leurs déclarations, à impliquer le personnel du roi dans leur complot, le monarque a prononcé à Saragosse, le samedi 20 février, à l'occasion du centenaire de l'armistice général militaire, un important discours dans lequel il a réaffirmé son appui à la démocratie.

«Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons choisi la liberté et la justice comme l'objectif pour construire une société pluraliste dans une Espagne unie, ni lorsque nous avons décidé de suivre le chemin des nations libres de l'Occident», a affirmé Juan Carlos. Il a ajouté : «Je vous demande de faire au fond de votre conscience cette même réflexion pour vous rendre compte qu'elle représente effectivement la raison et la vérité. Ni la violence des impétueux ni la trahison des faibles ne pourront rien contre elle».

Faisant allusion à la difficile situation actuelle, le souverain a dit : «Le pays a vu des moments dans la vie collective d'une armée où le devoir semble obscurci par les nuages qui passent. Mais la valeur morale, le sens de la justice, la force permanente de la discipline, doivent s'imposer par-dessus tout». Le roi a également rappelez aux forces armées «la nécessité indéniable de respecter et de défendre les lois pour que puissent être maintenus l'ordre et la paix».

Par ailleurs, le samedi 20 février du procès des putschistes a été consacré pour l'essentiel à la lecture des déclarations à l'instruction du lieutenant-colonel Tejero, qui avait dirigé l'occupation du Congrès des députés. De manière insidieuse, ce dernier a cherché à impliquer plusieurs personnalités dans le complot en évoquant des affirmations qui lui seraient faites le lieutenant-

THIERRY MALINIAK.

«M. Manuel Fraga Iribarne a été réélu, dimanche 21 février, à Madrid, à une très large majorité, président du parti conservateur Alianza popular (A.P.), à l'issue du dernier congrès de cette formation politique avant les élections générales de 1983. M. Fraga a insisté sur la nécessité pour la droite de se regrouper et de former une «majorité naturelle» qui, a-t-il dit, est actuellement un objectif prioritaire afin d'empêcher une victoire de la gauche aux élections générales. (A.F.P.)

Le roi Juan Carlos exhorte l'armée au respect de la démocratie

De notre correspondant

Madrid. — Alors que se poursuit à Madrid le procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 qui cherchent, par leurs déclarations, à impliquer le personnel du roi dans leur complot, le monarque a prononcé à Saragosse, le samedi 20 février, à l'occasion du centenaire de l'armistice général militaire, un important discours dans lequel il a réaffirmé son appui à la démocratie.

GUY LAZORTHES le cerveau et l'esprit

Guy Lazorthes.

«Le cerveau constitue à peine une entreprise nous invite au voyage le plus formidable. J'ai lu ce livre. J'en suis tout enfiévré et bruisant de mystères». Michel Tournier - 256 pages, 60 F.

Flammarion



# AMÉRIQUES

## Le Mexique propose sa médiation dans les crises d'Amérique centrale et des Caraïbes

Le président mexicain, M. José Lopez Portillo, principale personnalité invitée à la Conférence des pays politiques d'Amérique latine (COPLA), qui réunira à Managua, du 19 au 21 février, vingt-six partis venus de vingt pays d'Amérique latine, a proposé la médiation du Mexique dans la crise qui oppose les Etats-Unis aux régimes révolutionnaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Nicaragua et Cuba. Il a également appelé à un compromis entre les solutions institutionnelles avancées par la junte du Salvador (les élections du 28 mars) et celles des guérilleros du Front Farabundo Martí (l'ouverture de négociations). Pour M. Lopez Portillo, les élections ne constituent pas une solution politique dans l'actuel climat de guerre civile, mais les insurgés ne pourraient pas se maintenir au pouvoir s'ils remportaient une victoire militaire.

D'une façon générale, le président mexicain estime à la fois nécessaire de rassurer les Etats-Unis sur les conséquences de négociations éventuelles, tout en prenant énergiquement position contre toute velléité d'intervention armée de Washington dans la région.

Le président mexicain, M. José Lopez Portillo, principale personnalité invitée à la Conférence des pays politiques d'Amérique latine (COPLA), qui réunira à Managua, du 19 au 21 février, vingt-six partis venus de vingt pays d'Amérique latine, a proposé la médiation du Mexique dans la crise qui oppose les Etats-Unis aux régimes révolutionnaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Nicaragua et Cuba. Il a également appelé à un compromis entre les solutions institutionnelles avancées par la junte du Salvador (les élections du 28 mars) et celles des guérilleros du Front Farabundo Martí (l'ouverture de négociations). Pour M. Lopez Portillo, les élections ne constituent pas une solution politique dans l'actuel climat de guerre civile, mais les insurgés ne pourraient pas se maintenir au pouvoir s'ils remportaient une victoire militaire.

### L'appel de Managua

De notre envoyé spécial

Managua. — «Toutes les parties intéressées de la région doivent faire des concessions réelles. Personne ne doit être obligé à renoncer à ses principes essentiels ou à ses intérêts vitaux.» Telle est la thèse de Managua, où se déroulent les premières réunions de la conférence des pays politiques d'Amérique latine (COPLA) depuis sa création en 1975. L'appel du président mexicain, qui vient de lancer la balle dans le camp de M. Reagan à la veille de son discours sur l'Amérique centrale et les Caraïbes, a été accompagné d'une condamnation énergique de toute intervention. Une telle action serait «une erreur historique» qui «provoquerait une convulsion continentale et la résurgence d'un profond sentiment anti-nort-américain chez les millions de hommes de toute l'Amérique latine». Le chef d'Etat a ajouté : «Les révolutions en cours sont avant tout des luttes des peuples pauvres et opprimés pour leur mieux-être et leur liberté. Elles sont dues au conflit Est-Ouest, et on finit par choir à l'écart».

Sur cette base, M. Lopez Portillo a appelé que le soutien à la révolution sandiniste était devenu une «véritable pierre angulaire» de la politique étrangère de son pays. Sa seule présence, le dimanche 21 février, en tant que président mexicain, a été saluée par l'ordre nationaliste assassiné il y a quarante-huit ans par l'ordre du père d'Anastasio Somoza, est un geste politique significatif. Il prend le contre-pied de certains mouvements politiques latino-américains qui, comme le parti Action démocratique du Venezuela, ou Libération nationale du Costa-Rica, ont récemment pris leurs distances avec la révolution de Managua.

Des menaces précises avaient été formulées contre le président mexicain. Quelques heures avant son arrivée à Managua, une bombe a explosé dans l'aéroport de la capitale, faisant deux morts et deux blessés. Elle se trouvait dans une valise transportée par un avion en provenance de la capitale. L'explosion a été interprétée, aussi bien à Managua qu'à Mexico, comme une tentative de dissuasion.

M. Lopez Portillo avait communiqué préalablement le texte de son discours à quatre gouvernements amis, dont celui de la France. Le Nicaragua entend poursuivre sa révolution «dans le cadre de l'économie mixte, du pluralisme politique et du libre commerce», et à toujours l'intention de «réduire les tensions entre le Nicaragua et les Etats-Unis d'une part, et entre le Nicaragua et ses voisins, d'autre part».

«Si les Etats-Unis et Cuba continuent d'avancer sur le chemin ouvert par la récente rencontre à Mexico, entre MM. Alexander Haig et Carlos Rafael Rodriguez, respectivement secrétaire d'Etat américain et vice-président du conseil d'Etat cubain, il y aurait de «sérieuses possibilités pour que le dialogue se transforme en négociation». Mexico pourrait jouer un rôle actif en proposant un «système de concessions mutuelles».

Le président Lopez Portillo a avancé trois propositions concrètes concernant le Nicaragua. D'abord, «les Etats-Unis doivent renoncer à toutes menaces ou à l'usage de la force contre ce pays». Il a ensuite dit aux sandinistes qu'un «processus de réduction des hostilités existantes dans la région est possible, et indispensable, si les sandinistes qui opèrent le long de la frontière entre le Honduras et ce pays sont désarmés, et qu'il est mis fin à l'entraînement qui reçoit des groupes du même genre aux Etats-Unis». Enfin, le président mexicain, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes réunies sur la place de la révolution, a proposé «l'élaboration d'un système de pacte de non agression mutuelle entre le Nicaragua et les Etats-Unis».

Le président mexicain, M. José Lopez Portillo, principale personnalité invitée à la Conférence des pays politiques d'Amérique latine (COPLA), qui réunira à Managua, du 19 au 21 février, vingt-six partis venus de vingt pays d'Amérique latine, a proposé la médiation du Mexique dans la crise qui oppose les Etats-Unis aux régimes révolutionnaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Nicaragua et Cuba. Il a également appelé à un compromis entre les solutions institutionnelles avancées par la junte du Salvador (les élections du 28 mars) et celles des guérilleros du Front Farabundo Martí (l'ouverture de négociations). Pour M. Lopez Portillo, les élections ne constituent pas une solution politique dans l'actuel climat de guerre civile, mais les insurgés ne pourraient pas se maintenir au pouvoir s'ils remportaient une victoire militaire.

Le président mexicain, M. José Lopez Portillo, principale personnalité invitée à la Conférence des pays politiques d'Amérique latine (COPLA), qui réunira à Managua, du 19 au 21 février, vingt-six partis venus de vingt pays d'Amérique latine, a proposé la médiation du Mexique dans la crise qui oppose les Etats-Unis aux régimes révolutionnaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Nicaragua et Cuba. Il a également appelé à un compromis entre les solutions institutionnelles avancées par la junte du Salvador (les élections du 28 mars) et celles des guérilleros du Front Farabundo Martí (l'ouverture de négociations). Pour M. Lopez Portillo, les élections ne constituent pas une solution politique dans l'actuel climat de guerre civile, mais les insurgés ne pourraient pas se maintenir au pouvoir s'ils remportaient une victoire militaire.

## Etats-Unis

### La rentrée du Congrès s'effectue dans un climat économique maussade

De notre correspondant

New-York. — Le Congrès rentre, ce lundi 22 février, et tout indique que les sénateurs et les représentants en ont entendu assez, pendant leurs vacances, dans leurs circonscriptions, pour donner un nouvel essor à l'opposition. Le budget que le président Reagan a présenté le 8 février ne satisfait plus personne : non seulement les démocrates, mais aussi les républicains modérés sont revenus convaincus que leurs électeurs étaient prêts à leur tourner le dos si l'économie ne s'améliorait pas rapidement. (1). La récession s'aggrave : pour la première fois depuis 1975, le revenu des Américains a diminué en décembre, la production industrielle a chuté de 3 %, le chômage ne cesse de s'accroître, enfin, la remontée, la semaine dernière, des taux d'intérêt à 17 % a sonné le glas des espoirs des investisseurs. Le New York Times estime que «dans le budget du président, une confusion générale sur la manière de régler les problèmes de l'économie nationale se combine avec une optique des problèmes sociaux qui rappelle celle de Nixon».

Malgré les explications compliquées de M. David Stockman, le directeur du budget, qui a laissé entendre que le président était peut-être accessible à quelques aménagements budgétaires, M. Reagan reste, pour l'instant, catégorique dans son refus de réduire le budget de la défense ou d'augmenter les impôts. Vague ment menaçant, il a laissé entendre, ces jours derniers, que si le Congrès lui refusait les nouvelles réductions de dépenses fédérales qu'il réclame — portant essentiellement sur des services publics et sociaux — ce dernier serait responsable de l'accroissement du déficit budgétaire. Les gouvernements démocrates qui se sont réunis il y a quelques jours à Washington, ont déclaré qu'ils n'avaient nullement l'intention de devenir les boîtes à lettres de la politique économique de l'Administration Reagan. Ils ne refusent pas totalement l'idée d'un «nouveau fédéralisme» du président, mais ils estiment que le moment est mal choisi pour se lancer dans une réforme qui, dans un premier temps, va réduire de 25 % les subventions fédérales aux Etats.

### La classe moyenne est touchée

Chez les républicains modérés, l'état d'esprit n'est guère différent. M. Reagan ayant mis au défi l'opposition de présenter un autre projet de budget crédible, le sénateur Bollings (démocrate de Caroline du Sud) a suggéré de bloquer les dépenses sociales et militaires à leur niveau actuel et de retarder les réductions d'impôts jusqu'à ce que le déficit budgétaire diminue. Le chef de la majorité au Sénat, M. Howard Baker, a déclaré le projet de réduction de M. Reagan «un défi à la classe moyenne». M. Robert Dole (Kansas), président de la commission des finances du Sénat, demande de plus en plus vigoureusement que le président renonce à augmenter les dépenses militaires tout en réduisant les impôts.

Courtoisement, l'opinion publique, de plus en plus hostile à la politique économique du gouvernement, continue à estimer, dans son ensemble, que «le président fait pour le mieux». Mais cette tendance pourrait se retourner rapidement maintenant que la classe moyenne est, à son tour, touchée par la récession. M. Kent Hance, représentant démocrate du Texas, qui appuie depuis le début la politique de M. Reagan, juge que le président risque d'être victime des formules simplistes qui lui recommandent si bien pendant sa campagne électorale et au début de son mandat : si la fin de la crise que le président s'efforce d'annoncer pour le printemps ou le début de l'été n'arrive pas, il ne pourra plus convaincre les électeurs que la seule façon de revenir aux précédentes administrations démocrates, ou au Congrès.

NICOLE BERNHEIM.

● M. Reagan a refusé à la Roumanie un prêt de 65 millions de dollars qui devait servir à l'achat par ce pays de matériel de guerre. Le président s'est refusé à la «situation financière incertaine» de la Roumanie, dont la dette à l'égard des pays occidentaux est estimée à 10 milliards de dollars. Le département d'Etat et de l'Agriculture n'ont toutefois pas approuvé le rejet de ce prêt, dont l'octroi «pourrait être envisagé ultérieurement», précise-on de source officielle. — (A.F.P.)

## ASIE

### LA VISITE DU MINISTRE SUD-CORÉEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Les relations entre Paris et Séoul sont demeurées bonnes après le changement de majorité en France

M. Lho Shin-yong, ministre sud-coréen des Affaires étrangères, est arrivé à Paris, dimanche 21 février, pour une visite officielle de deux jours, la première à ce niveau depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la France et son pays, en 1949. M. Lho aura des entretiens avec MM. Cheysson et Jobert, ainsi qu'avec les dirigeants du C.N.P.F. Il visitera la centrale nucléaire de Tricastin et le Commissariat à l'énergie atomique. Une visite de courtoisie à l'Élysée, lundi en fin de matière, devrait lui permettre d'évoquer, avec M. François Mitterrand, l'ensemble des relations franco-coréennes, qui sont restées bonnes après le changement de gouvernement en France.

La République française conforts un régime de terreur et avertit contre le terrorisme et avertit contre le terrorisme et avertit contre le terrorisme. Une visite de courtoisie à l'Élysée, lundi en fin de matière, devrait lui permettre d'évoquer, avec M. François Mitterrand, l'ensemble des relations franco-coréennes, qui sont restées bonnes après le changement de gouvernement en France.

Pour recevoir M. Lho, la gauche française est dans ses petits souliers. Quand M. Jean François-Poncet s'est rendu à Séoul en avril 1981 pour la signature d'un important accord nucléaire, le pays sud-coréen avait estimé «anormal» que le ministre des Affaires étrangères de la République française conforts un régime de terreur et avertit contre le terrorisme et avertit contre le terrorisme.

La République française conforts un régime de terreur et avertit contre le terrorisme et avertit contre le terrorisme. Une visite de courtoisie à l'Élysée, lundi en fin de matière, devrait lui permettre d'évoquer, avec M. François Mitterrand, l'ensemble des relations franco-coréennes, qui sont restées bonnes après le changement de gouvernement en France.

Le parti communiste, pour sa part, s'en est toujours tenu fidèlement à la propagande de Pyongyang qui ne reconnaît pas la légitimité du régime en place à Séoul. Le parti socialiste avait, quelques semaines, M. Fierman était l'un des deux ministres français présents à la réception d'adieu offerte par le président ambassadeur de Corée du Sud en France. Non sans malices, les diplomates sud-coréens décrètent un brevet de courtoisie et d'efficacité au ministre communiste des transports. En novembre, celui-ci avait fait les honneurs du T.G.V. à son homologue de Séoul, qui songe à noter son pays d'un train analogue. La Corée du Sud, étant en compétition pour le marché.

La prise en compte des intérêts économiques nationaux et, sans doute, le contact avec les hommes ont amené les dirigeants français à adopter une attitude plus nuancée que naguère. Certes, on prend soin de rappeler à Paris que le respect des droits de l'homme ne sera pas oublié. La clemence sera demandée pour un Kim De-jung, un des principaux chefs de l'opposition, condamné à mort en 1980, peine commuée en détention à vie il y a un an.

Les relations avec Pyongyang. Il reste que M. Lho est accueilli comme le représentant d'un pays en plein développement que le précédent gouvernement avait convaincu de la compétitivité française dans plusieurs domaines de pointe. L'accord signé par M. François-Poncet concernait notamment les garanties de non-utilisation à fins militaires des matériaux et combustibles nucléaires fournis par la France. Il permettait la mise en œuvre d'un contrat portant sur la fourniture par Framatome des flottes nucléaires de deux réacteurs, à Uchin.

À ce contrat, se chiffant à 1,95 milliard de francs, s'ajoutait celui de l'ordre de 2 milliards, qui concerne la vente par la Cogema du combustible nucléaire pendant dix ans. Le 15 février dernier, Alstom-Atlantique décrochait le contrat pour la construction de flottes conventionnelles (turbo-alternateurs) et autres matériels. Au total, les accords nucléaires franco-coréens portent sur quelque 6 milliards de francs (le

Enfin, les autorités philippines ont affirmé avoir découvert un nouveau groupe de terroristes urbains qui auraient eu l'intention d'assassiner le président Marcos. Il s'agit d'un «Mouvement de libération populaire» lié aux communistes clandestins et qui serait responsable de l'assassinat de six policiers. — (A.F.P., U.P.I.)

● Expulsion d'un diplomate soviétique. M. Anatoli Lorkin, secrétaire à l'ambassade soviétique, chargé de la presse, et un officier de marine soviétique détaché auprès d'un quartier naval pour surveiller les réparations effectuées sur les cargos russes, M. Alexandre Bondarev, ont été expulsés du pays après avoir été accusés d'espionnage. a-t-on annoncé officiellement à Singapour, ce lundi 22 février. — (A.F.P.)

● Expulsion d'un diplomate soviétique. M. Anatoli Lorkin, secrétaire à l'ambassade soviétique, chargé de la presse, et un officier de marine soviétique détaché auprès d'un quartier naval pour surveiller les réparations effectuées sur les cargos russes, M. Alexandre Bondarev, ont été expulsés du pays après avoir été accusés d'espionnage. a-t-on annoncé officiellement à Singapour, ce lundi 22 février. — (A.F.P.)

● Expulsion d'un diplomate soviétique. M. Anatoli Lorkin, secrétaire à l'ambassade soviétique, chargé de la presse, et un officier de marine soviétique détaché auprès d'un quartier naval pour surveiller les réparations effectuées sur les cargos russes, M. Alexandre Bondarev, ont été expulsés du pays après avoir été accusés d'espionnage. a-t-on annoncé officiellement à Singapour, ce lundi 22 février. — (A.F.P.)

● Expulsion d'un diplomate soviétique. M. Anatoli Lorkin, secrétaire à l'ambassade soviétique, chargé de la presse, et un officier de marine soviétique détaché auprès d'un quartier naval pour surveiller les réparations effectuées sur les cargos russes, M. Alexandre Bondarev, ont été expulsés du pays après avoir été accusés d'espionnage. a-t-on annoncé officiellement à Singapour, ce lundi 22 février. — (A.F.P.)

## A travers le monde

### Gambie

● UN TRIBUNAL SPÉCIAL de Banjul a prononcé, samedi 20 février, deux nouvelles condamnations à mort pour trahison contre des auteurs de la tentative avortée de coup d'Etat du 30 juillet. Elles frappent MM. Kaba Jafang, ancien officier de police, et Momodu Manjang, chauffeur, et portent à quinze le nombre des condamnations à mort infligées par le tribunal depuis le début du procès à des personnes impliquées dans le putsch manqué. Les deux condamnés ont trente jours pour faire appel. — (A.F.P.)

### Zimbabwe

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

### Selon «l'Humanité»

### L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CHILI AFFIRME QUE «CHILI EST LE PAYS LE MOINS LIBRE D'AMÉRIQUE LATINE»

L'Humanité de ce lundi 22 février, dans son édition de Paris, a publié le texte de l'interview de M. Léon Bouvier, le nouvel ambassadeur de France au Chili, à propos de déclarations de ce dernier à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

● RALLIEMENT À M. MUGABE. Le vice-président de la ZAPU-P.F., M. Chinamano, s'est déolidarisé, dimanche 21 février, de M. Nkomo, président de ce parti, relégué de ses fonctions, mercredi dernier, par le premier ministre, M. Mugabe (le Monde du 19 février). Dans une déclaration à l'hebdomadaire Sunday Mail, M. Chinamano a déclaré qu'il était prêt «à collaborer dans tous les domaines» à l'entente en cours à la suite des accusations de complot formulées par M. Mugabe. Cette déclaration de M. Chinamano, qui a également été écarté mercredi de son poste de ministre des transports, renforce la thèse selon laquelle M. Nkomo pourrait être détesté devant un tribunal pour le «complot» qui lui est reproché. Ce dernier a déclaré, samedi, à Bulawayo, qu'il avait été empêché, jeudi soir, à l'aéroport de Salisbury, de prendre l'avion, par un officier blanc des forces de sécurité qui lui a affirmé agir sur ordre. M. Nkomo a alors gagné Bulawayo par la route vendredi soir. — (A.F.P.)

## LOTO

c'est facile

c'est pas cher

tu peux rapporter gros

LOTO

### Le nombre des réfugiés vietnamiens en France

Sur la foi de dépêches d'agence erronées, nous avons annoncé dans le Monde du 18 février que M. Régis Debray, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, avait annoncé à Kuala-Lumpur que la France «allait» augmenter de 50 % le contingent des réfugiés vietnamiens qu'elle accorde. Or, nous signalons notre correspondant en Asie du Sud-Est, Jacques de Barrin, M. Debray a en fait déclaré que la France «avait» augmenté ce contingent, depuis le 10 mai 1981 de 50 %.

50% من اللاجئين



## PROCHE-ORIENT

TOUT EN S'ABSTENANT DE CRITIQUER OFFICIELLEMENT PARIS

### Le gouvernement de Qatar semble avoir «gelé» le développement des relations économiques avec la France

Doha. — Qatar est en fête. Les quelques deux cent mille habitants de ce minuscule émirat du Golfe arabo-persique célèbrent ce lundi 22 février le dixième anniversaire de l'accession au pouvoir du cheikh Khalifa Bin Hamad Al Thani, que l'on qualifie ici de « bâtisseur de l'Etat moderne ».

En une décennie, il a promulgué une Constitution, installé un Conseil consultatif qui fait fonction de Parlement et a doté le pays d'une base industrielle remarquable : un complexe pétrochimique, une aciérie, des cimenteries, des usines produisant des engrais pour une agriculture en expansion et du gaz liquéfié. Qatar, riche en hydrocarbures, possède également des réserves prodigieuses de gaz en voie d'exploitation et qui, au besoin, pourrait se substituer au pétrole.

Le gouvernement a décidé cependant d'ajourner la réalisation de certains grands projets industriels. La réduction de la production du naphte — de 500 000 à moins de 400 000 barils-jour — en raison de l'engorgement du marché mondial, la baisse des revenus qui s'ensuit, ainsi que les charges financières grandissantes, ont incité en effet l'Etat à ménager ses réserves. Celles-ci ont été entamées par d'importantes subventions versées à l'Irak (environ 4 milliards de dollars sous forme de prêts à long terme) pour financer son effort de guerre, à la Syrie et à l'O.L.P. entre autres. Les autorités qatariennes cherchent d'autre part à contrôler l'expansion, afin de freiner l'importation de la main-d'œuvre étrangère dont l'effectif a atteint des proportions exorbitantes : elle représente entre 80 % et 80 % de la population totale de la principauté.

L'accent sera donc mis désormais sur les infrastructures dont l'édification est moins onéreuse. En attendant la fin de la construction de la nouvelle université — dont le coût s'élève au bas mot à 1,5 milliard de francs — le souverain inaugure ce lundi un hôpital ultra-moderne qui assurera des soins gratuits à toute la population, ainsi qu'un quartier résidentiel destiné à abriter quelques soixante mille citoyens dans les vingt prochaines années. Les lotissements ont été offerts gracieusement aux agents de l'Etat de nationalité qatari, qui peuvent bénéficier chacun d'un prêt sans intérêt de 750 000 francs, remboursable en trente ans, pour faire construire leur maison particulière. Outre le quartier de Doha, l'ensemble de la capitale a pris les allures d'un vaste chantier.

Si les dirigeants ont quelques raisons d'être satisfaits de la situation intérieure, la conjoncture régionale les préoccupe au plus haut point. A terme, la révolution iranienne, la guerre entre Téhéran et Bagdad et surtout le conflit israélo-arabe constituent à leurs yeux des facteurs redoutables de déstabilisation.

Une offensive israélienne contre les Palestiniens au Liban entraînant une confrontation avec l'armée syrienne, disant-ils, risque d'étendre la guerre à l'ensemble du Proche-Orient, d'impliquer les pays du Golfe d'une manière ou d'une autre.

L'affrontement avec les puissances occidentales qui soutiennent Israël deviendrait alors inévitable, au plus grand profit de l'Union soviétique. Les Qataris ont longtemps misé sur la compréhension de l'Europe, celle de la France en particulier, pour éviter un tête-à-tête avec Moscou et ses alliés. D'où les prouesses débauchées, empreintes d'ambiguïté, que l'on entend partout, sur la politique proche-orientale du gouvernement français.

Les récentes déclarations, qui se voulaient rassurantes, de M. Claude Cheysson, avant et pendant sa visite

#### De notre envoyé spécial

dans l'émirat voisin d'Abou-Dhabi « n'ont pas été, que ceux qui ont bien voulu s'en satisfaire », nous a déclaré le docteur Hassan Kameh, ministre conseiller du souverain. La presse gouvernementale dénonce, pour sa part, le « double langage » de la France et le principal quotidien Al Rayy n'hésite pas à écrire que « le message qui distillait la partialité de Paris en faveur de l'Etat sioniste s'est défilé ».

La crise de confiance est beaucoup plus profonde que l'on serait tenté de le croire. « Votre gouvernement n'est pas crédible », nous dit un haut responsable, qui tient à l'anonymat, après avoir cité diverses déclarations jugées pro-israéliennes de M. Cheysson et de M. Mitterrand. La « petite phrase » prononcée par le chef de l'Etat le 9 décembre dernier, concernant la possibilité d'établir un Etat palestinien en « Cisjordanie ou en Jordanie », — en d'autres termes en dehors des limites de l'ancienne Palestine — n'a pas été « digérée », malgré l'assurance donnée la semaine dernière par M. Cheysson, dans une interview, que cet Etat devrait nécessairement voir le jour sur le sol des territoires occupés par Israël. « Nous serons tout disposés à croire la ministre française des relations extérieures le jour où il réitérera son propos dans un document officiel auquel nous pourrions nous référer », affirme une personnalité proche du souverain. La sincérité de la France sera démontrée, selon elle, quand Paris reconnaîtra l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

En attendant tout se passe comme si le gouvernement qatari avait décidé de « geler » le développement des relations économiques avec la France. Les tractations concernant certaines affaires s'arrêtent, les signatures de contrats sont « ajournées ». La règle Penault a été mise sur la table du bureau de boycottage en raison de ses relations avec Israël. Le ministre de l'Information, M. Issa Ghanem Kawaii, qui dirige également le cabinet du souverain, ne toute arrière-pensée et fait valoir que « trois cents firmes françaises seulement sont sur la liste noire alors qu'il y a plus de deux mille notes de sociétés américaines dans la même situation ». La comparaison pourrait avoir aussi valeur d'avertissement. D'autant plus inquiétant que la France est l'un des premiers clients du pétrole qatari et aussi le principal fournisseur de l'armée de la principauté.

ERIC ROULEAU.

#### Au cours de son voyage dans le golfe

### M. CHEYSSON AFFIRME QU'IL « NE CONNAIT PAS DE PALESTINIENS AUTRES QUE L'O.L.P. POUVANT PARTICIPER AUX NEGOCIATIONS »

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a déclaré, dimanche 21 février, à son départ d'Abou Dhabi, qu'il a « regretté que cette visite d'actualité n'ait pas été plus tôt car elle est alors partie des malentendus ». Il a ajouté qu'il fallait laisser à ses hôtes le soin d'évaluer les résultats d'un voyage dont il s'est déclaré « content ».

M. Rachid Abdallah, ministre d'Etat pour les affaires étrangères des émirats, s'est dit persuadé « que le ministre français a acquis au cours de sa visite une vision et des convictions nouvelles qui pourraient être utiles pour l'avenir de la coopération entre l'Europe et le monde arabe en général et la France et les émirats arabes unis en particulier ».

Parlant de la « confusion » qui s'est manifestée récemment, selon lui, dans les positions françaises et européennes sur le Proche-Orient, M. Abdallah a déclaré que les responsables des émirats ont demandé à la France et à l'Europe d'établir « une distinction entre l'agresseur et l'agressé » au Proche-Orient et de soutenir le droit des Palestiniens à disposer de leur Etat en Palestine. Interrogé sur cet appel, M. Cheysson a déclaré à son départ que « cette distinction entre agresseur et agressé est dans la nature des choses ». Il existe au Proche-Orient un peuple qui n'a pas encore la possibilité d'exprimer dans un cadre étatique », a-t-il ajouté en précisant que « la différence est évidente ».

Samuel M. Cheysson avait affirmé au cours d'une conférence de presse qu'il ne connaissait pas de Palestiniens susceptibles de prendre part à des négociations de paix au Proche-Orient autres que l'O.L.P., qui représente la

force combattante du peuple palestinien. A Bagdad, où il s'est rendu après Abou Dhabi, le ministre des affaires extérieures a, dans une déclaration faite par l'agence irakienne de presse INA, exprimé le « désir de la France de continuer à renforcer ses relations avec l'Irak » dans « tous les domaines », notamment le nucléaire. M. Claude Cheysson a, par ailleurs, qualifié d'« anormal » le fait qu'Israël ait refusé de signer le traité de non-prolifération nucléaire et n'accepte pas que ses installations subissent un contrôle international, en ajoutant que cette attitude est « un élément qui contribue à la méfiance ». — (A.F.P.)

#### PROTESTATIONS D'ORGANISATIONS JUIVES

Critiquant samedi 20 février les récentes déclarations de personnalités officielles sur le Proche-Orient, Renouveau juif assure notamment : « Par les mots de Pierre Mauroy et Claude Cheysson, le gouvernement de la France a réussi à rassurer les Etats arabes : la diplomatie française n'est pas allée aussi loin à l'égard de la représentativité et de la place dans une négociation qu'elle accorde à l'O.L.P. d'Arabes juifs ».

Le front des étudiants juifs estime pour sa part que « la déclaration de M. Cheysson dans les médias arabes qualifiant l'Etat d'Israël d'Etat agresseur et les assassinats de l'O.L.P. d'agresseurs est non seulement une capitulation scandaleuse devant le chantage des Etats fédéraux pétroliers, mais encore un mensonge éhonté et indigne ».

#### RADIO J

sur FM 91.70 MHz  
la Radio juive de Paris  
et de sa région  
avant le voyage du président  
de la République en Israël  
**SON EXCELLENCE**  
**M. MEIR ROSENNE**  
ambassadeur d'Israël en France  
répond  
aux questions des journalistes  
J. Grunewald, R. Lucien,  
B. Rasky, A. Soussan  
mardi 23 février  
à partir de 21 heures  
Ce soir, lundi 22 février,  
entretien avec M. Jean Silenstien  
à partir de 21 heures

la technique **PICARD** évolue  
**1 CLE + 1 CODE**  
**PROTECTION RENFORCEE**

Vous aurez bien plus de succès... plus de succès, en faisant vos études en  
**Graphologie**  
Information gratuite sur notre cours de graphologie scientifique (certification dipl. Graphologie BPC) par : MSI-Ecole Suisse de Graphologie, Weiermann 64, Dep. CH-3027 Berne



#### Directeur

Paris

**Equipements industriels** — Un groupe international renommé et leader sur le marché des organes de transmission industrielle recherche, pour sa filiale (effectifs : 25 personnes) surtout orientée vers la vente mais possédant également une unité de fabrication, son Directeur. Basé à Paris, il aura la responsabilité totale de son expansion et de ses résultats. Il devra s'attacher plus particulièrement à l'accroissement du chiffre d'affaires et à la recherche de nouveaux marchés. Le candidat retenu devra être ingénieur qualifié. Il possèdera de sérieuses connaissances en gestion acquises dans un poste similaire. D'autre part, une expérience dans la vente d'équipements industriels tels que : engrenages, pompes, moteurs électriques, organes de transmission... est indispensable. Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat de fort potentiel ; la rémunération, attractive, sera fonction des compétences. Pour ce poste, les réponses seront transmises à l'une de nos filiales. Ecrire à Paris. Réf. B5762M

#### Consultant recrutement

Nantes

Dans le cadre de son développement, la Direction Régionale Ouest de PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale française de PA International Management Consultants (1.000 consultants dans le monde) recherche un spécialiste en recrutement de cadres pour s'intégrer à l'équipe déjà en place. Après une formation théorique et pratique, il devra être rapidement à même de prendre en charge la totalité des missions qui lui seront confiées auprès d'une clientèle industrielle importante qui lui sera affectée et qu'il sera chargé de développer. Ce poste basé à Nantes, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 25 ans au moins, possédant déjà une bonne maîtrise des techniques de recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. Des connaissances en gestion du personnel et en développement des ressources humaines constitueraient un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle attractive, tiendra compte de la valeur et des compétences du candidat retenu. Ecrire à J.S. FOURNIER à Nantes. Réf. A082NM

#### Jeune ingénieur bureau d'études

150.000 F

**Génie civil** — Cette société française, en expansion rapide, exploite dans le monde entier, une technique brevetée associant remblais et armatures. Elle recherche, pour des études relatives à des projets situés à l'étranger, un jeune ingénieur bureau d'études. Rattaché au Chef du bureau d'études, il aura à sa disposition un personnel expérimenté et assuré lui-même la conception, les calculs de dimensionnement et le contrôle du travail des dessinateurs. Les études dont il aura la charge concernent essentiellement des projets situés à l'étranger, principalement au Moyen-Orient et en Afrique. Dans le cadre de ces études, il aura à dialoguer avec des ingénieurs-conseils ou des bureaux d'études français et étrangers. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ESTP, INSA ou équivalent) ayant acquis une première expérience dans le domaine des études de projets de routes et d'ouvrages d'art. Une formation sérieuse en mécanique des sols ainsi que la pratique des calculs sur ordinateur sont indispensables. Une formation complémentaire spécialisée sera assurée dans la société. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Les missions supposent des déplacements relativement fréquents mais de courte durée. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A2180M

#### Secrétaire général adjoint

150.000 F

**Alsace** — Ce groupe industriel régional recherche un jeune cadre de formation juridique et comptable pour occuper un secrétariat général qui assurera des fonctions propres au holding (coté en bourse) et un rôle d'assistance en matière juridique, administrative, financière et comptable à une dizaine de filiales très diversifiées. Dans un premier temps, et selon son expérience préalable, il interviendra davantage dans le domaine juridique ou dans le domaine comptable et fiscal, ou dans celui de l'audit interne. Puis il lui sera demandé de couvrir progressivement comme adjoint l'ensemble des fonctions du secrétariat général, avant d'éventuellement verser des responsabilités plus opérationnelles en gestion. Nous recherchons une personne d'au moins 30 ans, diplômée d'études supérieures (droit, IEP, école de gestion) avec une bonne formation comptable (niveau DECS souhaité). Une expérience de quelques années dans l'industrie, à un poste similaire, ou dans un cabinet comptable, juridique ou d'audit est nécessaire. L'anglais est souhaité. La rémunération variera selon l'expérience autour de 150.000 francs. Ecrire à D. HATT à Strasbourg. Réf. A0864M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

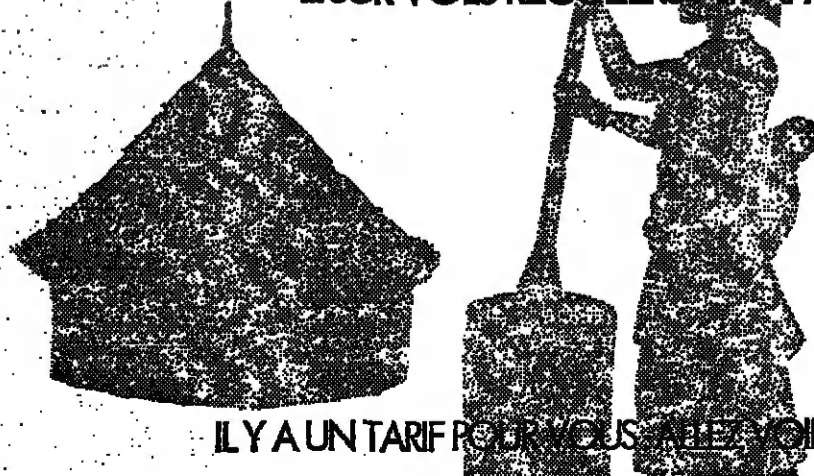
#### PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30  
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25  
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (83) 22.01.54  
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82  
78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 993.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

## 55 ANS, MADAME ? 60 ANS, MONSIEUR ? ALLEZ EN AFRIQUE POUR MOINS CHER.

...SUR VOLS REGULIERS D'AFRIQUE



Soul ou en couple, profitez-en pour découvrir l'Afrique avec 40% de réduction sur l'aller et retour. C'est ce que vous permet le Tarif Découverte "3° Âge" d'Air Afrique. Des Tarifs Découverte, il en existe 21, tous sur vols réguliers.

**LES TARIFS "DECOUVERTE"**  
**AIR AFRIQUE**

IL Y A UN TARIF POUR VOUS. INTERROGEZ AIR AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.



## DIPLOMATIE

### Une quarantaine de pays examinent à New-Delhi les possibilités de coopération entre nations du tiers-monde

La conférence de New-Delhi répond au souci de l'Inde et de certains pays en développement (P.V.D.) de rechercher une solution de rechange au projet de négociations globales Nord-Sud et les possibilités de coopération entre nations du tiers-monde. Les Indiens — ils ne sont pas les seuls de cet avis — estiment que l'administration républicaine, malgré l'engagement pris par M. Reagan lors du sommet de Cancun, continuera de faire obstacle au lancement de négociations multilatérales universelles sur tous les chapitres de la coopération et du développement (énergie, situation alimentaire, commerce, aide, questions monétaires et financières, etc.).

L'initiative indienne n'a pas été bien accueillie par les pays en développement très attachés au projet de négociations globales (Algerie, Venezuela, Yougoslavie, Pakistan...). Ils estiment le moment mal venu pour convoquer une réunion Nord-Sud, car les diplomates ne sont pas au terme de leurs efforts pour sortir, à New-York, le projet de l'impasse. Aussi bien les Indiens n'ont-ils pas convoqué une conférence consultative au niveau des experts. Et pour ne pas paraître menacer l'unité « 77 » — le groupe de pression de tous les P.V.D. aux Nations unies — ils ont placé l'examen du projet de négociations globales en tête d'un ordre du jour qui, pour l'essentiel, en prend les têtes de chapitre.

Le « climat » des relations Nord-Sud est au déclin. Les conclusions du sommet de Cancun — qui avait reconnu l'« urgence » qu'il y avait à lancer dans le cadre des Nations unies sur « une base mutuellement acceptable » des négociations globales — semblent faire long feu. Le 15 février, M. Forlino et Trudeau, les deux coprésidents de ce sommet, ont écrit aux vingt autres chefs d'Etat et de gouvernement y ayant participé pour les inviter à entretenir l'« esprit de Cancun » et à le traduire rapidement dans les faits. Trois mois et demi après cette rencontre, l'attitude intransigente de Washington compromet toujours tout espoir de démarrage de la négociation. Les Etats-Unis se trouvent ainsi isolés au sein de la communauté occidentale. La C.E.E. et singulièrement la France, ont montré leur attachement à cette entreprise ambitieuse qui constitue, après les questions monétaires et commerciales, un autre sujet de conflit entre les Européens et Washington.

Certes, les Américains acceptent le principe de discussions sur certains dossiers (production alimentaire, commerce, protection des investissements privés, etc.), mais ils se refusent à s'engager dans des négociations sur différentes questions qui pourraient, à leur avis, porter ombrage à la souveraineté des institutions spécialisées telles que la Banque mondiale, le F.M.I. et le GATT et bénéficier de la « majorité automatique » (politique) que les pays du tiers-monde possèdent à l'ONU. A la vérité, la démarche onusienne en faveur d'une restructuration des relations économiques va à l'encontre de la conception de Washington selon laquelle les lois du marché doivent s'exercer librement. En privé, certains officiels américains laissent entendre, faisant

Réunis à l'initiative de l'Inde, les représentants d'une quarantaine de pays du tiers-monde, ainsi que de la Chine, de la Yougoslavie et de la Roumanie (l'Arabie Saoudite a décliné l'invitation), examinent du 22 au 24 février, à New-Delhi, les moyens de relancer le dialogue Nord-Sud et la coopération entre pays en développement.

Inaugurant cette rencontre « informelle » et à huis clos, Mme Gandhi a déclaré notamment que l'assistance des pays riches restait vitale et a souhaité que « l'action de certains pays ne serve

pas d'excuses aux autres pour adopter des politiques régressives ». L'endettement des pays pauvres étant aggravé par les taux d'intérêt élevés (le premier ministre indien faisait allusion à la diminution de 28 %, en 1982, de la contribution des Etats-Unis à la Banque mondiale qui entraîne des coupes claires dans les programmes d'assistance en particulier à l'Inde et au Pakistan). Mme Gandhi a ajouté que la coopération Nord-Sud était loin d'atteindre un niveau satisfaisant, et que celle-ci ne devait pas décharger les nations développées de leurs responsabilités.

## Sortir de l'impasse Nord-Sud

Il est l'engagement souscrit par leur président, qu'il ne pourra pas y avoir de négociations globales.

Or il s'agit là d'un objectif Nord-Sud qui a une valeur symbolique. En cas d'échec — la vaine hésitation ne pourra durer encore des années, les « 77 » n'auront aucun mal à trouver un bouc-émissaire. Mais, après plus de deux ans et demi de pour-

aux institutions spécialisées, mais évoquant la possibilité de se retirer de l'Organisation internationale.

Les Etats-Unis présentent, en vue de la reprise des travaux de rédaction de la convention sur le droit de la mer, des conditions en l'état difficilement acceptables par les autres parties. Ils ont entériné récem-

ment les pays pauvres. Or, pour le moment, il ne semble pas être donné suite à ce projet qui tient particulièrement à cœur à la France mais n'a pas l'agrément des Etats-Unis.

« Le rôle essentiel de la Banque mondiale, dit encore son président, est celui d'un catalyseur », mais « ce n'est pas son affaire de redistribuer la richesse d'un groupe de pays à un autre ». M. Clausen estime que le secteur privé doit venir combler les besoins de financement des pays en développement, plusieurs pays riches réduisant leur effort d'aide en raison du ralentissement de la croissance. Or ce sont surtout les pays en voie d'industrialisa-

tion rapide — généralement très endettés — qui font appel au marché des capitaux. En revanche, les plus pauvres doivent être aidés. Cependant, la réduction de la contribution des Etats-Unis à l'Association internationale du développement, filiale de la Banque mondiale accordant des prêts sans intérêts à très long terme, laisse peser une menace sur ce programme. Ainsi M. Clausen a-t-il déjà indiqué à l'Inde qu'elle ne comptait plus désormais parmi les plus pauvres et ne pouvait espérer recevoir comme par le passé environ 40 % des crédits de l'A.I.D. ceux-ci devant être réservés par priorité aux pays ne pouvant recourir au marché financier.

### Les garanties des recettes d'exportation

L'impasse des relations Nord-Sud est notable aussi au chapitre des recettes d'exportation. L'Organisation de Genève, dont les analyses et les prises de position se font l'écho des préoccupations du tiers-monde, s'inquiète de la stagnation des prix, en valeur réelle, d'une vingtaine de produits de base depuis 1980.

D'autre part, des accords internationaux entre pays producteurs et consommateurs n'ont, pour le moment, été signés que pour quelques produits. Les difficultés proviennent parfois des divergences d'intérêt des producteurs du tiers-monde. Les divergences entre l'Inde, Sri Lanka et le Kenya compromettent, par exemple, la signature d'un accord sur le thé. L'Indonésie a soutenu l'absence du projet, mais elle vise à réduire la production d'étain et à former une association des producteurs asiatiques pour soutenir les cours, en baissant les Etats-Unis libèrent des stocks et refusent de renouveler l'accord arrivant à expiration le 30 juin. Les firmes et l'administration américaines ont refusé en effet que le jeu du marché leur soit favorable.

pouvait être un substitut à une restructuration des relations Nord-Sud.

Ainsi qu'il avait été décidé lors des « 77 » installés à New-York, sous leur présidence algérienne, un embryon de secrétariat. Certains pays ne sont pas favorables à cette décision. Mais, à travers un tel organisme de coordination, l'avant-garde du groupe souhaite disposer, toute proportion gardée, d'un instrument comparable à ce que représentent dans les négociations Nord-Sud



parlers, leur position s'est nettement érodée. Et les Etats-Unis peuvent estimer qu'ils n'ont rien à perdre à temporiser. Ils s'enferment dans une position dogmatique et multiplient les gestes de défiance à l'égard des Nations unies. C'est ainsi qu'ils mettent en garde certains Etats du tiers-monde contre tout vote à l'ONU pouvant paraître inamical à leur égard. Ils ne se contentent pas de menacer de couper les vivres

ment le programme international pour le développement de la communication dans le tiers-monde (P.D.C.), sous l'égide de l'UNESCO, ayant pour but d'atténuer les inégalités dans ce domaine — en créant notamment une agence de presse internationale, mais plutôt que d'annoncer une participation financière à ce programme, ils ont mis en avant les vertus de l'aide bilatérale et des grandes sociétés.

### La politique de la Banque mondiale

Le « raidissement » des Etats-Unis depuis l'arrivée des Républicains au pouvoir n'est pas seul à provoquer le désarroi dans nombre de pays du tiers-monde. La Banque mondiale, qui joue un rôle majeur en matière d'assistance, procède à un inflexionnement très sensible de sa politique. Son président, M. Clausen, a lancé, le 13 janvier, un appel pour des « stratégies pragmatiques », et a rejeté l'« ancien modèle économique Nord-Sud », estimant que l'on vit aujourd'hui dans un « monde multipolaire » (il distingue au moins huit pôles) et a noté des changements dans la répartition de la production et la part croissante

qu'y prennent les nouveaux pays industriels (N.P.I.), y compris pour certains « hautes technologies ». Ces pays seront appelés à prendre une place plus grande encore sur le marché mondial des biens manufacturés, a-t-il déclaré, tandis que les P.V.D. producteurs traditionnels de matières premières pourraient se trouver confrontés à une croissance plus lente de leurs exportations de produits primaires.

A Cancun, une majorité s'était prononcée pour la création d'une filiale énergétique de la Banque mondiale afin de dégager des ressources de financement supplémentaires en faveur

des fonds communs établis au sein de la CNUCED pour compenser les pertes de recettes des matières premières en cas de chute des cours et financer les stocks réguliers ne peut entrer en application faute d'être validé par un nombre suffisant de pays. Le Parlement français devrait le faire dans les prochains mois. Si M. Méhennié s'est montré très sensible au problème des garanties de ressources d'exportations des P.V.D., cette volonté politique ne peut se traduire en gestes pratiques sans provoquer des réactions en chaîne et des ajustements. Après l'« accord exemplaire » avec l'Algérie sur le gaz, d'autres producteurs du tiers-monde réclameront la même faveur en matière de leurs matières premières.

Mêmes difficultés pour les secteurs de produits manufacturés. L'accord multilatéral renoué en décembre 1981 représente un exemple concret d'arrangement Nord-Sud montrant combien est difficile pour les grandes nations industrialisées soucieuses de protéger l'emploi chez elles, de joindre l'acte à la parole (le Monde l'économiste du 19 janvier 1982). Cet accord a pour but de contrôler les importations de fibres textiles et de vêtements en provenance du tiers-monde, pour l'essentiel de l'Égypte. Or les pays industrialisés, qui n'ont cessé de condamner le protectionnisme, n'en cherchent pas moins à se protéger de la concurrence des nouveaux producteurs. Le gouvernement français devra démontrer au cours des prochaines négociations avec les fournisseurs, entrant dans le cadre de l'accord multilatéral qu'il ne s'oppose pas à l'industrialisation du tiers-monde, alors qu'il vient d'être autorisé à réduire l'entrée de plusieurs de ces marchandises (le Monde du 8 février 1982). Or les ventes des vêtements et des textiles sont les plus importantes de certains P.V.D. : une baisse de leur activité industrielle en ce domaine frapperait également les paysans cultivant le coton.

Ce sont ces divers problèmes que les pays réunis à New-Delhi vont passer en revue, ainsi que le champ de la coopération technologique, commerciale, financière, régionale, etc., entre P.V.D. Le groupe des « 77 » avait déjà élaboré, en février 1979, à Arusha (Tanzanie), un programme pour l'autonomie collective, puis en mai 1981, à Caracas (le Monde des 16 et 19 mai 1981), avait tenté de donner une forme concrète à ce projet afin de tirer avantage de toutes les complémentarités entre P.V.D. en matière de commerce, de productions agricoles, techniques, etc. Il était dit aussi que la coopération Nord-Sud ne

le comité consultatif de l'O.C.D.E. et capable de suivre les progrès de la coopération Nord-Sud.

Même si elle n'a pas été convoquée par le groupe des « 77 » en tant que tel, la conférence de New-Delhi n'en souève pas moins d'importantes questions. Les P.V.D. peuvent-ils renforcer leur unité économique et politique ? Dans quelle mesure est-il possible de « déglobaliser » l'approche Nord-Sud et de prêter des négociations séparées, secteur par secteur, sans affaiblir la solidarité des « 77 », mise à l'épreuve par leurs divergences d'intérêts ? La coopération Nord-Sud offre-t-elle des possibilités de nature à compenser les mécomptes des relations Nord-Sud actuelles ?

Les Etats pétroliers détenteurs d'excédents de capitaux sont-ils disposés à faire plus largement bénéficier les pays pauvres de facilités de financement et souscrivent-ils aux projets de création, dans le cadre Nord-Sud, d'une agence énergétique et d'un fonds de développement ? Les technologies offertes par les nouveaux pays industriels répondent-elles aux besoins des autres P.V.D. ? Les P.V.D., en particulier les plus pauvres, peuvent-ils « aider eux-mêmes » sans le concours du Nord ? Enfin, quelles perspectives d'assistance offrent les pays de l'Est ? Etc.

La coopération Nord-Sud, comme le nouvel ordre international, peut être pour certains pays une manière d'écarter des réformes économiques et politiques. Le débat concerne d'autant plus les pays riches qu'il pose le problème de la division internationale du travail sur laquelle ils fondent encore en partie leur richesse.

GÉRARD VIRATELLE.

### DANS UN ENTRETIEN A « NEWSWEEK »

#### M. Cheysson évoque l'« irritation » et les « désaccords » entre Paris et Washington

Il existe « de l'irritation » et même des « désaccords » entre Paris et Washington et « un écart » entre la politique économique de l'Europe et les Etats-Unis, estime M. Cheysson dans un entretien accordé au magazine américain Newsweek.

Le ministre français des relations extérieures ne croit pas, notamment, qu'« il existe une influence soviétique en Amérique centrale et y a un lien ou deux ». Il a indiqué que le gouvernement nicaraguayen, selon lui, par le non-alignement, avait appelé la France à « l'aider à ne pas être prisonnier d'un seul fournisseur d'armes ». « Il serait bon que l'Amérique réfléchisse sur ce qui s'est passé à Cuba, a poursuivi M. Cheysson. Même les experts américains reconnaissent que Fidel Castro n'aurait pu obligatoirement devenir un allié fidèle de Moscou » lorsqu'il a pris le pouvoir, a-t-il affirmé.

La crise polonaise est, selon M. Cheysson, « une nouvelle démonstration de la logique totalitaire, qui ne peut pas accepter la liberté d'expression (...). Des mesures mineures telles que l'augmentation d'un intérêt sur les prêts à l'Union soviétique n'auront pas la moindre influence

sur le déroulement du drame », a-t-il affirmé. Quant au contrat de livraison de gaz soviétique, il entre dans le cadre de la « politique de diversification » suivie en matière d'énergie, due au fait que la France « a énormément souffert ces dernières années de sa dépendance pétrolière ».

Enfin, M. Cheysson a reproché aux Américains de ne pas assumer leurs « pleines responsabilités économiques » en maintenant des taux d'intérêt élevés : « La monnaie de référence est le dollar. Comment peut-on imaginer un développement du marché libre lorsque le cours du dollar varie de 20 % par an en hausse ou en baisse ? », a-t-il demandé.

● L'Union des travailleurs de Turquie en France et les associations turques analogues en F.R.A., Belgique, Suède et Pays-Bas ont adressé aux chefs de délégations à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe un « appel pressant pour la vie sauve des cinquante-deux dirigeants de la DISK » (les syndicalistes dont le procès se poursuit à Ankara) et pour l'instauration d'une véritable démocratie en Turquie.



# LONDRES

## Laissez-vous surprendre

Tradition et avant-garde, Covent Garden et rock, shopping sage ou fou. Avec toujours breakfast, pubs et speaker's corner...

**Le week-end : 870 F\***

\* Vol direct de Paris. 2 nuits et petit déjeuner.

# REPUBLIQUE TOURS

des gens précis

Envoyez-moi gratuitement votre brochure « London IS » ainsi que le catalogue République Tours

**London IS.**

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

A envoyer à l'Office Britannique de Tourisme  
6 Place Vendôme - 75001 Paris.

1 AV. DE LA REPUBLIQUE  
75011 PARIS 355 39 30  
Ou contactez votre agent de voyages

## Guerre nucléaire? Finlandisation? Détente?

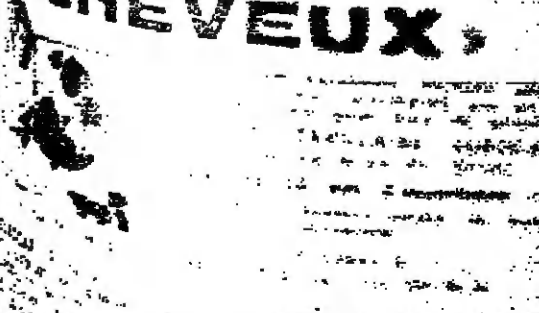
# LA MENACE SOVIETIQUE

sous la direction de Christoph Bertram

Préface  
d'Hélène Carrère d'Encausse

COLLECTION «STRATEGIES»  
Berger-Levrault

## CHEVEUX



Collection de produits pour les cheveux.



**SI VOUS AVEZ UN PROBLEME**

# « CHEVEUX »



pellicules, démangeaisons, cheveux secs, cassants, etc. n'attendez pas qu'il soit trop tard pour bien les soigner.

**L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP**  
spécialiste des soins du cheveu

— plus de 20 ans d'expérience —  
vous offre un examen-consult de votre chevelure

Prenez vite rendez-vous à

4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, M. 1. 330-30-06

**EUROCAP :** 9, place d'Éric, 51100-REIMS, tel. 261 88-65-74.  
M. 2 BOURGEOIS 40-00-30. (7) 535-00-76. (7) 53-01-81. LILLE 20-10-19.  
LIMOGES (89) 34-15-20. LYON (7) 535-00-76. NANCY (50) 40-00-00. NANTES  
(5) 332-01-90. NANTES (40) 60-24-82. RENNES (83) 20-10-00. SAINT-ETIENNE  
(77) 38-10-76. TULON (94) 61-63-30. TOULOUSE (81) 23-25-04. BORNE (80) 73-00-02.



# POLITIQUE

LE POUVOIR ET LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE

## Ni « chasse aux sorcières » ni sabotage

M. Pierre Mauroy repart, mardi 23 février à l'hôtel Matignon, les présidents et administrateurs généraux des nouvelles sociétés nationales nommés au cours du conseil des ministres du 17.

Parmi les quarante-neuf personnes nommées ou nommées à la tête des groupes industriels, des compagnies financières et des banques nationales, six d'entre elles ont fait carrière dans d'autres secteurs d'activité. En revanche, quinze sont issues du secteur industriel et financier privé ou public où elles occupaient des fonctions de direction.

C'est surtout la fonction publique qui fournit l'essentiel des nouveaux dirigeants, bien que plusieurs d'entre eux aient, après avoir servi l'Etat, « pantouflé » dans le secteur privé pour retrouver aujourd'hui le service public. Douze, dont deux anciens polytechniciens, en effet, appartenaient ou avaient appartenu à l'administration (1). Seize sont d'anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration, dont onze sont passés par l'inspection des finances (2). Parmi les dix présidents d'entreprises privées ou de sociétés nationales qui ont quitté leurs fonctions, cinq ont été anciens élèves de l'ENA, dont quatre inspecteurs des finances, quatre anciens élèves de l'Ecole polytechnique et un docteur en droit (3).

Ainsi la haute administration, et plus particulièrement l'ENA, constitue-t-elle le vivier dans lequel le nouveau pouvoir a puisé plus de la moitié des responsables du nouveau secteur nationalisé. Comment n'en serait-il pas ainsi, s'agissant d'administrateurs à vocation générale, alors que l'ENA a, depuis la libération, le monopole de leur formation. Encore que la gauche, avant d'accéder au pouvoir, accusait l'ENA de tous les maux de la « technocratie ».

L'attitude des nouveaux dirigeants à l'égard de l'ENA a sensiblement évolué, non seulement par rapport à l'avant-10 mai, mais même depuis cette date. Les « énarques » se retrouvent à peu près aussi nombreux dans les cabinets ministériels du gouvernement Mauroy qu'ils l'étaient dans les gouvernements précédents,

mais ils y sont moins dominants en raison des effectifs plus nombreux que dans le passé des nouvelles équipes.

Dans les administrations centrales des ministères, ce sont souvent les mêmes hommes qui remplissent les mêmes tâches, et il est arrivé que ceux qui ont été nommés dans les cabinets ministériels en raison de leurs affinités socialistes aient été remplacés par des administrateurs de tendance opposée — réintégrant leurs corps après un séjour dans les cabinets « giscardiens » ou « gaullistes ». Ces permutations souvent insolites ou pittoresques se sont effectuées sans heurts, quelques anciens hauts fonctionnaires ayant toutefois préféré la mise en congé spécial.

### « Ommis de l'Etat »

Dans la corps préfectoral, les rotations ont été accélérées, le gouvernement ne voulant pas exiger des préfets qu'ils tiennent du jour au lendemain un langage différent devant leurs interlocuteurs habituels. Là aussi quelques départs se sont produits, mais il n'y a pas eu dans la haute administration de « chasse aux sorcières », ni de brimades systématiques. Tous les hauts fonctionnaires qui, depuis des années, ont servi avec loyauté et dévouement le système capitaliste, l'économie libérale et la politique de la droite, servent aujourd'hui avec la même fidélité le système socialiste, l'économie d'Etat et la politique de la gauche.

Si l'administration ne fait pas toujours preuve d'un très grand zèle, si les fonctionnaires se plaignent de l'avalanche de réglementations nouvelles qu'ils doivent mettre en forme, s'ils s'inquiètent pour leurs rémunérations, on ne relève nulle part de comportement fautif ni d'acte de sabotage caractérisé. En somme, l'administration française continue de « tourner » comme d'habitude.

Les rapports du pouvoir politique et de la haute administration ne seraient-ils pas fondés sur la versatilité, démontrée ou escomptée, des « grands commis », ni sur l'opportunisme qui leur est parfois prêt, car il est vrai que quelques gages discrets, mais remarqués, ont été

donnés à temps par certains d'entre eux pour parer à toute éventualité. Il semble plutôt que les hauts fonctionnaires et les grands responsables économiques feront passer leurs compétences professionnelles et leurs soucis de carrière avant leurs convictions politiques profondes, s'ils en ont. Le pouvoir ne doute pas qu'ils se comporteront en serviteurs de la légalité selon la tradition française de la fonction publique, dévoués à l'Etat quelle que soit la tendance politique du gouvernement du moment. La loyauté attendue du fonctionnaire pendant exorcisme de ses fonctions n'a d'ailleurs jamais empêché, toujours selon cette même tradition, la liberté de pensée et les choix de conscience.

Le pouvoir actuel ne peut non plus avoir oublié que pendant vingt-trois ans des hauts fonctionnaires, irréprochables dans leurs activités, quittaient chaque soir le service de l'Etat pour mettre leurs talents à la disposition de l'opposition, préparant ainsi pendant leurs loisirs un investissement politique, une alternance démocratique et leur avenir professionnel. A cet égard, rien, semble-t-il, n'a vraiment changé.

On constate même depuis quelques temps que des préfets et des hauts fonctionnaires en nombre plus important offrent leurs services, à temps complet ou à temps partiel, aux partis politiques de l'opposition, aux clubs, aux conseils généraux ou aux conseils régionaux à majorité de droite, aux organismes professionnels et à des entreprises privées.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Il s'agit de MM. Besse, de Bouteiller, Blanc, Brunet, Gaudou, Fomert, Malouk, Petit, Saglio, Tessier d'Orreuil, Tibi, Vuillaume.

(2) Sont des inspecteurs des finances : MM. Bruneau, Chassagnon, Dumay, Fauroux, Gallard, Gomez, Haberer, Mayoux, Pignatelli, Thomas. Il y a également des autres anciens élèves de l'ENA, MM. Buisson de Janssens, Carrière, Dutoit, Malaplate et Escouffé.

(3) Il s'agit de MM. Chastillon, Dupont-Faurille, Lacroix et Lévêque, inspecteurs des finances, Calet, conseiller à la Cour des comptes, de MM. Boursonne, Lacroix, Bouz et Thomas, polytechniciens, et de M. Delmont, docteur en droit.

UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE ET UN LIVRE

## Enquêtes sur le SAC

Dans le silence et le secret — prévu par la loi — la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique (SAC) continue ses investigations à raison de deux ou trois séances de travail hebdomadaire. Sans bruit ni tapage, cette commission arrive au fil de sa course. Ses travaux, commencés le 17 décembre 1981, doivent, en effet, se conclure au plus tard le 17 juin. Les quatre mois qui lui restent ne seront donc pas de trop pour multiplier les auditions de militants du SAC, de hauts responsables policiers et d'observateurs, bref pour pousser l'enquête toujours plus loin. C'est ainsi qu'un ancien « gaffier » du général de Gaulle, des journalistes, le directeur des renseignements généraux et nombre d'anciens directeurs de cabinet de premiers ministres et secrétaires généraux de l'Elysée devraient être prochainement entendus.

Mais, déjà, les premiers pas de la commission n'ont pas été sans provoquer des remous. Le fait qu'une instruction judiciaire — relative à la tuerie d'Auriol du mois de juillet — concerne plus ou moins directement les activités du SAC a, dès le départ, provoqué un débat. Une ordonnance de 1958 précise, en effet, à propos des commissions : « Il ne peut être créé de commission d'enquête lorsque les faits ont donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours. » Evoquant l'instruction de l'affaire d'Auriol, M. Robert Badier, garde des sceaux, faisait observer lui-même au président de l'Assemblée nationale : « Cette procédure ne porte pas directement sur les activités du Service d'action civique. Il n'en demeure pas moins que des poursuites judiciaires sont en cours sur des faits qui sont à l'origine du dépôt de la proposition de résolution que vous avez bien voulu me communiquer. »

Dès l'origine, la commission

d'enquête a donc eu quelque difficulté à affirmer sa légalité. Le SAC — bien sûr — la lui contestait. Sur les vingt et un parlementaires de la commission, ceux de l'opposition aussi. Au nombre de sept (quatre R.P.R., trois U.D.F.), ces députés ont rendu en s'inquiétant d'une « interférence des travaux de la commission d'enquête sur le SAC avec une instruction judiciaire en cours ». Le 19 janvier, leur position est arrivée à un point de rupture, et ils ont décidé de « suspendre leur participation » aux travaux de la commission.

M. Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, n'a fait que s'inscrire dans cette logique : contester la légalité de la commission d'enquête. Convoqué le 7 janvier, M. Debizet s'est rendu devant les députés mais a refusé de prêter serment. L'amende prévue est de 600 à 3 000 francs. Si a refusé, comme il l'avait fait devant le juge d'instruction de l'affaire d'Auriol, de remettre le dossier des membres de son organisation. Risque quel nul.

### Un témoignage

M. Debizet a accepté durant plus de trois heures d'être interrogé. Mais sur le rapport préliminaire de la commission, un point s'est tout. Depuis le 7 janvier, M. Debizet n'a pas été reconvoqué. Est-ce seulement possible, alors qu'il doit, probablement, encore être entendu par Mme Françoise Laurence-Guérin, juge d'instruction à Marseille ? Est-ce possible, alors qu'il est toujours inculpé de complicité d'assassinats et d'association de malfaiteurs dans l'affaire d'Auriol ? Réponse dans les quatre mois.

Le SAC est à la mode. Les députés de la commission d'enquête ont tiré un intérêt à un livre au titre ronflant — Aux ordres du SAC — qui vient d'être publié. Ce témoignage,

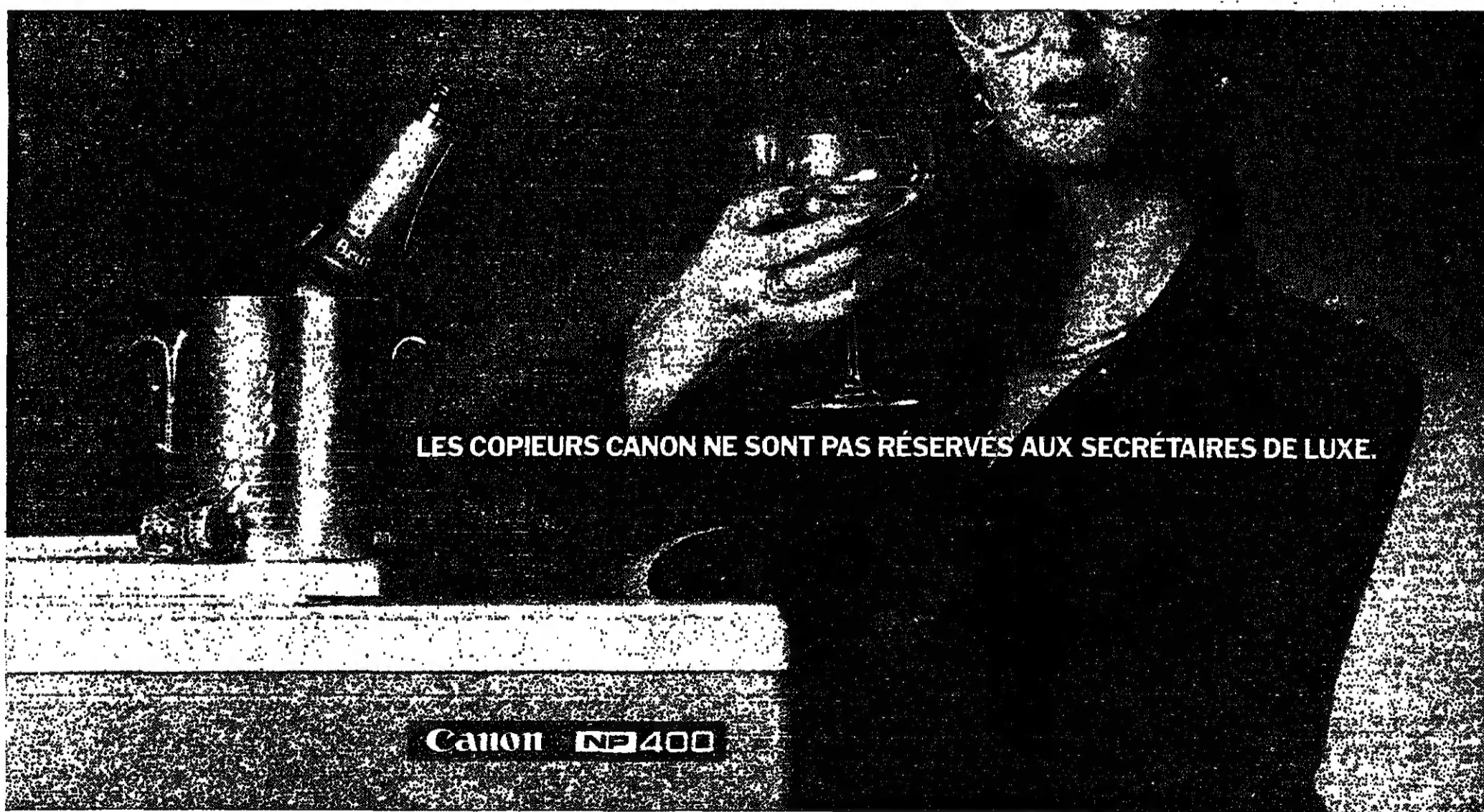
écrit par MM. Serge Ferrand et Gilbert Lecavelier, illustre la technique du « je-suis-avec-SAC » — tout-en-m'en-réclamant ». Technique éprouvée et payante à en juger par le récit de M. Lecavelier. De mai 68 aux années 80, ce farouche anticommuniste et anti-gauchiste, que son éditeur présente modestement comme un « barbouze de choc », explique que du SAC aux C.D.R., des C.D.R. à l'équipe de l'ETEC (officine de trafic d'influence), en passant par le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau, il fut partout. Notre barbouze doit cependant convenir, lui et là — en dépit du titre de son livre — que le SAC servit surtout d'embûche.

Le départ du général de Gaulle en 1969 et la mort de Georges Pompidou en 1974 ont en effet progressivement affaibli cette organisation. Et, alors que ses authentiques militants poursuivaient leur route solitaire en « Glacière », ses exécutants et délégués en tous genres continuèrent leurs méfaits ailleurs, sous le couvert d'autres sigles. M. Lecavelier réhabilite donc en partie, bien que ce ne soit pas son propos, le SAC des années 70 et son secrétaire général. Pauvre M. Debizet, qui, de purge au purge, d'effacement de redorer le blason du SAC, ce rameau du gaullisme ! dit en substance notre auteur. Tant d'escrocs ont eu intérêt à s'en prévaloir...

Au fil des pages, le « roman de la vie » de M. Lecavelier nous apprend d'autres sur les combines des combinards de l'extrême droite. On regrette, au passage, l'absence d'un index des personnes citées et l'on s'étonne de rencontrer, de chapitre en chapitre, les fonctionnaires des renseignements généraux et de la D.S.T. souvent informés, il est vrai, par M. Lecavelier lui-même.

LAURENT GRELSAMER.

\* Aux ordres du SAC, Ed. Albin Michel, 278 pages, 50 F.



LES COPIEURS CANON NE SONT PAS RÉSERVÉS AUX SECRÉTAIRES DE LUXE.

Canon NP400

Votre secrétaire, vous l'avez choisie pour ses qualités de secrétaire : c'est capital pour la bonne marche de vos affaires. Alors, choisissez aussi un copieur pour ses qualités de copieur : offrez-lui un copieur Canon.

Canon fabrique non seulement des

copieurs modèles mais beaucoup de modèles de copieurs à des vitesses et des prix différents.

Canon est aujourd'hui en tête des placements de copieurs sur papier ordinaire sur le marché européen.\*

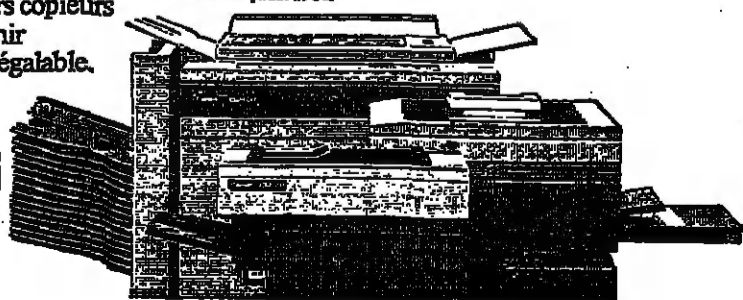
La raison ? La fiabilité et la techno-

logie révolutionnaire de ses produits qui situent Canon à l'avant-garde du marché.

Ainsi, par exemple, le nouveau système TPD (système à projection d'encre) équipe les tout derniers copieurs de la gamme et permet d'obtenir une qualité de reproduction inégalable.

Alors, si vous avez de l'estime pour votre secrétaire, offrez-lui un Canon. Un bon copieur n'est pas un luxe.

\* Sources : Dataquest 1981.



Canon Photocopieurs

POUR TOUT RENSEIGNEMENT POUR LA FRANCE : CANON FRANCE S.A., 91154 LE VALAN MESSY, CEDEX, Tél. (1) 955 4222. POUR LES AUTRES PAYS EUROPÉENS : CANON EUROPA N.V., B.P. 7507, 2002 AN MASTRICHT, PAYS BAS.

445/06/350



## POLITIQUE

### LE P.C.F. ET LA POLOGNE

#### M. Marchais souligne la nécessité de syndicats « réellement indépendants »

M. Georges Marchais, qui participait, dimanche 17 février, à Nice, à la fête du Patriote, hebdomadaire communiste des Alpes-Maritimes, a évoqué, dans le discours qu'il a prononcé, les événements de Pologne. Après avoir dénoncé la « campagne » de l'« impérialisme », le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que les communistes ressentent « douloureusement » le « drame qui vit la Pologne ».

Il a poursuivi : « Comment, nous qui avons la Pologne en cœur, nous qui luttons pour le socialisme — ce qui est une autre manière de dire : pour le bonheur des hommes et des femmes de notre temps — comment pourrions-nous voir se dérouler serrement les événements de ce pays, qui comportent la sus-

pension des libertés fondamentales, des arrestations, des internements, des morts ? »

M. Marchais a souligné que si les communistes ne veulent rien faire qui puisse favoriser la guerre civile ou l'internationalisation du conflit, ils n'estiment pas moins que « ce dont il s'agit actuellement, c'est que la Pologne puisse aller de l'avant dans la voie de transformations profondes, qui permettent tout à la fois d'assurer la relance de l'économie ; de faire progresser la justice sociale pour obtenir le bien-être des travailleurs ; enfin, d'approfondir la démocratie socialiste, ce qui implique la participation de tous, y compris par l'intermédiaire de syndicats réellement indépendants, agissant dans l'intérêt des travailleurs et du socialisme ».

#### Le maire communiste d'Alès sanctionne des grévistes

De notre correspondant

Nîmes. — Les milieux syndicaux d'Alès (Gard) ont été mis en émoi par la décision de M. Roger Roucaute, maire communiste de la ville minière, d'infirmer un blâme à cinq employés des services municipaux de l'état civil pour avoir observé une heure de grève. Le 21 décembre dernier, jour de manifestation nationale en faveur de la Pologne, plusieurs employés de la mairie d'Alès cessent le travail et assistent à la manifestation de documents photographiques ramassés de Katowice par un de leurs collègues de travail, M. Dominique Herman, ingénieur des services municipaux, lui-même syndiqué (C.G.T.). Cette manifestation est désavouée dans les jours suivants par le maire, qui vient de concrétiser les sanctions annoncées par un blâme infligé aux contrevenants.

L'union locale C.F.D.T. a violemment protesté. Elle a publié un communiqué dans lequel elle précise notamment : « Nous constatons avec stupeur que des travailleurs ont été sanctionnés. Ceci est une atteinte au droit de grève et aux libertés qui déshonorent ceux qui prétendent de telles méthodes ».

M. Roucaute a répondu par un

autre texte : « Le blâme infligé à cinq employés appartenant à un service recevant du public l'a été pour le seul fait que, contrairement à ce qui se passe en pareil cas, ils n'ont pas informé leur chef de service qu'ils quittent leur poste ni assuré leur permanence habituelle. Un tel comportement témoigne d'un manque de dignité et de conscience professionnelle. Je suis surpris en tant que contribuable de vous voir approuver. A l'avenir, le but que vous recherchez est d'essayer de porter atteinte à l'honnêteté politique du maire et des élus communistes du conseil municipal. » — J.-C. L.

● M. Jacques Thoms, adjoint au maire (communiste) d'Avrillé, près d'Angers (Maine-et-Loire), a annoncé, mercredi 17 février, sa démission du P.C.F. M. Thoms, inspecteur de l'enseignement primaire dans le Maine-et-Loire, a expliqué sa décision ainsi : « Je me rapproche des positions des communistes italiens. Or le dernier congrès (du P.C.F.) à Saint-Omer, n'a rien apporté comme changement. Je reste communiste, mais j'ai donné ma démission du P.C.F. »

### LA VIOLENCE EN CORSE

#### Une manifestation de l'extrême droite à Paris

« D'effervescence, le peuple sera le vainqueur », M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, passe pour un socialiste modéré. Il est devenu — naturellement — la cible privilégiée des attaques de l'extrême droite. Il fut, par exemple, samedi 20 février à Paris, place de l'Étoile, où des manifestants nationalistes s'étaient rassemblés, au milieu de la démission, au pire au poteau. N'est-il pas responsable, avec sa politique en Corse, de l'assassinat d'un légionnaire français par les terroristes du P.I.N.C. ?

La légion fit, le temps de cette manifestation, l'unité des frères ennemis du Front national et du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), qui avaient réuni au total tout au plus un millier de manifestants. Parmi eux, toutes les figures traditionnelles de l'extrême droite : des jeunes étudiants nationalistes d'Assas, bien sûr, en trench-coat et cheveux ras qui répètent : « Non à l'indépendance de la Corse ! » ; des combattants armés des légionnaires placides, nostalgiques de l'Algérie ou anciens d'Indochine, des C.R.S. « amoureux de la discipline et de l'ordre », ou encore des militants catholiques et nationaux

pères de famille nombreuse par vocation comme celui-ci qui en appelait à la mémoire de Charles Fauriol : « Cette mystique a servi la France en 1938 en appuyant le Sacré-Cœur sur le drapeau du généralissime Foch. »

Tous fient, avec M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, non bête de parascitiste du 1<sup>er</sup> REP sur le crâne, d'être de ceux qui disent non. Tous décident à ne pas abdiquer devant le terrorisme, nous refusant qu'on ne laisse aux Français en Corse que « le choix entre le carcéral et la veille ». « La France est dans le coma », disait M. Le Pen, il faut la réveiller. Le président du Front national déposait sur la tombe du Soldat inconnu une gerbe de fleurs à la mémoire du légionnaire tué en Corse.

Quelques dizaines de militants du P.F.N. plus actifs, firent mine, à la fin de la manifestation, de vouloir un fond sur le visage, se frotter aux forces de l'ordre massivement rasées. Ils entonnèrent une marche militaire de mercenaires allemands du quinquième siècle, les *Lengsbuecker*, en se dirigeant vers les policiers avant de se disperser. — N. B.

### LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

FINISTÈRE : Melleville (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 1.955 ; vot. 1.288 ; suffr. expr. 1.881. Liste d'union de la gauche, MM. Jean-Frès Desfi, 884 voix, et Claude Quilès, 688 ; 2 sièges ; liste modérée, MM. Guy Goujon, 588, et Guy Néléc, 601.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire René Salaven (app. P.C.) et celui d'un conseiller municipal, Joseph Sellin. En mars 1977, la liste d'union de la gauche avait emporté les quinze sièges à pourvoir.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : Cus-tines (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 1.987 ; vot. 800 ; suffr. expr. 774. Liste de défense des intérêts communaux, entre 416 et 449 voix : 2 sièges ; liste d'union démocratique, présentée par le P.C.F., entre 306 et 349 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de huit conseillers municipaux (modérés) qui se sont démis de leur mandat en raison de division au sein du conseil municipal que dirige M. Georges Jullien (mod.). Au premier tour, les candidats de la liste modérée avaient recueilli entre 419 et 497 voix et ceux de la liste présentée par le parti communiste entre 330 et 317. Il y avait eu 786 suffrages exprimés et 1.138 votants sur 1.987 inscrits. Le 2<sup>e</sup> tour présentait pas de candidat à ce scrutin. Le conseil municipal reste composé de 21 membres modérés et sans étiquette.]

### LA PRÉPARATION DES CANTONALES

● CHARENTE. — M. Henri Monche (mod.), président du conseil général, a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de conseiller général du canton de Brossac.

● LOIRE-ATLANTIQUE. — M. Olivier Guichard, député R.P.R., maire de La Baule, qui a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat, apporte son soutien à M. Roussseau, maire de Guérande.

● Le parti communiste marxiste-léniniste (maoïste) a décidé de mener la campagne pour les élections cantonales sur deux thèmes : « battre la droite » et « mobiliser les travailleurs pour leurs revendications ». Le P.C.M.L., qui observe qu'il ne pourra pas avoir d'élus en raison du mode de scrutin, réclame l'instauration de la proportionnelle intégrale et le remboursement du matériel électoral.

● La commission des sondages émet des réserves sur les sondages réalisés à partir d'un échantillon national avant les élections cantonales. La commission fait remarquer que le scrutin n'est organisé que dans une partie des cantons, et qu'un échantillon national, même s'il est représentatif de l'ensemble du corps électoral, ne peut pas nécessairement refléter des électeurs des cantons dans lesquels aura lieu le scrutin. « Les sondages en question, s'ils peuvent donner une indication de tendance politique générale, ajoutent la commission, ne permettent pas de faire des prévisions précises sur les résultats eux-mêmes. »

### LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

#### La culpabilité de l'assassin présumé de Pierre Declercq n'est pas établie

Nouméa. — C'est avec une grande impatience qu'était attendue, dans le territoire, après plus de quatre mois d'enquête, de tests et d'examens, la communication des conclusions du rapport balistique établi à Paris afin de déterminer si l'arme utilisée, le 19 septembre dernier, lors de l'assassinat du dirigeant indépendantiste Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, correspondait bien à celle appartenant à M. Dominique Canon, inculpé dès le 21 septembre d'homicide volontaire avec préméditation.

Proclamant son innocence malgré les fortes présomptions pesant sur lui et protestant contre les lenteurs de la procédure, ce jeune homme de vingt ans avait, par deux fois, commencé une grève de la faim au cours des dernières semaines. La population d'origine européenne avait été en partie mobilisée par la presse locale pour le soutenir. Un comité organisé

De notre correspondant

dans ce but a recueilli plusieurs milliers de signatures et environ 40.000 francs.

Or le rapport balistique n'a apporté aucune preuve formelle de la culpabilité de M. Dominique Canon. Il ne l'innocente pas non plus. L'inculpé possédait chez lui près de deux cents cartouches identiques à celle utilisée pour le meurtre, mais ce type de cartouche est très répandu en Nouvelle-Calédonie.

L'enquête n'a pas permis de préciser clairement de quel type était l'arme de calibre 12 dont le criminel s'est servi. En effet, le coup de feu avait été tiré à travers une fenêtre, à environ vingt centimètres de celle-ci, ce qui a joué un rôle important dans la diffusion du projectile. La quantité de poudre relâchée sur la vitre s'est révélée insuffisante pour affiner les analyses. Afin d'éclairer

le dossier deux autres expertises sont en cours. La première porte sur l'analyse d'un brin d'herbe découvert dans la poche du fusil de l'inculpé ; il s'agit de savoir si cette herbe aurait pu provenir du jardin de Pierre Declercq. La seconde fournira les résultats des examens psychiatriques dont l'inculpé a fait l'objet.

En l'absence d'aveu ou d'un élément nouveau, ces rapports n'apporteront vraisemblablement aucune certitude. Un fait conforte cependant la position du ministre public : le retour en Calédonie de M. Michel Cannano, témoin à charge principal, devant lequel, le soir du crime, M. Dominique Canon se serait vanté de l'assassinat. L'incrimination provisoire de ce témoin avait été exploitée par les indépendantistes locaux pour essayer de jeter la suspicion sur son témoignage et proclamer l'innocence de l'inculpé.

CHANTAL SCHAEFER.

**Didier Neveu**  
Maison fondée en 1878

**Spécialistes**  
Rasoirs électriques  
et mécaniques

Coutellerie - Brosse fine

**ELECTRO-MENAGER**

Cafétières électriques  
francophones, italiennes  
Sèche-cheveux, miroirs  
Cadres, gadgets utiles

39, rue Maréchal, 8° - 225.61.70  
20, rue de la Paix, Paris-2°  
Ouvert du lundi au samedi,  
de 9 à 19 heures



### L'ECOUTE FAVORISE L'INNOVATION.

On a fait la soignée oreille aux idées d'expansion de l'industrie aérospatiale, de Christophe Colomb, jusqu'à ce que la Reine Isabelle de Castille se décide à l'écouter.

Chez Sperry, nous sommes en permanence à l'écoute des idées nouvelles.

Notre aptitude à écouter nous permet d'être attentifs aux possibilités

de l'informatique et des autres secteurs de pointe.

Mieux, elle contribue à notre propre expansion.

De nos jours, des idées nouvelles jaillissent souvent du rapprochement de découvertes a priori sans rapport.

Pour ce faire, il faut être attentif et

créatif pour établir des liens entre les domaines les plus divers.

C'est pourquoi, au Centre de Recherche Sperry, des scientifiques de dix-huit disciplines se rencontrent régulièrement.

C'est l'occasion pour eux de confronter leurs idées.

Nous sommes convaincus, chez Sperry, que le fait de bien écouter ouvre

de nouvelles perspectives, entraîne à la réflexion sur des sujets jusque là inabordés, et nous révèle la possibilité de pénétrer de nouveaux domaines.

**SPERRY**

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Revenez à Sperry S.A., Dept. M-9 19 Rue François 1<sup>er</sup>, 75008 Paris, pour recevoir notre "test d'écoute".



Le Monde

## société

## JUSTICE

## Le gouvernement veut modifier la loi sur l'extradition

Le gouvernement veut modifier la loi sur l'extradition. La France entend être une terre d'asile, mais le droit actuel s'accorde mal avec cette volonté. Le droit sera donc changé. M. Badinter estime en particulier que la loi de 1927 sur l'extradition n'est pas assez favorable aux droits de la défense. L'une des innovations auxquelles songe la chancellerie consiste à prévoir un droit de recours suspensif contre les avis d'extradition des chambres d'accusation. L'autre modification de taille aurait pour résultat d'interdire l'extradition des étrangers vers les pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés. Concrètement, cela signifie que la justice française aurait à

s'interroger sur l'utilisation de la torture contre des militants Basques, espagnols et des membres des Brigades rouges italiennes. M. Badinter ne souhaite pas cependant donner l'impression de tout justifier. La France ne saurait devenir « ni un repaire, ni un sanctuaire ». A-t-il expliqué samedi 20 février au cours d'un colloque sur l'extradition organisé à Paris par l'association « Droit et Démocratie », que préside M. Jacques Riba, chargé de mission à l'Elysée. Pour prouver sa bonne volonté, le gouvernement envisage de relancer l'Europe judiciaire. M. Badinter a émis cette idée « à titre personnel », mais cette idée reflète un souci partagé dans les milieux gouvernementaux.

## M. BADINTER ENVISAGE DES « INITIATIVES DIPLOMATIQUES »

Au colloque sur l'extradition organisé le 20 février à Paris par l'association Droit et Démocratie, M. Badinter, qui s'exprimait « à titre privé », a insisté sur le caractère « bilatéral » à ses yeux, des tentatives de définition des infractions politiques. Cette question fait depuis quelques années l'objet de controverses car la loi française et les conventions signées par la France interdisent l'extradition des délinquants et des criminels qui invoquent des motifs politiques sans que cette notion soit précisée par les textes.

M. Badinter a déclaré : « Tout effort normatif dans ce domaine ne paraît devoir être que provisoirement tenu en échec par la complexité des problèmes. La réalité dans ce domaine est multiple, insaisissable et évolue sans arrêt une dimension nouvelle que le passé n'a pas connue, et cette vérité ne se prête pas à une formalisation juridique. » M. Badinter a ajouté : « Chacun sait qu'à certains moments, dans certains pays, le recours à la violence apparaît parfois comme le mode ultime de contestation politique, et le seul possible (...). L'épave de pouvoirs politiques qui méconnaissent complètement les principes de la liberté. »

« A l'inverse, a estimé le ministre de la Justice, il existe des actes d'une violence considérable (...) qui révoltent la conscience humaine et dont les auteurs, quelle que soit l'idéologie dont ils se réclament, ne sauraient être considérés comme des criminels violant les lois fondamentales des pays de liberté. »

M. Badinter a ensuite rappelé que, quels que soient les avis émis par les chambres d'accusation, le gouvernement conserve toujours en dernier lieu, et dans le respect des traités, la faculté de refuser l'extradition. La France le fera, a-t-il dit, si la personne réclamée risque la peine de mort dans son pays. « Cela sera également le cas, a-t-il ajouté, si les conditions de détention de fait et de droit que la situation de la personne réclamée peut être aggravée en raison de sa race, de sa religion et de ses opinions, ou peut être simplement gravement compromise par une législation pénale qui nous paraît insuffisamment respectueuse des droits de l'homme ou même par un fonctionnement défectueux des institutions judiciaires, voire de son administration pénitentiaire. »

Cependant, a déclaré le ministre de la Justice, le gouvernement français n'acceptera pas que les personnes réfugiées sur son territoire profitent de cette situation pour préparer ou réaliser des actions qui tombent sous le coup des lois pénales. « La France ne peut pas être transformée en repaire ou en sanctuaire. »

Le ministre de la Justice a ensuite expliqué que la France « ne saurait adopter une politique de rejet systématique des demandes d'extradition ». Elle ne saurait en particulier « se résigner au développement d'une criminalité internationale organisée de droit commun », sous prétexte que les conventions qui la lient à certains pays européens remontent au dix-neuvième siècle.

Pour sortir de cette situation, le gouvernement français va être « amené » à prendre « des initiatives diplomatiques ». Il ne saurait en particulier être question, a dit le ministre de la Justice, de laisser se développer certaines formes de délinquance nouvelles comme les atteintes à l'environnement ou les infractions économiques, dont la dimension internationale est évidente. « A cet égard, a-t-il souligné, le droit de l'extradition appelle un renouvellement. »

● **Paribas** : deux nouvelles incriminations. — Deux nouveaux clients de Paribas ont été inculpés d'infraction à la législation sur les changes par Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, pour avoir constitué par l'entremise du service de gestion privée de la banque des avoirs illégitimes en Suisse de plus de 1 million de francs. Il s'agit de M. Gabriel Langlois, cinquante-cinq ans, directeur d'une société de travaux publics, et de M. Charles d'Esparville, quarante ans, gérant d'une société agricole. Quarante-deux des cinquante-cinq personnes visées par la plainte du 6 novembre 1981 du ministre du budget, sont à présent inculpées.

## Les retombées du droit d'asile

La France veut être une terre d'asile. Ce principe, proclamé au mois de juin par M. Pierre Mauroy, n'a guère souffert jusqu'ici d'exception. Mais cette position est difficile à tenir. A plusieurs reprises, on a frôlé l'incident diplomatique, parce que le droit français s'accorde mal avec la nouvelle politique d'extradition. D'où le projet, caressé par M. Badinter, de changer la loi.

Cette loi est telle que, lorsqu'une chambre d'accusation donne un avis favorable à une demande d'extradition, le gouvernement se trouve dans une fâcheuse posture. Il lui faut à la fois passer outre une décision de justice et opposer une fin de non-recevoir au pays concerné. Rien ne s'y oppose juridiquement, mais la situation n'est guère confortable. Pris entre le marteau et l'enclume, il a jusqu'ici tenu bon. Aucun Basque, réclamé par Madrid, n'a été extradé, malgré un concert de protestations des Espagnols récemment entendu jusqu'ici.

Le gouvernement français admet néanmoins avoir commis une faute en donnant son feu vert à l'extradition d'un « néo-fasciste » italien. Dans cette affaire, le premier ministre s'était rangé aux arguments de la justice française, qui avait estimé que ce militant avait pu pour des motifs de droit commun. Mais, après un examen plus approfondi du dossier, le gouvernement reconnaît aujourd'hui qu'il aurait dû, comme pour les Basques, s'opposer à cette extradition. Les grands principes doivent être respectés, quelle que soit la couleur politique de ceux qui en bénéficient. Cette autocritique ayant été faite, le gouvernement s'apprête à refuser de livrer à l'Italie une autre militante réclamée par son pays, néo-fasciste elle aussi.

Pour être clair, l'attitude de la France n'en est pas moins incontestable sur le plan diplomatique. Ainsi, cette affaire intervient-elle alors que M. Mitterrand se rend cette semaine en visite officielle à Rome. D'autres incidents peuvent se produire qui risquent de mettre le gouvernement dans l'embarras. Dès lors, la question qui se pose est la suivante : comment sauvegarder les principes tout en ménageant les pays amis ? En réalité, lorsqu'on regarde la politique suivie depuis le changement de majorité, on distingue deux phases successives. La première est celle qui a été observée à l'égard de Madrid : le refus pur et simple d'extradition.

La seconde est due à une saine dose de pragmatisme qui s'est révélée efficace. Elle consiste à tarir les difficultés à la source, en ne saisissant plus les chambres d'accusation de demandes d'extradition.

## FAITS ET JUGEMENTS

## Un commando attaque une librairie parisienne

Déjà victime de deux attaques, les 9 mars et 1<sup>er</sup> juin 1981, une librairie parisienne spécialisée dans les ouvrages de gauche, à l'enseigne de Jonas, et située 14, rue de la Maison-Blanche, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, a servi de cible, le samedi 20 février, vers 21 heures, à un commando d'une dizaine de personnes.

Trois membres du personnel de la librairie se trouvaient sur les lieux lorsque les agresseurs, après avoir tenté, en vain, de briser la vitrine à coups de pavés, se sont introduits dans le magasin et ont jeté plusieurs engins incendiaires. Aidés par des voisins, les libraires ont pu parer rapidement à maîtriser le début d'incendie qui s'était déclaré. Cette action n'a pas été revendiquée.

Dans un communiqué la Ligue des droits de l'homme demande que les pouvoirs publics prennent toutes mesures nécessaires « pour qu'il soit mis fin aux pratiques de ceux qui, tels des nazis, brûlent des livres et tentent de tuer des hommes ». De son côté, le Comité de soutien aux libraires attaqués a protesté « contre la censure de l'appareil policier et judiciaire », rappelant qu'une trentaine de librairies avaient fait ainsi l'objet de tentatives de destruction au cours des cinq dernières années.

Dès qu'une affaire à implication politique est signalée par interpol, elle est examinée par le bureau d'entraide répressive internationale de la chancellerie, qui bloque la procédure. A Paris, le parquet général agit de même. Résultat : plus de transmission aux chambres d'accusation, ni de risques d'avis favorables, ni de complications diplomatiques à redouter. Le système fonctionne si bien qu'il n'y a plus aujourd'hui aucune affaire d'extradition pendante devant les chambres d'accusation, d'affaires présumées politiques s'entend.

Cette solution a le mérite de la souplesse et surtout de la discrétion. N'ayant plus à notifier officiellement de refus d'extradition, le gouvernement coupe court aux protestations des pays amis. Rien n'est plus indigné que l'affaire est publique. Cette discrétion facilite un règlement amiable dans le cadre des relations bilatérales traditionnelles au lieu de figer les positions de chacun. Le risque demeure néanmoins de voir d'autres affaires éclater au grand jour. Ainsi deux terroristes étrangers, un Allemand de l'Ouest et un tchèque, ont-ils été arrêtés de manière fortuite le 16 février à Paris. L'affaire étant publique, il sera difficile de court-circuiter la chambre d'accusation. Avec les inconvénients évoqués plus haut.

## Un dilemme

Pour sortir de ce dilemme, le gouvernement n'a guère qu'une solution : changer la loi. Rien n'est ardu, mais un cadre a été tracé samedi 20 février à l'issue du colloque de Droit et Démocratie par le président de cette association, M. Jacques Riba, chargé de mission à l'Elysée, et par M. Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon, membre de la commission de révision du code pénal. Ces idées n'ont pas été adoptées, mais elles recoupent pour la plupart les préoccupations de M. Badinter et donnent une idée assez précise des modifications qui pourraient intervenir. Telles qu'elle a été appliquée jusqu'ici, la loi de 1927 sur l'extradition n'est pas satisfaisante, estime le gouvernement. Elle interdit de livrer aux autorités de leur pays les auteurs d'infractions politiques, mais ne définit nul part cette notion. Moyennant quoi, les chambres d'accusation considèrent généralement qu'une infraction politique d'une « particulière gravité » est assimilable à un crime de droit commun et justifie l'extradition de son auteur.

Pour couper court à de telles interprétations, M. Bouchet et Riba

## Un double infanticide à Dijon

Dijon. — Une jeune femme, mère célibataire de trente ans, a tué ses deux enfants, Florent, trois ans, et Xavier, quatre ans, en leur faisant absorber de fortes doses de barbituriques. Le drame s'est déroulé samedi 20 février, dans un appartement d'un immeuble des grands ensembles de la Fontaine d'Ouches, à Dijon. La jeune mère, Mme Martine Guilleminot, actuellement au chômage, a tenté de mettre fin à ses jours en absorbant elle aussi des barbituriques.

Installée dans cet appartement depuis peu de temps, elle n'avait pas de contacts avec ses voisins immédiats, et c'est son père, qui venait la voir chaque matin, qui a découvert le drame. Il a fait transporter sa fille et ses enfants à l'hôpital. Malheureusement pour les deux bambins, il était déjà trop tard. Par contre, les jours de la jeune femme ne sont plus en danger. (Corresp.)

● **RECTIFICATIF**. — Dans l'article du Monde daté 21-22 février sur les occupations d'entreprises et le droit, nous avons écrit que d'après M. Jean-Jacques Dupeyron, l'important de dissocier dans la notion d'occupation d'usines « le droit légitime à se réinstaller et à être ensemble » et d'autre part « l'appropriation légale par les grévistes de l'outil de production ». Il s'agissait, bien sûr, de l'outil de production.

## MÉDECINE

## Le professeur René Dubos est mort. Un ardent défenseur de l'environnement

Le professeur René Dubos, spécialiste américain d'origine française, de bactériologie, mais qui s'était surtout fait connaître par sa défense de l'environnement et sa lutte contre la pollution de l'environnement et les dommages que en résultent pour l'humanité, est mort, samedi 20 février, jour de son quatre-vingt-unième anniversaire, à New-York.

Après d'importants travaux qui démontraient la possibilité d'obtenir des médicaments servant à lutter contre les microbes à partir de micro-organismes, le professeur René Dubos avait aussi mis au point une méthode de culture rapide des bactéries de la tuberculose utile pour l'étude de cette maladie. Il avait consacré d'autres recherches aux mécanismes de l'immunité acquise, à la résistance aux infections, au rôle des micro-organismes dans le développement et les fonctions des voies gastro-intestinales.

Mais, beaucoup plus que par toutes ses recherches, c'est par son intérêt passionné pour la cause de l'environnement et par l'étude de ses effets (physico-chimiques et biologiques aussi bien que sociaux) sur la vie humaine que le professeur Dubos s'était rendu célèbre.

De nombreux ouvrages, et notamment, en France, *Nous n'avons qu'une Terre* (éditions Denoël, 1972), *L'Homme saint-terroir* (Denoël, 1972), *Chercher des médecins, des chercheurs et des hommes* (avec le docteur Jean-Paul Eschard, Stock, 1979), *Conversions la Terre* (Stock, 1981) avaient fait connaître au public les thèmes des plaidoyers du professeur Dubos en faveur de l'environnement.

Aux Etats-Unis, où le professeur Dubos avait passé le plus clair de son temps et accompli l'essentiel de sa carrière, il avait partagé en 1969 avec l'écrivain américain Norman Mailer un prix Pulitzer. En France, le prix de l'Institut de la vie fondé par René Dubos (de France) lui avait été décerné en 1972.

Commentant le ton d'espoir et d'optimisme qui animait son dernier livre paru en français, le professeur Dubos affirmait qu'il n'avait pas perdu espoir, car la Terre était encore capable de résister à la pollution et à la dégradation de l'homme. « Nous avons une responsabilité trop statique de ce qu'est l'humanité et de ce qu'est la planète. Si je suis optimiste, ce n'est pas parce que j'ignore les dangers du monde, mais parce que j'ai remarqué que, partout, chaque fois qu'il y a une situation

## RELIGION

## A l'instigation du délégué personnel du pape Le provincial jésuite pour l'Amérique centrale va hâter son départ

Le Père César Jerez, supérieur général de la province jésuite pour l'Amérique centrale, qui inclut toutes les communautés jésuites du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et de Panama, vient d'annoncer qu'il va quitter incessamment ce poste.

Selon l'hebdomadaire catholique anglophone *The World*, le Père Jerez a fait savoir que, bien que son mandat ne prenne fin avant le mois d'août prochain, le provincial jésuite pour l'Amérique centrale, Jean-Paul II, désire pour diriger la compagnie de Jésus depuis la maladie du Père Arrupe et en attendant l'élection du successeur de celui-ci (le Monde daté 25-26 octobre 1981), lui a demandé de hâter son départ en déclenchant le processus de sa démission.

Le Père Jerez, qui a été nommé à ce poste le 23 février, date à laquelle tous les supérieurs de la compagnie doivent se réunir à Rome pour apprendre notamment ce que le pape attend des jésuites, mais, faute de temps, c'est le Père Jerez qui assistera à cette réunion.

Le Père Jerez est connu pour l'appui qu'il accorde aux jésuites d'Amérique centrale, et notamment à leurs efforts pour pro-

mouvoir la justice sociale, selon la théologie de la libération. Le Père Jerez a souligné, en revanche, que le successeur du Père Jerez devra être capable de dialoguer avec les dirigeants locaux. Toute délicate, entre toutes, étant données les tensions qui existent entre de nombreux évêques latino-américains — à commencer par le président du Comité épiscopal latino-américain (CEILA) Mgr Lopez Trujillo — ainsi que des membres de la Curie romaine comme Mgr Martini, Secrétaire général de la curie romaine, et le cardinal Ruffini, préfet de la congrégation romaine pour les évêques, d'une part, et les forces vives de l'Eglise en Amérique latine, de l'autre, auxquelles appartiennent en majorité les jésuites.

Ces premières signes d'une reprise en main de la compagnie de Jésus par Jean-Paul II, à travers son délégué personnel, confortent les réactions négatives enregistrées dans plusieurs provinces après la nomination du Père Jerez. C'est ainsi, vient de rapporter la revue catholique italienne *Il Regno*, qu'en octobre dernier vingt-cinq jésuites ouest-allemands, dont le théologien Karl Rahner, avaient adressé une lettre au pape pour déplorer la désignation d'un délégué personnel.

« Nous sommes profondément choqués de ce que le pape ait perdu confiance dans l'organisation de direction de la Société », déclare la lettre, en date du 27 octobre « si nous est difficile de voir dans cette mesure, qui concerne notre gouvernement, le doigt de Dieu ; en effet, notre foi nous montre que même la plus haute autorité de l'Eglise n'est pas à l'abri de l'erreur. » Les signataires de la lettre demandent aussi au pape que les jésuites puissent élire leur futur supérieur général « avec la même liberté que a caractérisé les fonctions de tous les ordres, depuis le commencement de l'Eglise. »

Une réponse de la secrétairerie d'Etat déclare que Jean-Paul II a examiné leurs remarques avec attention et qu'il leur est reconnaissant d'avoir ainsi manifesté leur dévouement à la compagnie. La décision du pape d'insérer de même, conclut le message, qui invite les signataires à « prier pour que l'ordre soit remis sur la bonne voie ». — A. W.

## LAMENNAIS CORRESPONDANCE GÉNÉRALE 1805-1854

Textes réunis, classés et annotés par Louis Le Guillou.

Le nombre et la notoriété de ses Interlocuteurs, appartenant au monde religieux, philosophique, politique ou littéraire font de cette correspondance un remarquable témoignage sur cette période de l'histoire.

Cette collection est maintenant complète.

tomes 1 à 7 : chaque volume 320 F

tomes 8 et 9 : chaque volume 350 F (jusqu'au 31 mars 1982)

320 F après le 1<sup>er</sup> avril

Les 9 tomes ensemble : 2.000 F jusqu'au 31 mars 1982

ARMAND COLIN

سكوت (البحر)















**Votre BMW : On en prend soin chez Zol**

Le haut niveau technologique nécessite maintenant un service après-vente d'une compétence exceptionnelle. Chez Zol Auto, voilà 20 ans que nous équipons et formons les meilleurs techniciens en électronique, parfaisant les réglages, l'entretien votre BMW et la maintenir au meilleur de sa forme.

**ZOL**  
PORTES / CLOU

44 - 92100 Boulogne, Tél. 34.72.51

**Le Monde DE L'EDUCATION**

LES ETUDES, L'EMPLOI, L'AVENIR DE LA RECHERCHE

**FAUT-IL FAIRE DES SCIENCES?**

Jobs d'été à l'étranger  
Les métiers de l'hôtellerie

TELEX PARTAGE  
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

## ENVIRONNEMENT

### L'écologie fait ses comptes

(Suite de la première page)

Il serait long et difficile de détailler un travail fort complexe qui a demandé plusieurs semaines de demi-douzaine de perquisitions. En fait, les chercheurs d'abord ont évalué les dommages physiques qu'ils causent à l'intérieur de quinze zones géographiques et par « catégorie de récepteur », autrement dit, de la santé des habitants, la santé des matériaux, la productivité des travailleurs, etc. Puis, pour connaître le nombre de polluants mieux que les autres, ils ont mesuré le bruit, les poussières, l'oxyde de soufre, les métaux lourds, les indicateurs, ils ont tenté d'extraire l'ensemble des pollutions et des nuisances dans la totalité du territoire. Leur travail est résumé dans le tableau ci-dessous qui a été publié par le ministère de l'environnement (1).

Les chiffres sont-ils crédibles ? Lorsqu'on les compare à ceux qui ont été obtenus par d'autres équipes utilisant des méthodes différentes, on constate qu'ils ne peuvent pas être que par défaut. Un exemple : les dommages occasionnés par la pollution atmosphérique représentent en France 0,74 à 0,93 % du produit intérieur brut (PIB). Or les Italiens les ont évalués à 0,69 % de leur PIB, les Britanniques la fourchette de 1,70 à 2,34 %, et chez les Américains de 2,18 à 2,90 % de PIB. On voit l'air de notre pays ne paraît pas qu'il est trop prudent, et on a tout lieu de penser que la méthode hypothétique est malheureusement la bonne.

Comment se présentent les différents postes de la facture ? Pour la pollution de l'air, les appareils de chauffage et les véhicules dégagent 10 millions de tonnes de polluants. S'y ajoutent les 7 millions de tonnes rejetées par les cheminées d'usine. Cette gigantesque bouffée de gaz qui charge une multitude de particules, n'est pas inoffensive : elle engendre des troubles et

même des maladies respiratoires (le Monde Dimanche de 22 janvier 1981), elle attaque les peintures, elle corrompt les édifices, diminue la production des prairies et des forêts, acidifie les lacs et prive d'une partie de notre eau. Les inconvénients de ce genre, Jacques Theys, un des équipes les plus entreprenantes de France par son travail, a estimé que les répercussions faites par les experts de l'O.C.D.E. Ceux-ci pensent que, dans les onze pays européens mentionnés, la somme des dommages dus au seul oxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) se situe entre 100 et 150 milliards de francs par an.

Les dommages français emportent chaque année vers les mers 13,5 millions de tonnes de matières organiques, de substances toxiques et d'hydrocarbures. Un égoût apparemment bon marché. En réalité, ce « cocktail » pénalise d'abord les pêcheurs, qui depuis longtemps sonnent l'alarme. Leurs protestations sont parfaitement recevables, mais au regard de l'écologie. Que l'on songe par exemple au saumon, qui abonde partout ailleurs. Voilà un poisson qui vit en Europe, en s'engraisant gratuitement dans l'Atlantique et revient en rapportant de la nourriture à la fois plus saine et plus savoureuse. Résultat : on l'importe à grands frais, les amateurs vont le pêcher en France et l'on ne peut pas son élevage en pisciculture, ce qui revient évidemment très cher.

La pollution a également ruiné — en partie — la fonction de l'eau que les industries utilisent et ne peuvent plus se passer de la.

Les eaux sont parfois si sales que les industries elles-mêmes ne peuvent plus les utiliser. Elles entendent les rivières convier encore moins à l'approvisionnement en eau potable des villes. Tout pompage doit s'accompagner d'un nettoyage énergique : les compagnies de distribution d'eau y consacrent chaque année 3,24 milliards de francs.

Au total, la pollution chronique des rivières, des estuaires et des eaux littorales coûte entre 11 et 16 milliards de francs. Il faut y ajouter les accidents de ce type, le prix du nettoyage d'une tonne de pétrole déversé est passé de 1 500 francs en 1970, à 10 000 francs en 1980. Et encore compte-t-elle pour rien l'immense dommage écologique causé au patrimoine naturel.

Les rivières et les eaux littorales ne sont pas immunisées de déversements de toutes sortes de matières organiques, de produits toxiques et d'hydrocarbures. Elles sont également polluées pour le refroidissement d'innombrables machines, dont les plus visibles sont les centrales électriques, qu'elles brûlent du fuel, du charbon ou du combustible nucléaire. L'évaluation de ces dommages est la plus difficile à réaliser, car elle est considérée comme une véritable « pollution thermique », perturbant la vie aquatique. Bien que les producteurs d'électricité aient toujours tenté de minimiser ces effets, les dommages causés sont estimés à 5,5 et 7 milliards de francs par an.

Les dommages s'ajoutent à ceux qui sont dus à la pollution par les activités agricoles et la qualité des eaux. Publié en 1980 par le ministère de l'environnement, a évalué à plus de 10 millions de tonnes les quantités d'azote apportées au territoire français par la décomposition de l'humus, les engrais, les déjections des élevages, etc. Une fraction de cet azote s'évapore, mais les masses importantes sont emportées par les pluies vers les rivières, où elles s'infiltrent lentement dans les nappes souterraines. Déjà, dans de nombreuses communes rurales, les eaux pompées dans les nappes phréatiques sont tout juste potables.

Les agriculteurs sont partiellement responsables de cette nouvelle pollution bien connue.

Au total, les dégâts occasionnés par les nitrates, les phosphates et les pesticides s'élèvent à une somme de 11 à 13,5 milliards de francs par an.

Le lui-même n'est pas épargné. Il reçoit tout ce qu'il ne peut pas débarrasser dans l'atmosphère et dans les cours d'eau. On y entasse donc chaque année 10 millions de tonnes d'ordures ménagères et 42 millions de tonnes de résidus industriels. Les espaces ainsi couverts des surfaces impressionnantes, 7 000 hectares,

occupés par des décharges plus ou moins sauvages, on peut adjoindre 26 000 hectares de terrils miniers et 56 000 hectares de gravières et de carrières laissées à l'abandon. Sans parler des friches industrielles qui gagnent chaque jour en rythme des déplacements d'usines.

#### Dépôts chimiques

A cet égard, on n'a pas fini d'éponger les dettes du passé. L'Agence nationale des déchets a répertorié sur le territoire français 14 000 dépôts de déchets industriels dangereux. Ils sont en train de disparaître, mais il y a un problème de santé publique. Aux Pays-Bas, par exemple, on a recensé 144 quatre sites pollués par des déchets chimiques dangereux. Les sites français sont moins nombreux, mais ils sont plus dangereux. Les sites français sont moins nombreux, mais ils sont plus dangereux.

Le bruit des parcs d'activités industrielles est une nuisance fixe et durable. Il est dû à l'ensemble des véhicules (avions, voitures, motos, camions, tracteurs, machines à gaz) qui circulent dans les zones habitées où l'on ne peut pas fuir.

Une autre nuisance, les pollutions et les nuisances sont dues à la pollution de l'air. Les dommages causés par la pollution de l'air sont évalués à 10 milliards de francs par an.

Malgré un effort, le tableau résumant ces dommages permet de constater que les dommages causés par la pollution de l'air sont évalués à 10 milliards de francs par an. Les dommages causés par la pollution de l'air sont évalués à 10 milliards de francs par an.

Les nitrates, qui occasionnent des dommages moins aussi importants, pour lesquels il n'existe ni loi-cadre, ni réglementation, ni organisme de lutte, sont si chers. Estimer des dommages n'est donc pas un vain exercice pour les responsables de l'environnement. Il peut leur ouvrir les yeux sur les vraies priorités.

#### Le fruit des efforts

Un tableau de bord n'est qu'une photographie de la situation française en 1978. Dans quel sens évolue-t-elle ? Selon M. Theys, les dommages causés par la pollution de l'air ont augmenté de 10 % entre 1970 et 1978. Mais pendant ces huit années la production, elle, a grimpé de 18 %. La part du produit intérieur brut amputée par les pollutions est donc passée de 4 à 5 % en 1970 à 3 à 4 % en 1978. Les efforts accomplis par les industriels, l'Etat et les consommateurs ont donc été positifs.

Cette diminution relative s'explique par un effet de seuil : les dommages qui étaient les plus graves ont été les premiers à être traités. On se rend compte que quelques années lorsque la production a augmenté, le tableau de bord actuellement en cours au ministère de l'environnement. Malheureusement, ce travail original ne permettra pas de situer la France par rapport aux autres pays industrialisés, puisque elle est pour l'instant la seule à tenter une telle évaluation globale.

MARC AMBROISE-RENDU.

#### Prochain article :

Portion congrue pour l'environnement

(1) Données économiques de l'environnement, Ministère de l'environnement, 14, rue du Général-Leclerc, 92322 Neuilly.

#### Dommages causés par les pollutions et les nuisances

(Estimation en milliards de francs de 1978 : population exposée : 53 millions d'habitants)

GRUPE DE POLLUANTS	HYPOTHESE BASSE	HYPOTHESE HAUTE	% DU DOMMAGE TOTAL
- BRUIT	17,5	22	25
- AIR	14	20	23
- EAU	13	16	18
dont :			
Pollution chimique	7	8	9
Pollution toxique	4	5	6
Pollution par hydrocarbures (eaux côtières, mer)	2	3	3
- Pollution thermique et radioactives (eau et mer)	5,5	7	8
- Nitrates, phosphates, pesticides (eau et sol)	11	13,5	15
- Déchets solides	7,5	9,5	11
TOTAL	76,5	88	100
En % de la PIB	3,3	4,1	



Voilà ce qui rend humaine une compagnie aérienne

Avec Pakistan International Airlines, on est déjà prêt soi.

Toutes les grandes compagnies aériennes ressemblent à peu près. Elles ont des avions, des équipages, des technologies, efficacité, fiabilité, même soucis d'excellence. Peu de compagnies cependant y parviennent, faute de posséder la qualité la plus importante : la plus humaine qui soit : la qualité humaine que vous trouvez chez Pakistan International Airlines.

**PIA**

Great people to fly with



**destination MADAGASCAR**

offre exceptionnelle valable jusqu'au 12 juin 82 (sauf du 3 au 17 avril)

une semaine Nosy Be  
hôtel Holiday Inn en demi-pension  
5 800 F

départ de Paris tous les samedis  
**AIR MADAGASCAR**  
La Compagnie de l'Océan Indien

**MADAGASCAR...**  
la nouvelle destination soleil

**ALANT'S TOURS**  
17, rue Molière  
75001 Paris  
tél. 296.59.78 - fax 1053

4433035A



RUGBY

LA DÉFAITE DE LA FRANCE FACE À L'ANGLETERRE (27-15)

Naïfs contre hypocrites

Décidément, le rugby qui est un jeu où l'on avance en lançant la balle n'est pas raisonnable. Une nouvelle preuve : le samedi 20 février pour la troisième journée du Tournoi des cinq nations.

L'équipe d'Irlande qui avait reçu la coupe de bois l'an dernier s'en est allée décrocher la triple couronne qu'elle n'avait pas gagnée depuis trente-trois ans en administrant à Landsdowne Road un 21 à 12 à l'Ecosse par la boîte de Campbell.

L'équipe de France, qui avait obtenu la troisième grand chelem de son histoire en 1961, a subi une déroute définitive face aux Anglais : 27 à 15.

Après un caouillage, l'équipe française a été vaincue 27 à 15. Les Anglais ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

Le match a été très intéressant, surtout dans la seconde mi-temps. Les Anglais ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

Après un caouillage, l'équipe française a été vaincue 27 à 15. Les Anglais ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

Le match a été très intéressant, surtout dans la seconde mi-temps. Les Anglais ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

Le match a été très intéressant, surtout dans la seconde mi-temps. Les Anglais ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

ATHLÉTISME

Vétérans et espoirs

Grand succès de l'athlétisme à l'occasion des meetings de l'Union française de l'athlétisme, qui ont eu lieu à Paris, du 19 au 21 février.

Les vétérans ont été très efficaces, surtout dans la seconde mi-temps. Ils ont marqué 15 points, dont 12 à la fin du match. Les Français ont marqué 7 points, dont 6 à la fin du match.

AUTOMOBILISME

M. BALESTRE DÉSAVOUÉ PAR LES JUGES SUD-AFRICAINS

Le jugement du pilote français M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.), a été rendu par les juges sud-africains.

Le pilote français a été désavoué par les juges sud-africains. Le jugement a été rendu par les juges sud-africains.

CYCLO-CROSS

Le championnat du monde au village

L'organisation des championnats du monde de cyclo-cross a été très réussie. Le championnat du monde a été remporté par le Français M. Marc Madot.

Le championnat du monde a été remporté par le Français M. Marc Madot. Le championnat du monde a été remporté par le Français M. Marc Madot.

TENNIS

Noah vainqueur à Palm-Springs

Sous le soleil californien du Tennis Club de La Quinta à Palm Springs, le Français M. Noah a remporté le tournoi de tennis.

Le Français M. Noah a remporté le tournoi de tennis. Le Français M. Noah a remporté le tournoi de tennis.

VOLLEY-BALL

Les militaires moscovites «normalisent» la Coupe d'Europe

Le Club sportif central de l'Armée (C.S.K.A.) de Moscou, déjà vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions, depuis la victoire de l'équipe de l'Armée rouge en 1980, a remporté la Coupe d'Europe des clubs champions.

Le Club sportif central de l'Armée (C.S.K.A.) de Moscou, déjà vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions, depuis la victoire de l'équipe de l'Armée rouge en 1980, a remporté la Coupe d'Europe des clubs champions.

Après deux sets perdus 15-10 et 15-13, les Français ont remporté le match 3-2. Les Français ont remporté le match 3-2.

Après deux sets perdus 15-10 et 15-13, les Français ont remporté le match 3-2. Les Français ont remporté le match 3-2.

LES RÉSULTATS

# Basket-ball

# Jeu à XII

## CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingt et sixième journée)

Le Mans bat S.F. Evry .....	81-77
Monaco bat Mulhouse .....	88-77
Tours bat Arvignac .....	93-83
Paris bat Roanne .....	92-80
Challans bat Vichy .....	130-105
Châteaillat bat Villeneuve .....	85-77
Classement. — 1. Le Mans, 35 pts ;	
Limoges, 34 ; 3. Orthez, 30 ;	
Montauban, 29 ; 4. Pau, 28 ;	
Tours, 45 ; 7. Villeneuve, 44 ;	
S.F. Evry, 35 ; 8. Châteaillat, 38 ; 10. Ar-	
vignac, 37 ; 11. Roanne, 36 ; 12. Vi-	
lleneuve, 35 ; 13. Châteaillat, 34 ; 14.	
Challans, 33 ; 15. Roanne, 32 ;	

## Football

## CHAMPIONNAT DE FRANCE Première journée

Paris bat Lyon .....	1-0
Orléans bat Bastia .....	4-0
Montauban bat Nîmes .....	2-0
Angers bat Sochaux .....	3-2
Amiens bat Leval .....	1-0
Angoulême bat Paris .....	2-0
Nancy bat Metz .....	3-2
Antony bat Lille .....	2-1
Amiens bat Valenciennes .....	2-1
Classement. — 1. Saint-Rtienne,	
Orléans, 38 pts ; 2. Monaco, 37 ; 4. Be-	
naise, 36 ; 5. Paris, 35 ; 6. Angers,	
32 ; 7. Evry, 29 ; 8. Nancy, 28 ;	
Nantes, Tours, 31 ; 11. Lille, 26 ;	
Angoulême, 25 ; 12. Valenciennes,	
Auxerre, 23 ; 13. Strasbourg, 22 ;	
Valenciennes, 21 ; 17. Metz, Mont-	
auban, 19 ; 18. Lens, 17 ; 20. Ni-	

La Grande-Bretagne a remporté  
France par 23 à 12, le 21 février  
Tonnelle (Lot-et-Garonne).

## Ski

## CHAMPIONNATS DU MONDE

— Le **Canada** s'est imposé à la remportée samedi 10 février à Hovslund, en l'emportant sur 30 kilomètres. Les championnats du monde, à la fois pour les hommes et les femmes, ont commencé samedi 10 février à 12 h. L'Américain Koch a été sacré, 5 h. 17. Les Français Jean-Paul Pignat et Claude Sigo ont terminé à 5 h. 52 sec. 4.

— Le saut au tremplin de 70 mètres a été combiné avec la descente, le 11 février. Les Français ont gagné respectivement par l'Autrichien Kogler et le Norvégien Kvaloy.

## Volley-ball

## COUPE D'EUROPE

Bat par le Leningrad (3 buts à 0) par le Leningrad











# RADIO-TÉLÉVISION

Vu

## SOUFFLÉ N'EST PAS JOUÉ

Plus triste qu'un soufflé dégonflé, le projet de loi sur la télévision n'a pas le droit de réponse. Cette allégorie lui déplaît, n'en démordons pas : son émission n'est pas un débat, n'a rien apporté qui change d'une conversation bistro, ou à la cafétéria. En partie, doute, parce qu'il n'y avait rien pour représenter la télévision (mais Polac pensait peut-être à la présence de ses qualités intrinsèques, ses émissions seraient suffisantes). Surtout qu'on ne construit rien.

L'Express - aux s'en sortit, à titre individuel. Mais, mal par quelques débats, si l'on peut appeler un débat, n'a rien apporté qui change d'une conversation bistro, ou à la cafétéria. En partie, doute, parce qu'il n'y avait rien pour représenter la télévision (mais Polac pensait peut-être à la présence de ses qualités intrinsèques, ses émissions seraient suffisantes). Surtout qu'on ne construit rien.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## M. Desgraupes « Grand Jury » R.T.L.-le Monde LE MÉNAGE A TROIS

M. Pierre Desgraupes, président-directeur général d'Antenne 2, était, dimanche 21 février, l'invité de R.T.L.-le Monde.

Interrogé sur les sondages négatifs, le jugement des Français à l'égard de la télévision, il a déclaré notamment :

« Si la télévision n'existait pas, il faudrait l'inventer, parce que, si les Français ne passent pas leur temps à regarder la télévision, il faudrait qu'ils la passent à autre chose. Dieu merci, le gouvernement n'a pas exécuté, il peut donc être tranquille, il y a toujours la télévision pour déjouer les électeurs. Il y a cependant ajouté : « Je ne ferais pas un portrait flou des Français si je continuais à croire qu'ils persisteraient à regarder la télévision. »

Sur sa politique de changement, le président d'Antenne 2 a indiqué :

« Je ne suis pas arrivé à dire : je vais débarrasser de Guy Lux des dossiers de l'écran. J'avais d'autres problèmes à régler, ce qui concerne Antenne 2. J'avais le sentiment que la chaîne se renouvelait peu. Je suis pour le renouvellement. (...) Je suis d'abord attaché aux structures. J'ai passé beaucoup de temps parce que je ne crois pas que l'on puisse modifier les programmes sans importer quelle structure. J'ai essayé de déconstruire, de décentraliser, c'est-à-dire d'instituer davantage de niveaux de décision dans la maison, de manière à accueillir davantage de diversité dans les propositions que nous recevons de l'extérieur (...).

« Les programmes étaient aussi sclérosés parce qu'ils étaient entre les mains de trop peu de gens qui étaient à la fois décideurs et exécutants : ils se programmaient eux-mêmes, c'était malsain et n'était pas normal. Il existait aussi une institution qui méritait pas son nom : le comité des programmes. Certains personnes, certains directeurs, décidaient des programmes qu'ils voulaient voir réaliser sur l'antenne ; ces mêmes personnes qui réalisaient, produisaient elles-mêmes et, en fin d'exercice, que conseillaient des programmes, elles se consultaient à elles-mêmes de la même opération l'année suivante. »

Ce comité a d'ailleurs très vite été supprimé.

Affirmant avoir écrit des présidents de chaîne le 13 septembre 1981, pour tenter d'éviter des doublons, des téléscopages fâcheux certains soirs - et d'empêcher - que le pouvoir politique s'immisce dans la classification - simpliste - résultant de la réunion des présidents, la semaine passée, il existe, France, un système qui paraît tout à fait condamnable, savoir celui qui consiste à poser au départ qu'il y a des émissions dites de culture, qui, par définition, ennuyeuses, car elles exigent un effort du travail, et des émissions de « non-culture », si je puis dire. Cela ne choque, car on peut trouver des films de grande culture (...) Je réjette cette terminologie (...).

« S'arrêter à ce système qui voudrait que, tous les soirs, un film soit diffusé sur une chaîne, une émission de variétés ou un divertissement soit projeté sur une autre, une émission ennuyeuse (...) sur une troisième, là, je ne marche pas (...).

« Harmoniser deux programmes, n'est déjà pas facile. Mais harmoniser trois programmes, c'est sacrément - café -, car il s'agit d'un véritable ménage à trois. Il faudrait, pour ce faire, que les trois chaînes disposent des mêmes moyens et qu'elles aient le même cahier des charges, mais cela n'est pas le cas. »

## Le projet culturel du pouvoir

D'autre part, M. Desgraupes a déclaré se réjouir que le pouvoir puisse avoir un projet culturel. « Il semble que la télévision et la radio nationales manquent de leur rôle de médias nationaux [il s'agit] servent pas ce projet culturel, a-t-il ajouté. Le est de savoir suivant quelle marge de liberté d'interprétation la chaîne servira le projet différent d'une... »

Enfin, évoquant la réforme à venir et les rapports pouvoir et télévision, le président d'Antenne 2 a estimé : « Tant que le pouvoir maintiendra dans un état d'assez étroite dépendance les chaînes de radio et de télévision nationales, il n'y a que deux possibilités : le gouvernement, ou la loi, des gens à lui ou des professionnels. S'il des professionnels, ceux-ci sont forcément par eux-mêmes des délégués (...).

« Dans le cas actuel, il y a un lien obligatoire entre le pouvoir gouvernemental et les médias nationaux. On ne dit qu'il y a un lien de la haute autorité. C'est rassurant, mais, haute autorité, mais n'a pas expliqué de qui est composée cette haute autorité, si elle dépendra du pouvoir ou pour combien de temps elle sera... »

L'indépendance de la télévision en France est-elle « désespérée » ? « C'est un avenir qui est incertain. Mais on peut toujours attendre des miracles », a répondu M. Desgraupes.

## Un communiqué des journalistes C.F.D.T. sur la situation « Radio-France »

A quelques jours de la remise à la présidence de Radio-France du rapport établi par M. François Bonnamy et Georges Valance sur la restructuration de Radio-Inter, la section C.F.D.T. des journalistes de la station vient de faire savoir publiquement que « ce projet n'aura pas assentiment s'il ne tient pas compte des nécessités de change-ment : pluralisme de la rédaction, qui tiennent enfin compte l'évolution du pays, participation de toutes les catégories professionnelles à la vie de la rédaction. »

Protestant aussi à la situation « Radio-France internationale », où l'on gère la crise, tandis que le changement fait attendre, et dénonçant dans le lancement des stations décentralisées, la mise en œuvre scrupuleuse des projets de l'ancienne présidence, les journalistes C.F.D.T. souhaitent exprimer leurs préoccupations devant les manipulations de la droite : refus d'une réflexion sur l'information, obstruction systématique des responsables à la place, détérioration scandaleuse de l'outil de travail et du climat social...

le matin à 10h de

**SUR 105 FM**

**ECOUTEZ RADIO CAPITALE**

music and news

Lundi 22 février

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Magazine : Santé.  
21 h 35 Ciné-Étoiles.  
22 h 35 Ciné-Étoiles.  
23 h 35 Ciné-Étoiles.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
21 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
22 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
23 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
21 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
22 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
23 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.

M.F. Poirier, L. Huppert, P. Gregory, P. Mageo, H. Sargiac, J. Sorel.  
La vie brève et éternelle de trois sœurs, filles d'un pasteur...  
Biographie à distance...  
L'œuvre esthétique l'emporte...  
son film le plus récent.

## FRANCE-CULTURE

20 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
21 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
22 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
23 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
21 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
22 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.  
23 h 35 Émission-moi au théâtre : Chou menteur.

Mardi 23 février

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.  
13 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h 30 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 45 Les après-midi de TF 1 d'hier.

## DEUXIÈME CHAÎNE : 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Réponse à tout.  
13 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h 30 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 45 Les après-midi de TF 1 d'hier.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Réponse à tout.  
13 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h 30 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 45 Les après-midi de TF 1 d'hier.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Réponse à tout.  
13 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h 30 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 45 Les après-midi de TF 1 d'hier.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinée.  
8 h 2, Les chemins de la connaissance : Histoire de vie (Jean Sarrasin) à 8 h 32, entretiens avec Théodore Monod : les voyages ; à 8 h 50, La route aventureuse.  
9 h 7, La maîtrise des autres : Le Zen en Occident.  
10 h 45, Un quart d'heure avec... Marc Blancpain : histoire de la télévision.  
11 h 2, Matinée française contemporaine : Jean-François (et à 17 h 32).  
12 h 5, Agorà : Espace libre, avec M. de G. Ollivier-Fouchet.  
13 h 45, Pastorale : La franc-maçonnerie : actualité de la province.  
13 h 30, Livre jeunesse variétés.  
14 h 5, Un livre, des voix : « Miroitements », de P. Boule.  
14 h 45, Le monde en images : L'actualité selon le peintre Arroyo.  
15 h 30, Les points cardinaux : Déconstruire en Grande-Bretagne.  
16 h 30, Musique.  
17 h 30, Rose-Bleue : Les immenses plaines du Venezuela.  
18 h 30, Feuilleton : La cloche d'Alphonse, d'après H.K. Luzzati.  
19 h 25, Jazz à l'antenne.  
19 h 30, Séances : L'élevage dans les pays du Sud.  
20 h 45, Philosophie : Peut-on méditer le risque technologique, avec J.J. Salomon et P. Lagarde.  
21 h 15, Musique de notre temps : La musique canadienne à Paris cette année.  
22 h 30, Matinée magistrale : L'attitude.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique de chambre : Œuvres de Rimski-Korsakov, Brahms, Grieg, Haendel.  
8 h 7, Quatuor-M.  
9 h 5, Une œuvre à l'antenne : Œuvres de Pergolèse, Albinetti, Debussy, Stravinsky, Mendelssohn, J.S. Bach, Dvorak.  
12 h, Musique populaire d'aujourd'hui : Carnaval en...  
12 h, Jazz : Bill Evans.  
13 h, Opéra : « Le serviteur deux fois », de Pergolèse.  
14 h 45, Musique : Œuvres de J.S. Bach.  
14 h 30, Les enfants d'Orphée.  
15 h, Musique à l'antenne : Œuvres de Beethoven, Bartók.  
17 h 2, Le jeu des miroirs : Œuvres de Mozart.  
18 h 30, Studio-Caméra (en direct de Studio 106) : Œuvres de Schenker, Weber, Kaniela, Elman par le Trio à cordes français, G. Jarry, violon, S. Collot, alto, M. Tournier, violoncelle.  
19 h 30, Jazz. Les irréguliers (libre).  
20 h 45, Philosophie : Peut-on méditer le risque technologique, avec J.J. Salomon et P. Lagarde.  
21 h 15, Musique de notre temps : La musique canadienne à Paris cette année.  
22 h 30, Matinée magistrale : L'attitude.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### LUNDI 22 FÉVRIER

« M. Laurent Fabius, délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, répond aux auditeurs à propos de la situation du pays. » - Téléphone... sur France-Inter, à 19 h 15.  
« M. François-Guillaume, président de la F.N.S.E.A., des syndicats nationaux des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), au sujet de son journal de 22 heures, sur R.M.C.

### MARDI 23 FÉVRIER

« M. François-Guillaume, président de la F.N.S.E.A., des syndicats nationaux des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), au sujet de son journal de 22 heures, sur R.M.C.

كسلا (سلا) ٢٠٢٤



## Les constructeurs nippons développent une nouvelle stratégie industrielle

(Lire la suite page 20.)

# Une politique protectionniste n'est pas la solution pour l'agriculture française

1750 in suite 1000

# Un sommet franco-allemand à l'ombre de la récession

Risque-t-on de voir les responsables de la R.F.A. renoncer à leur politique qui entraîne l'engorgement allemand sur le niveau du marché des taux américains ? Il est impossible, dit le ministre des finances actuelles, de relever nos notes », disent les membres du gouvernement à Bonn. Leur raisonnement est simple : la coût du crédit se situe aujourd'hui en Allemagne quatre ou cinq points au-dessus de ce qu'il était à l'inflation (estimée de 6 à 9), ce qui est déjà à la limite du supportable en période de croissance. Mais, au contraire, si ce n'est pas dans d'autres pays, l'Allemagne s'est habituée à des taux élevés. « Les taux de la R.F.A. sont la poignée (voir l'encadré) de ceux de la République fédérale de Lander-Saier », mais ce taux est à l'ordre de 5 à 6 % (déflation due à l'inflation). L'important est que ce concept de taux réel, auquel se réfèrent les gens, ne soit pas imprimé, l'argent ne perd pas de valeur de ce fait quand on mesure que l'inflation allemande est probablement plus forte que les statistiques de l'évolution du prix du crédit se le laisse apparaître. L'important est qu'un renouveau du mouvement de déflation, comme on exclu par les responsables allemands, ne soit pas en France, l'Etat d'après la médiation. On prend le M. Jacques Delors l'intention de franchir une nouvelle étape dans la réduction des taux par le système (ce qui pourrait préparer la future intervention sur le marché monétaire).

Mais l'immédiate, la conséquence la plus probable de la détermination de l'Onu est sans doute celle du Rhin (ainsi que des autres pays européens) - de ne pas avoir l'Amérique - sans le maintien d'un dollar très cher, sans l'absence de nouvelles tentatives de réforme américaine, sans l'absence de la freinée par les interventions des banques centrales internationales.

Un dollar ne peut que contribuer à aggraver la situation des Etats-Unis. Tant les Américains que les Européens s'inquiètent aujourd'hui du caractère de plus en plus déflationniste de la monnaie de plusieurs pays de l'économie, le marasme s'accompagne d'une hausse des prix. Tel est le constat notamment pour la construction, où le phénomène déflationniste se généralise. On ne peut atteindre le stade du consommateur final, les conditions seraient réunies pour que la déflation se généralise. Cette dimension, si elle est difficile à maîtriser par les pouvoirs publics, la combinaison de toutes ces charges d'emprunt et d'une perte de valeur des monnaies ne pourrait qu'accentuer un grand nombre d'accidents : la faillite, Comment protéger l'Europe contre les effets de la déflation qui soufflent sur elle ? La question est plus que jamais d'actualité. **FRANÇOIS ALLEMAND**

## La révolution des taux d'intérêt

« Elle profitera-t-elle à la croissance ? » Seront-ils dans la mesure où l'épargne nouvelle des ménages entrera en ligne d'elle une certaine méthode d'investissement des entreprises. On rejoint là une des préoccupations législatives de M. Jacques Delors : espérer que l'investissement prendra en 1982 le relais de la

Ce n'est pas la situation une préoccupation de préparer l'avenir, mais aussi un besoin immédiat de l'équilibre économique.

... dire aussi que, sans pré-  
juger les résultats de la com-  
mission Dauterne sur l'épargne,  
il n'est plus possible de  
sans miser sur les deux épar-  
pagnés, et de faire de l'in-  
flation sans que les prêteurs  
normaux se voient dévaluer 4 %  
de plus que l'inflation.

Déjà, M. Valéry Giscard d'Estaing a pu constater la création  
d'un marché de l'argent, et  
protégé de l'inflation, il  
était à une période où tous  
les taux étaient négatifs : le  
taux de l'argent, le taux de l'épargne ne  
étaient pas sur le même plan, mais  
ceux de l'obligation ne  
avaient pas le même avantage. Aujourd'hui, les  
taux sont tous largement  
supérieurs, la spoliation du  
livret de caisse d'épargne n'est  
plus insupportable et la  
monnaie n'est plus dévaluée.  
C'est à ces choses que l'état

Ainsi apparaît-il pour conclure que la fixation des taux d'intérêts, au-dessus de l'inflation, est à la fois une mesure à saisir et un risque à courir.

Une hausse à court terme ne se prolonge, elle peut-être enfin à moyen d'extirper les racines profondes des comportements responsables de ceux à qui l'industrie a toujours profité.

Un risque à court terme est nouveau : la consommation déquadrée pousse à l'écroulement, et on ne peut pas, sans à la limite, éviter d'écarter une certaine dose d'investissement.

En fait, il est de plus en plus probable que la révolution mondiale de la consommation entraînera une responsabilité croissante et tirant pas les conséquences des chances et des risques de ce nouveau défi.

(1) *Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, n° 30, décembre 1981.  
(2) *Revue de l'Institut de la Statistique*, 1981 du P.M.I.

**D**EPUIS le monde, l'argent circule, et ceux qui ne savent pas s'en séparer pour quelque temps ou pour longtemps, l'argent — qui est le moyen de gouverner le monde — l'argent qui prospère formellement tout intérêt, mais s'encombre de cela.

La France, traditionnellement la reine de l'Europe, ne dédaignait pas financer ainsi : les grands et nos grands-parents n'ont pas fait les emprunts aux latino-américains, qui pendant un moment du moins, faisaient fructifier leur Espagne.

En fait, ce n'est pas l'argent qui s'infiltre dans le monde, mais le monde remplace la monnaie des Etats-Unis et l'Allemagne pure et simple des Etats-Unis.

On apportait l'argent aux banques, le jour le jour, aux banques les plus proches par la banque n'importe quoi, avant que le monde ne se dévaste demain, le temps d'avoir l'argent au lieu de la faim.

Fructifier.

Les générations de l'après-  
1945 se sont peu ou prou  
essayées à vivre dans l'inflation  
et ont essayé de sauvegarder leur  
épargne contre l'inflation. Jus-  
qu'à la crise de 1973, elles y par-  
venaient tant que mal, le  
taux des émissions  
d'emprunt était en général su-  
périeur d'un ou de deux points à  
l'inflation.

Le pétrolier de [ ]  
venu [ ] ce fragile équilibre.  
Depuis neuf ans, les épar-  
nants ont prêté de l'argent à  
perte.  
Au creux de la vague, en 1975,  
après le premier choc pétrolier,

dermier rapport (1) que les taux réels précédents », tandis que le F.M.I. (3) n'hésite pas à signaler dès la première page de son rapport la « persistance de taux d'intérêt réels extrêmement élevés » et ajoute : « Il est fort probable que les taux d'intérêt réels resteront bien supérieurs aux niveaux habituels faibles, mais négatifs, des années 70 ».

**Le même taux  
d'intérêt réel**

C'est là une véritable révolution financière : pour la première fois depuis 10 ans, les taux d'intérêt (après déduction de la baisse des prix) sont redevenus positifs dans tous les pays.

... plus frappante, celle que les pays nominaux se situent entre 10 % et 15 % dans les pays, on constate que lorsqu'on soustrait l'inflation (de 10 % au Japon à 15 % en Italie), on arrive au 1<sup>er</sup> janvier 1982 à une situation d'intérêt nul + 0 % dans tous les pays : Etats-Unis, Japon, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada et Italie. C'est la plus

C'est ainsi qu'on a vu en décembre 1981 l'Al. France émettre en France à 12,5 % (taux réel d'inflation). Union Soviétique aux Etats-Unis à 14,5 % (taux réel 11 %). L'Allemagne émette son emprunt traditionnel de fin d'année à 9,75 % (avec 6,5 % d'inflation), Electric Power au Japon à 8,3 % (taux réel 4 % d'inflation), ce qui, à nouveau correspond à un taux réel, ou réel

## L'arme absolue contre l'inflation

Plus on va dans la connaissance du phénomène inflationniste, plus on quitte le terrain des lois mécanistes et plus on fouille les comportements psychologiques. Les mêmes causes ne produisent pas toujours les mêmes effets.

« L'on en croit que les anticipations rationnelles », dit-il, « nous permettent de penser que les politiques économiques par-delà les fluctuations ou les incertitudes à court terme, violent moins et moins les principes de la croissance. La courbe de Phillips, préconisant d'accepter un peu plus d'inflation pour avoir un peu moins de chômage, se trouve alors complètement démentie par les anticipations myopes à court terme. Et c'est bien ce que montre l'ajustement mondial à la stagnation et le surplus d'inflation s'accompagne d'un surcroît de chômage ».

Dans les années cinquante, les économistes clairvoyants à long terme, comme le taux d'intérêt, qui était une incitation à l'endettement, la pénalisation de l'épargne. Quel message ne se déjouit de s'être entendu il y a dix ou quinze ans pour acheter son logement ? A partir du moment où entreprises et ménages ont adopté ce comportement, ils ont commencé à propager les idées de la Minifin car ils ont intérêt à voir leurs dettes ainsi

(\*) Ancien ministre, professeur à l'École polytechnique.

Ce faisant, la relance générale souhaitée par la [REDACTED]











## BIBLIOGRAPHIE

## La crise en Europe

## UN INQUIÉTANT KALÉIDOSCOPE

DEPUIS le temps qu'elle dure, l'Europe a été le théâtre d'un jeu de miroirs. Les crises se succèdent, les problèmes se multiplient, les inquiétudes se font plus pressantes. Mais, dans ce kaléidoscope, il y a-t-il une logique ?

M. Ralf Dahrendorf, qui dirige la London School of Economics, après avoir été de 1970 à 1974 membre du Conseil économique des Communautés européennes, a écrit un livre qui tente de répondre à la question : « Europe à bout de souffle ou le second souffle ? ».

Malgré son titre, ce livre n'est pas un traité de l'économie européenne. C'est un livre de réflexion, de constat, de diagnostic. Il analyse les causes profondes de la crise, les erreurs commises, les perspectives d'avenir. Il est écrit avec lucidité, avec courage, avec une conviction profonde que l'Europe doit trouver une solution à ses problèmes.

C'est M. Jacques Delors qui nous parle de la France, sur le ton d'un homme qui connaît son pays. Il analyse la situation économique, sociale, politique. Il souligne les forces et les faiblesses. Il propose des pistes de réflexion. C'est un livre qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'Europe.

Chaque jour dans  
**Le Monde**  
ventes et locations  
dans les  
**5, 6, 7, 8, 15, 16**  
arrondissements

CESA - MARKETING  
LE CYCLE DES HAUTES ETUDES MARKETING

PROGRAMME  
pour cadres ayant des responsabilités de Direction dans le Marketing,  
la Publicité, la Vente, la Distribution.

1er / 15 Juin 1982

1ère partie  
Diagnostic  
Marketing

Mémoire

2ème partie  
Stratégie  
et Plan Marketing

10 / 22 Janvier 1983

Enseignement par conférences, exposés, débats, dirigés par des professeurs de HEC et de l'ISA.

Je désire recevoir le prospectus CESA - MARKETING  
Nom : ..... Fonction : .....  
Société : ..... Tél : .....  
Adresse de la Société : .....

Bulletin à retourner à Mlle BLONDEL - CESA MARKETING  
1, rue de la Liberté - 78350 JOUY EN JOSAS - Tél. (6) 941.80.90

CESA (HEC - CFC)  
CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DES AFFAIRES  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## ENTRE VENTS ET MARÉES

## La désindustrialisation allemande

Les entreprises allemandes ont vu depuis quelques années reculer leurs parts de marché dans de nombreuses catégories. Et le problème aujourd'hui posé est de savoir si ce recul du maintien de la compétitivité internationale de l'industrie allemande que s'est-il passé ?

Cette question n'est pas nouvelle. Elle a été posée à maintes reprises. Mais elle est devenue plus pressante ces dernières années. Les entreprises allemandes ont vu reculer leurs parts de marché dans de nombreuses catégories. Et le problème aujourd'hui posé est de savoir si ce recul du maintien de la compétitivité internationale de l'industrie allemande que s'est-il passé ?

## Un modèle

Ainsi les statistiques montrent-elles que, depuis 1970, les investissements nationaux ne furent dans l'ensemble du pays que de 10 % supérieurs à ceux de 1970, alors que de l'industrie seule furent de 25 % inférieurs. L'indice de la construction des bâtiments nouveaux dans le secteur manufacturier, révélateur de l'investissement, fut inférieur de 48 % en huit ans.

Il est clair que, depuis 1970, l'investissement industriel a été en recul. Ce recul a été plus marqué dans le secteur de l'industrie lourde que dans celui de l'industrie légère. Ce recul a été plus marqué dans le secteur de l'industrie publique que dans celui de l'industrie privée.

Crise en Europe, crise en Allemagne. Mais, malgré ses efforts, l'Allemagne n'a pas réussi à maintenir sa compétitivité internationale. Elle a vu reculer ses parts de marché dans de nombreuses catégories. Elle a vu reculer son niveau de vie. Elle a vu reculer son prestige.

## Centre de perspectives

Le Centre de perspectives internationales (C.E.P.I.) a été créé en 1970. Il a pour but de fournir aux entreprises allemandes des informations sur les perspectives de développement de l'industrie internationale. Il a pour but de fournir aux entreprises allemandes des informations sur les perspectives de développement de l'industrie internationale.

## est sans rapport avec les gains

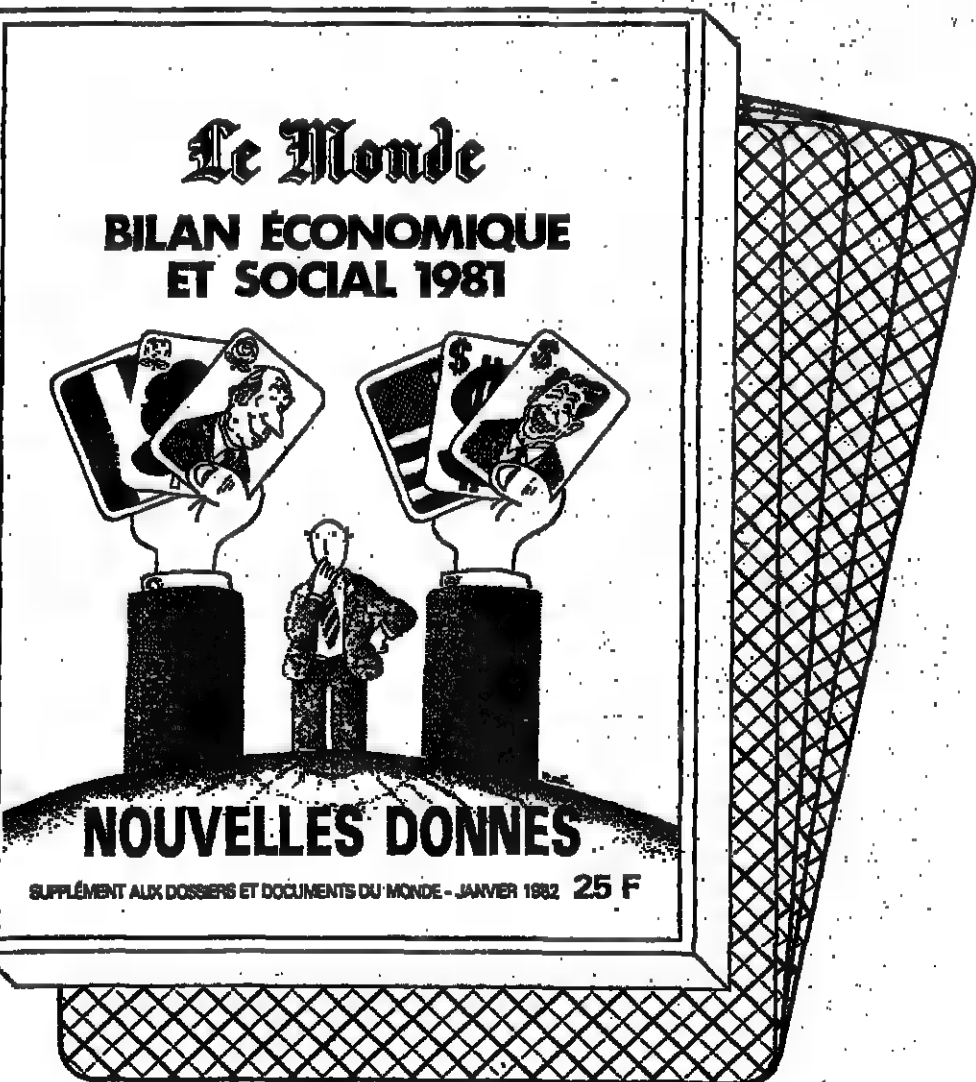
Pour réagir, l'industrie d'outre-mer a des handicaps. L'absence d'importantes industries d'armement dans son économie nationale en est un. La vision des banques allemandes qui recherchent plus que les banques japonaises la rentabilité à court terme, aussi. Le vieillissement de l'appareil de production national s'y ajoute : alors que 25 % des équipements avaient plus de dix ans en 1980, 41 % étaient dans ce cas en 1977.

## trique et électronique qui

construisent les plus importantes transformations dues à l'électronique, estiment les experts du C.E.P.I. Les investissements dans ce domaine se font attendre. Les grandes faiblesses de l'industrie allemande dans la conception et la fabrication des composants électroniques, le retard initial qu'elle a pris dans l'informatique, les projections momentanées dont elle a bénéficié pour les grands matériels électroniques, l'ont fait.

(Publiée)  
Colloque sur la  
**EXPERTISE IMMOBILIÈRE ET IMPOT SUR LA FORTUNE**  
Organisé par l'Institut français d'expertises immobilières (I.F.E.I.)  
Le lundi 15 mars à 14 h. 30  
Maison des Arts et Métiers, 9 bis, rue de Valenciennes - PARIS 19<sup>e</sup>  
animé par G. VIDALENCHE, rédacteur en chef d'Immobilier  
et J. LEVARD, président de l'I.F.E.I.  
avec la participation  
des représentants de la Direction générale des impôts  
Cochet de Gervais, 11 heures - Participation 300 F.  
Renseignements et réservations : I.F.E.I., 9 bis, rue de Valenciennes  
LEVALLOIS PERRET

## UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL DE 184 PAGES



UN AN DE GOUVERNEMENT DE M. REAGAN, SIX MOIS DE POUVOIR  
DE LA GAUCHE EN FRANCE, DEUX PROGRAMMES OPPOSÉS.  
LE MONDE EN ANALYSE LES CONTENUS ET LES PREMIERS EFFETS.  
LE POINT SUR LA SITUATION DANS 137 PAYS.  
DES TABLEAUX - DES GRAPHIQUES.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX **25 F**

LES VOICURIOTIS N  
S'ATTENDENT MOINS SÛRES ?

## MINISTÉRIELS ET

AGENCE A PARIS 12  
AGENCE A PARIS 12  
AGENCE A PARIS 12  
AGENCE A PARIS 12  
AGENCE A PARIS 12

PROPRIETES constructibles à BONNEVILLE  
TERRAINS constructibles de  
de 50 F à 250 000 F

PAVILLON à YERRES (91)  
Pavillon de 100 m<sup>2</sup> de surface habitable  
N° 100.000 F

PAVILLON - LA QUEUE-EN-BRÈNE (94)  
N° 100.000 F  
M. ABADIE

PAVILLON à TERNY-EN-BRÈNE (94)  
N° 100.000 F  
M. R. BOISSEL

500 000 000











emploi régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société de Construction de  
Biens d'Équipements Électriques  
recherche pour NANCY

**2 INGÉNIEURS  
TECHNICO-COMMERCIAUX**

Métropole et Exportation  
niveau III A

machines synchrones  
moyenne et grande puis-  
sance (réf. 28)

machines asynchrones  
moyenne et grande puis-  
sance (réf. 29)

Ces deux postes peuvent être confiés à des **INGÉNIEURS ELECTROMECANICIENS** ayant une expérience technique commerciale dans le domaine des machines tournantes, capables d'animer des équipes de vente et d'assurer des relations clients, réseau de vente, départements assemblés, etc.

Anglais obligatoire, Allemand souhaité.

CV, photo et prétentions sous No 24.969  
Publicité 20, avenue de l'Opéra  
Paris Cedex 01 qui transmettra

**Dans deux ans la Direction Générale  
100 000 produits industriels**

Si vous êtes le jeune X, Centrafin, Supélec qui a voulu commencer sa carrière par le BE ou la production pour faire ce métier d'ingénieur électromécanicien qui lui tient à cœur... Si maintenant le temps est venu pour vous de négocier le virage vers la responsabilité globale (le généraliste). Si vous préférez la vie en province, alors, vous allez nous écrire... et tout de suite...

Parce que nous vous proposons de devenir Directeur Général d'un département de 350 millions de CA après 2 ans. Vous allez d'abord assurer le développement technique et commercial de nos nouvelles gammes de petites machines dont environ 70% sont vendues chaque année à l'export. Obésité du compte d'exploitation, de fiabilité, de standardisation, vous ferez produire dans des usines équipées de robots depuis 1981 et dans lesquelles un atelier flexible démarre ces prochains mois. Vous profiterez au BE des applications concrètes de la CAO. Votre arrivée est attendue par des collaborateurs habitués à innover et prêts à vous suivre quand vous leur parlerez commutations électroniques, résines epoxy, aciers spéciaux, tout comme lorsque vous établirez de nouveaux prix de vente ou définirez une action inédite de promotion commerciale quelque part dans le réseau international. Et vous deviendrez en 1984-85 le responsable à part entière de ce département puisque vous n'aurez plus qu'à absorber la production, le personnel, la finance et votre bilan ! Et vous ferez... ces hommes qui vous auront reconnu Patron en même temps que la direction générale du groupe (1 milliard de CA). En... n'oubliez pas la référence 675M sur la première lettre que vous adresserez aux consultants de Sirca.



**Sirca**

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISTE  
DANS LE MATÉRIEL  
D'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE**

Filière d'un important groupe français

recherche

pour son établissement  
**BOURGUIGNON**

**ADJOINT AU DIRECTEUR  
DE LA PRODUCTION**

Ingénieur mécanicien diplômé  
(A.M. ou équivalent)

Le candidat aura une expérience de 2 à 3 ans  
dans le domaine de la mécanique générale.

Organisateur, capable aux techniques  
nouvelles, capable d'animer et  
coordonner différents services de la  
production.

Langue Anglaise appréciée.

Rémunération en rapport avec l'expérience  
et la compétence.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et  
prétentions à : Agence HAVAS,  
21000 DIJON, N° 522.716.

Nous recherchons

pour le CENTRE DE COMPTABILITÉ  
ET D'ÉCONOMIE RURALE DU LOIRET

**CONSEILLER DE GESTION (homme)**

Formation exigée : Ingénieur agricole ou équivalent.

Nous offrons :

Situation très évolutive.  
Promotion : chef de bureau dans les 3 années à venir.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à l'adresse au  
Centre Psychologique Longault  
41, rue de la Bretonnerie,  
45000 ORLÉANS  
chargé de la sélection.

**Chef de service**

administration  
des ventes export

LYON

Pour notre société - l'un des leaders mondiaux dans son domaine (biens de consommation) 250 millions de francs de CA à l'exportation dans 120 pays - la fonction administrative export est fondamentale, tant au plan logistique qu'économique, et représente des volumes d'information très importants. Le développement rapide de notre groupe s'effectue d'ailleurs essentiellement à l'étranger.

Pour assurer la succession de son responsable qui part en retraite, nous recherchons un professionnel très confirmé, 35, 40 ans environ, il aura acquis, soit dans un grand groupe, soit à travers plusieurs expériences complémentaires, une maîtrise de l'ensemble des composantes du métier : contrats, transports internationaux, assurances, facturation, relations bancaires, financement, contentieux.

Il sait coordonner et dynamiser l'exploitation, animer son service (17 personnes), organiser le travail (mise en place prochaine de la télé-gestion), négocier avec les fournisseurs et être le partenaire des directeurs de zones exportation.

Il travaille couramment en plusieurs langues (anglais, espagnol et si possible allemand).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature  
sous réf. 986 à KEY MEN, BP 235,  
69213 LYON Cedex 1.

**KEY MEN**

**COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX**

Message à

**X-MINES-  
CENTRALE-PONTS**

Les succès de votre première expérience professionnelle vous en ont convaincu :

Vous souhaitez faire une carrière plus dynamique au sein d'un grand groupe privé, dans le domaine de l'Environnement.  
Vous souhaitez une équipe, sur le terrain pour commencer.  
Vous souhaitez vivre en province.

Alors, prenez la responsabilité dans l'un de nos

**15 centres régionaux**

développez votre goût d'entreprendre tout en satisfaisant les exigences d'une mission de Service Public.

Nous vous offrons d'exprimer vos motivations et de développer votre

en écrivant sous référence M/116/JJ à notre conseil.

**mcp**

**CABINET Henri PHILIPPE**  
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

emplois internationaux emplois internationaux

d'Outre Mer

(et départements d'Outre Mer)

**Ingénieur commercial étranger**

Dans le cadre du développement de notre activité Travaux Publics à l'étranger, nous souhaitons renforcer la Direction Commerciale au sein de laquelle vous prendrez en charge l'action commerciale sur l'IRAK et les pays du Golfe.

Vos interlocuteurs sont les organismes d'Etat spécialisés des pays concernés, auprès desquels vous serez chargé de l'intégralité des missions commerciales, depuis le contact amont jusqu'à la signature des contrats, en passant par la mise à prix, et cela pour des projets aussi variés que : ouvrages d'art, barrages, travaux souterrains, centrales thermiques ou nucléaires.

Vous êtes ingénieur, formation X, ECP, ou Métière, ENPC, ESTP... et vous pouvez justifier d'une expérience de plusieurs années sur des chantiers L.P. Naturellement Commercial à l'étranger, vous êtes le maître des lieux et les déplacements fréquents vous effraient pas. Il vous faut être sûr de votre bilingue français-anglais.

Si vous occupez déjà un poste similaire, votre intégration n'en sera que facilitée.

Dans les deux cas, Bouygues vous propose un développement de carrière en rapport avec vos ambitions et votre "punch".

**BOUYGUES**

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8008 CE à  
Bernard Malagie - BOUYGUES - Direction du Personnel  
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

**INGENIEUR D'ETUDES**

Nous recherchons une grande entreprise industrielle

nous recherchons un jeune ingénieur pour lui confier au départ missions d'études dans le domaine de la mécanique traditionnelle.

Si vous êtes intéressé, nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé à M. BRIZZI,

73 Jean Jaurès

POUILLEY PUTEAUX

en précisant la référence

210

Partager la Direction Générale  
et s'imposer en douceur

**ARDENNES**

C'est possible au sein d'une entreprise spécialisée dans la transformation de métaux (produits en acier et en aluminium industriels), la réputation de notre entreprise, nous avons une bonne image et nous exportons 15% de notre production. Nous voyons un ESC, ayant un goût de la technique, ou un INGÉNIEUR (mécanicien de préférence), faire du métier, âgé de 32 ans minimum. Nous lui demandons de participer à l'actuelle Direction Générale avec la responsabilité d'ordre commercial, la gestion.

Une bonne connaissance de l'ANGLAIS parlé est indispensable. Nous prévoyons à votre arrivée une opportunité d'évolution que votre confiance acquise.

Merci d'adresser votre CV (référence 590M) à :

**FB CONSEIL**  
57 rue des Quatre-Eglises - 54001 NANCY

**CSNCR**

Do you love the sun and the sea and are you interested in working in a new hotel that will be opening in Elat on the Red Sea, Israel in August?

Those interested in working as (G.O.) entertainers previous experience necessary.

English a must.

Please contact:

for a personal interview at the George V on Tuesday 23rd and

Wednesday 24th February, 1982

Between 18 and 20 hours.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
PEINTURE** Techniques industrielles  
travail rech. pour développ. vente  
marchés distributeurs

ITALIE - ESPAGNE - FRANCE

**CADRE CCIAL**

Horaires de travail pour seniors force de vente. - Nouveaux clients

expériences. Habitués travail distributeurs. Nombreux déplacements, partiers italien et/ou espagnol. Tél. : (3) 468-14-17.

Recherche des-journeys amateur et deux personnes parlant une langue étrangère pour travail avec touristes de juin à octobre (6 mois) en Turquie

Candidatures intéressantes: Tél. : 259-09-37

hors heures ouvrables.

Entreprise internationale désire recruter d'urgence pour ses chantiers au Moyen-Orient, et Afrique du Nord, des

**CHEFS MÉCANICIENS**

et MÉCANICIENS DIESELISTES

ainsi que des ÉLECTRO-MÉCANICIENS.

grande expérience requise.

Ecrire avec C.V. détaillé.

B.P. 50, Tunis-Carthage

ou indiquant téléphone de contact.

Pour ZARBE INGENIEUR ELECTRICIEN ETUDES DEVS DE CHANTIERS

d'urgence pour ses chantiers au Moyen-Orient, et Afrique du Nord, des

**CHEFS MÉCANICIENS**

et MÉCANICIENS DIESELISTES

ainsi que des ÉLECTRO-MÉCANICIENS.

grande expérience requise.

Ecrire avec C.V. détaillé.

Tunis-Carthage ou indiquant téléphone de contact.

**LES EMPLOIS  
INTERNATIONAUX**

Cette classification permet aux sociétés nationales

internationales de faire appel

pour leur siège ou leurs établissements

situés hors de France leurs

appels d'offres d'emplois.

Les entreprises étrangères qui souhaitent recruter des ingénieurs, techniciens, dessinateurs, etc., pour leurs usines ou bureaux en France, peuvent adresser leur candidature à :

**GEAIRE DE VARIATION**







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Leader français du FORMULAIRE EN CONTINU pour l'informatique et la bureautique, C.A. : 450 MF, nous développons notre action commerciale par une approche sectorielle du marché.

Pour lancer ce nouveau mode de commercialisation, nous recherchons un

## ingénieur d'affaires

■ Approfondir d'un secteur comme, par exemple : Transports, Santé, Laboratoires, Bâtiment et T.P., Administrations et Organisations nationales, etc.

■ Être supérieur, avec expérience de 3 ans au minimum, à l'organisation de la bureautique, du développement de l'informatique, acquise directement dans le secteur d'activité, ou bien au travers d'actions de marketing au sein d'un Cabinet de Conseil ou d'une S.S.C.I., ou encore chez un Constructeur.

Ce spécialiste, rattaché à la Direction Générale de DANIEL CONTINU, déterminera avec les professionnels du secteur concerné un système de communication par le formulaire, et son concours au niveau DANIEL pour le promouvoir et pour le commercialiser.

La rémunération (fixe + incitatif motivant) sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Adresser C.V. détaillé, avec motivations et souhaits de rémunération, sous référence 138, à L.P.A., 11, square Jeanin 75016 Paris.



# elf aquitaine

RECRUTE POUR SA DIRECTION DE LA RECHERCHE DEVELOPPEMENT - INNOVATION A PARIS

## INGENIEUR D'AFFAIRES

### PROFIL :

- Diplômé Grande Ecole : Polytechnique - Mines-Centrale...
- Quelques années d'expérience souhaitées dans les problèmes de développements techniques
- Anglais courant.

### MISSION :

- Assurera la valorisation externe des techniques développées par le groupe
- Définira une politique de valorisation (licences, associations - création d'activités nouvelles)
- Mettra en œuvre la politique retenue (depuis la recherche de partenaires jusqu'à la conclusion des accords).

### INTERET :

Situation d'avenir pour élément dynamique souhaitant faire carrière dans le groupe et attiré par missions ou séjours à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 24883, Service Recrutement ELF FRANCE 137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07. Discretion assurée.

## CEM - Systèmes SCAM

Division de CEM

Cle Electro-mécanique

recherche pour son

## 1 INGENIEUR MECANICIEN

responsable développement

30 ans minimum - Anglais.

Ecrire avec C.V. à M. LAJOIX

CEM - Systèmes SCAM - 40, rue J. B. LAFONT - 92170 BAGNOLET Cedex

## BANQUE PRIVEE

A VOCATION INTERNATIONALE

Quartier OPERA-recherche

comptable

qualifié (ée)

Niveau BP ou D.E.C.S.  
2 à 3 ans expériences minimum  
C.C.B. - B.D.F.  
et Comptabilité Anglo Saxonne et/ou Bancaire appréciées

Envoyer CV, prétentions à N° 1771 FRANCACIP

17, rue de la Banque 75002 PARIS



Filiat d'un très important groupe industriel nous spécialisés dans la recherche et l'industrialisation de systèmes de transmissions.

POUR DEVELOPPER NOS SERVICES ETUDES ET DEVELOPPEMENT NOUS RECHERCHONS

## DES JEUNES INGENIEURS ELECTRONIENS

ENST, ESE, ISEP, ENSAM, ENSEM, ECAM...

Débutant ayant une première expérience professionnelle souhaitez acquérir une compétence dans le domaine techniques de pointe que nous développons :

TRANSMISSIONS OPTIQUES, TRANSMISSIONS DE DONNEES.

Après formation à nos produits et méthodes, vous participerez aux projets d'études et de développement de nouveaux équipements de transmission.

L'importance de notre groupe et ses attaches internationales permettent d'offrir des perspectives de carrière ouvertes dans les domaines technique, commercial ou export.

Si vous êtes intéressé vous pouvez adresser votre curriculum vitae, une photo et vos prétentions à l'attention de M. Jean VIGREUX.

POUR DEVELOPPER NOTRE ACTIVITE A L'EXPORT NOUS RECHERCHONS

## UN INGENIEUR D'AFFAIRE DELEGUE AU MOYEN ORIENT

Vous devrez posséder une bonne maîtrise des techniques de téléphonie et être intégré à l'équipe commerciale export après formation à nos méthodes et à nos produits.

Sous l'autorité directe de l'ingénieur d'affaire vous serez responsable sur place de la délégation commerciale : relations avec le client, avec l'administration locale, suivi des appels d'offres, gestion du personnel, gestion des matériels...

Une solide expérience dans ce métier, une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. L'arabe serait apprécié. Ce poste nécessite diplomatie, initiative et ténacité.

Si vous êtes intéressé vous pouvez adresser votre curriculum vitae, une photo et vos prétentions à l'attention de M. Stéphane CHAMPETIER.

LTT 1, rue Charles Bourseul 78700 CONFLANS SAINTES HONORINE - Discretion assurée -

## emplois régionaux

## emplois régionaux

## emplois régionaux

## emplois régionaux

## LA VILLE DE GRENOBLE

## SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

CHARGÉE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Adjoint du Secrétaire Général, aura pour fonctions principales :

- de participer à l'élaboration de la politique budgétaire et fiscale de la municipalité et de l'agglomération (budget annuel d'environ 1 milliard de francs) ;
- d'animer, dans le cadre de l'accroissement des responsabilités locales, un secteur d'interventions économiques ;
- la mise en œuvre des activités municipales, paraspécifiques, à caractère économique ;
- l'aide aux entreprises en matière de création de nouvelles entreprises ou à l'installation ;
- le développement des moyens nécessaires à l'insertion professionnelle et sociale des personnes en emploi ou en recherche d'emploi.

Cet emploi nécessite une expérience professionnelle d'au moins 30 ans, capable d'animer des équipes de personnes provenant de diverses structures.

Une solide expérience professionnelle de 10 années au minimum sera exigée. Il sera apprécié qu'elle ait été acquise dans le domaine financier ou économique.

### RECRUTEMENT

- Pour les fonctionnaires municipaux : Conditions statutaires.

- Pour les candidats externes :

Etre titulaire de certains diplômes tels que maîtrise, licence en sciences économiques, diplômes d'un I.R.A., diplômes ES.S.E.C., H.E.C.

### RÉMUNÉRATIONS

Traitement annuel de début : 119.868 F.

Candidatures manuscrites avec C.V. à adresser à :

Monsieur le Maire de Grenoble  
Hôtel-de-Ville  
11, boulevard Jean-Paul  
38021 GRENOBLE CEDEX  
Avant le 6 mars 1982.

## DIRECTEUR DES PRODUCTIONS

AM ou similaire

La Société - 600 personnes - 3 établissements - L'Est - en expansion régulière - appartient au secteur automobile et fabrique des équipements spécifiques. Elle utilise les procédés les plus modernes de fabrication automatisée. Dépendant du D.G., le cadre concerné aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes techniques (études, méthodes, outillage et coordination de la production des usines).

Formation : ingénieur diplômé AM ou similaire. Optimum 32 ans. Expérience de la fabrication en grandes séries.

Envoyer CV et photo à M. 222/01M à France Industrie, 22 rue St Augustin 75002 PARIS

## Société Bordelaise de Mécanique se diversifiant et développant de nouveaux produits

recherche

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Pour prendre la responsabilité des projets complets :

- Etudes, mise au point, réalisation.

Le poste idéal conviendrait à ingénieur expérimenté diplômé ayant 10 à 15 ans d'expérience en mécanique ou en métallurgie.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. photo et prétentions à M. 17, rue du Labyrinthe Label

17, rue du Labyrinthe Label

17, rue du Labyrinthe Label

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche une filiale française (1000 personnes) basée à PARIS

## responsable juridique

L'autorité du Directeur Général, il se verra confier des responsabilités relatives aux problèmes juridiques concernant la Société.

Il devra ainsi connaître et suivre la législation et la réglementation en vigueur (Droit des sociétés, contrats d'assurances, marques et brevets...), participer à la négociation des contrats et assurer les relations avec les organismes spécialisés.

Il devra convenir d'un minimum d'âge d'environ 27 ans justifiant d'un D.E.S.S. de Droit ou d'un diplôme équivalent ou d'une expérience en Droit des affaires (D.J.C.E.) et d'un minimum de 1 à 2 ans dans des fonctions similaires.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Ecrire avec CV et prétentions à M. 3063 à :

France Lidau S.A.

41, rue Paul Chenavard 69001 Lyon

qui transmettra.

LE RÉPUBLICAIN DÉPARTEMENTAL en Eure-et-Loir recherche

## JEUNE JOURNALISTE LOCAL

Diplômé d'une école de journalisme. Expérience de 2 ans minimum dans un journal local. Le poste est à pourvoir au siège de l'Echo Républicain, à Chartres.

Env. C.V., photo, passe-port, à l'adresse suivante :

"ECHO RÉPUBLICAIN" Rédaction en chef

18, rue de la République, 28004 CHARTRES

Séjour en France et en Europe, formation d'un groupe industriel de taille internationale. Recherche dans le cadre du développement de ses activités en France :

## JEUNES INGENIEURS

- développement de logiciels dans le domaine de systèmes aéronautiques.
- La préférence sera donnée aux candidats bilingues anglais-français.
- Lieu de travail :

TOULOUSE

Env. C.V., photo et prêt. à M. 112, Bd Voltaire, 75011 Paris.

## ORGANISME PARITAIRE

## HOMME SYSTÈME

Formation maîtrise informatique ou ingénieur.

- Expérience professionnelle souhaitée.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

● Ou au sein d'un organisme public ou privé.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CLAUDE DEVARRIEUX



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Une grande banque américaine internationale recherche pour sa filiale, banque d'affaires française, située à Paris (quartier Opéra), un responsable des financements à l'exportation

spécialiste de la négociation et du montage de crédits à l'exportation, court et moyen terme, et ayant si possible une bonne connaissance des techniques documentaires.

La formation supérieure, sera parfaitement bilingue français/anglais et les qualités nécessaires pour s'adapter à une organisation structurée disposant d'un réseau international.

Rémunération compétitive offerte.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référence 9443 à MEDIA-SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra. Confidentialité assurée.

Importante Société, basée en France et à l'étranger dans le domaine de la protection contre la corrosion des pipelines et structures offshore.

## Ingénieur électricien électromécanicien ou électrochimiste

30 ans minimum, expérience des devis et chantiers internationaux anglais indispensable, disponible rapidement.

Qualité exigée : la fiabilité.

Indispensable : curiosité.

75% proche Paris-Ouest : études, calculs, devis, négociations.

France et à l'étranger : organisation et suivi des chantiers, avenir souriant pour ambitieux réalistes et efficaces.



Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Pipeline Service - direction l'emploi - réf. PC PLS 5, Rue Chante Coq - 93100 PUTEAUX.

## Importante société financière

Nous sommes une société française en affaires avec plus de 120 pays. Nous renforçons l'équipe pluridisciplinaire de notre département industriel et recherches un

## Ingénieur pétrochimie

ayant une expérience de plusieurs années en montage, en exploitation, entretien et sécurité des grandes installations chimiques ou pétrochimiques.

Il aura pour mission d'apprécier le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement assumer une responsabilité financière.

Cette activité technique et commerciale nécessite un anglais courant et offre l'opportunité de déplacements courts mais fréquents à l'étranger.

Adressez votre candidature à l'adresse ci-dessous, sous référence 4467 M, 1 rue de la Harpe 75001 PARIS.



**Bernard Julliet**  
**Psycom**

Membre Syntec

LABORATOIRE DE RECHERCHE  
Filiale d'un Groupe International  
non-Ferreux, métaux

## JEUNE INGENIEUR

E.N.S. Chimie E.S.P.C.I.  
pour Département  
ANALYSES CHIMIE MINERALE

Fonctions :

- animation équipe de chimistes  
- mise au point de méthodes analytiques  
- suivi analytique et assistance aux différents laboratoires du Centre de Recherche

Poste ouvert à débutant ou candidat ayant une première expérience.

Anglais indispensable.

Aptitude pour l'animation d'une équipe

Lieu de travail : BANLIEUE OUEST.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9443 à MEDIA-SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

GRAND GROUPE ELECTRONIQUE FRANÇAIS recherche

## INGENIEUR

Physique - Chimie de Paris

(ENSCP) ou équivalent, 10 ans d'expérience études et développement de composants électroniques.

Solide expérience en physico-chimie. Esprit de synthèse, ayant des aptitudes pour l'animation d'une équipe possédant le sens des relations humaines.

Connaissance de la langue anglaise.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 9443 à

Organisation et publicité

## rai-tillières

Fabricant de Toiles et Rouleaux pour papeteries recherche

## 2 technico-commerciaux

France + Etranger

Formation papetière souhaitée.

Fibre élevée + intérêt + remboursement frais réels.

## 1 responsable service application

Formation papetière nécessaire.

Pour candidat à valeur, poste responsable commercial créé.

Pour trois postes, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V. et prétentions à :

RAI-TILLIERES - RAI - 61270 AUBE

A l'attention Monsieur SCHEIDT

NOUS SOMMES UNE SOCIETE FRANÇAISE Solidement implantée en France et aux U.S.A.

Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans

nous recherchons pour notre

DIVISION ELECTRONIQUE

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

Pour prendre en charge l'étude et la mise au point de simulateurs

Ce poste nécessite :

- une bonne expérience en micro-électronique et électronique analogique,  
- des capacités d'encadrement pour organiser et animer une petite équipe qui prendra en charge la complète de ces simulateurs.

## RESPONSABLE APRES-VENTE

Pour créer et développer l'activité après-vente comprenant : sur site, gestion des rechanges

et fourniture de documentations techniques.

Ce poste s'adresse à un bon gestionnaire ayant l'expérience de l'après-vente de systèmes informatiques à l'échelle mondiale.

Il lui offre l'opportunité de prendre, à court terme, de larges responsabilités.

Lieu de travail : PARIS-EST

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions précisant le poste souhaité sous référence 17753, à :

JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

annonce parée

Très Important Groupe Français

Fonction personnel

## jeune cadre débutant grande école

Double formation appréciée. Ecole d'ingénieurs ou Ecole Supérieure de Commerce + I.N.E.D. droit ou de sciences-éco + certificat comptable du D.E.C.S... Pendant les 2 ou 3 premières années, il sera au niveau du Siège de la Société un poste fonctionnel et s'initiera aux divers aspects de la Gestion du Personnel et des problèmes sociaux. Par la suite, il pourra être affecté dans un poste opérationnel.

Adresser votre dossier de candidature complet sous la référence 1207 à

SVP RESSOURCES HUMAINES 7 rue de Logebach 75017 PARIS

GROUPE TERTIAIRE DE PREMIER PLAN recherche

## UN JEUNE DIPLOME

Pour le département

## organisation

Il lui sera confié après formation des missions d'études de conseil et d'organisation concernant les directions du Groupe.

Pour ce poste, larges perspectives d'évolution, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Université (DEA ou DESS de Gestion, d'économie), fortement motivé par la fonction, et ayant un excellent contact humain.

Le poste est situé à PARIS.

Nous vous remercions d'envoyer lettre, C.V., photo, prétention, si possible numéro de téléphone No 24582 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Siège CHIMIQUE POINTET-GIRARD

POUR SON DÉPARTEMENT REACTIFS IRE

Un des leaders mondiaux sur les techniques séparatives appliquées à la biotechnologie recherche

## RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT (POSTE BASÉ A PARIS)

Placé sous la responsabilité directe du directeur

de la division.

Le titulaire du poste assurera l'animation (assistance technique, suivi et soutien commercial) à l'étranger, (OEM).

Ce poste conviendra à de jeunes diplômés ayant une formation technique solide en biochimie (DEA, 3<sup>e</sup> cycle), complétée d'une première expérience technico-commerciale (ou équivalente).

Il requiert une grande mobilité ainsi que la maîtrise courante de l'anglais.

Nous remercions d'adresser lettre de candidature manuscrite, photo, C.V. et prétentions à : Société Chimique POINTET-GIRARD, 35, rue Jean-Jaures, 92390 Villeneuve-la-Garenne.

SACER

## CADRE ADMINISTRATIF DÉBUTANT

Désireux faire carrière dans une grande entreprise de Travaux Publics :

- Formation : E.S.C. (option finances comptabilité). Maîtrise de droit ou de sciences-éco + certificat comptable du D.E.C.S...
- Bonne disponibilité géographique.
- Du battant, du tact, le goût du détail, la recherche de l'efficacité...

Formation progressive au siège de la région Ile de France (grande banlieue) en vue d'accéder à terme à des responsabilités de gestion.

Adresser dossier à SACER, Service du Personnel, 1, rue Jules Lefebvre - 75009 PARIS.

## BOSSARD CONSULTANTS

un des tout premiers cabinets français de conseil en management, implanté également en Espagne, Italie et aux U.S.A., recherche des

## INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS

(X. MINES. CENTRALE)

Envoyer C.V. avec photo à Th. JACQUELIN, 12, rue Jean-Jaures, 92807 PUTEAUX CEDEX.

## publival

27, Route des Gardes, 91100 MEUDON BELLEVUE  
BUL 123, 136 et 138 - Invalides ou Montparnasse

534 64 24

recherche d'urgence

## une assistante qualifiée P.A.

Ecrire C.V. et prétentions sous référence 17753 à JEAN REGNIER PUBLICITE, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris qui transmettra.

4467 M







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# ENERTEC SCHLUMBERGER

recherche un

## INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

pour développer les ventes de Systèmes de Tests de Composants

Basé à Montigny-le Bretonneux, cet Ingénieur fera partie d'une équipe de 4 Ingénieurs de Vente et dépendra directement du Chef d'Agence. Il sera chargé de la prospection du marché dans le secteur Sud - Sud-Est de la France et aura pour objectif d'accroître ce marché de + 30% par an. Il aura la responsabilité de la négociation avec des interlocuteurs de haut niveau dans l'industrie de l'informatique, la télécommunication, le contrôle et régulation, la fabrication de circuits imprimés.

Le candidat idéal, âgé d'environ 30 ans, est un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole. Sa connaissance de l'Anglais, son expérience dans le domaine du test de circuits intégrés, sa compétence dans la vente de biens d'équipements industriels électroniques lui permettront de réussir rapidement dans ce poste.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae détaillé en indiquant votre rémunération actuelle à :

ENERTEC

Schlumberger

Alain RIVET  
4, avenue Boequet  
78190 - Montigny-le Bretonneux

## 2 ingénieurs généralistes

(CENTRALE, MINES, AM, INSA)

Leader mondial dans sa spécialité (fabrication et distribution de produits de grande consommation), notre Société fait partie d'un très important groupe international. Nous recherchons, pour notre usine située dans une ville de province très proche de Paris, région Nord :

### Responsable matériel de fabrication

Réf. 82 205

Rattaché au chef de fabrication, il a en charge la maintenance des installations de l'usine (mécanique, électromécanique) en vue d'automatisation. Il organise l'entretien curatif et préventif des équipements, dans un souci constant d'amélioration et de productivité, à la tête d'une équipe de 30 personnes. Il gère un budget annuel de 15 millions de francs. Ce poste requiert une expérience industrielle d'environ 5 ans, acquise dans l'industrie lourde, de préférence chimique ou métallurgique. Pour affronter l'avenir de la Robotique, de bonnes connaissances en informatique constituent un atout.

### Ingénieur recherche procédés

Homme de prospective et d'innovation, il étudie les procédés de fabrication pour proposer des améliorations en vue d'une meilleure... Totallement autonome, il se documente, tant en France qu'à l'étranger, auprès des grands organismes susceptibles de lui apporter des informations exploitables dans son... C'est aussi et surtout une forte personnalité, un novateur-né, sachant tirer profit de son ingéniosité. Une première expérience de recherche dans l'industrie chimique constitue certes un atout, mais le potentiel personnel primera pour ce poste, très évolutif.

D'intéressants niveaux de rémunération sont liés à ces deux postes, pour lesquels vous êtes invités à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) en précisant la référence choisie, à notre Conseil

Selecom

225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS

annonce parlée\*

Etablissement à caractère industriel et commercial.  
Secteur Energie.

## Ingénieurs expérimentés chargés de mission

- Transformations thermochimiques (Réf. 1202)
- Agriculture agro alimentaire (Réf. 1203)
- Biomasse forestière (Réf. 1204)

Chargés de l'instruction, la gestion des projets, la mise en œuvre, ils contribueront à promouvoir et soutenir leur développement, à évaluer les résultats dans le cadre d'une politique concertée. Ces postes impliquent un haut niveau de compétences techniques spécialisées, complété par une maîtrise pratique du milieu industriel, enrichie par une expérience d'au moins cinq ans dans les domaines précités. Cette fonction permanente de relation avec les industriels, les collectivités locales et les institutions implique de véritables dons de diplomate et de dialogue. Anglais souhaité.

\* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif de l'offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement de toute décision de notre conseil d'administration. Appelez 763.11.15 de 9 h à 18 h. Précisez la référence.

SVP Information Carrière  
7, rue Logelbach, 75017 Paris.

GROUPE  
DROUOT

LES ASSURANCES DU GROUPE DROUOT  
C.A. + 17% en 1981 recherche un

## JEUNE INGENIEUR

CENTRALE, SUP.ELEC

option informatique appréciée

5 ans d'expérience système IBM 3033 - MVS/IMS  
Vous serez un des éléments moteurs de notre

### NOUVELLE EXPLOITATION

Vous mettez en place des techniques et des méthodes de pointe. Un exemple : vous participerez à l'aménagement de la nouvelle salle d'ordinateurs avec l'installation de nos deux IBM 3081.

Vous aurez à mettre en place les logiciels d'exploitation, vous développerez les performances d'utilisation des ordinateurs et des équipements périphériques (actuellement 500 terminaux).

Vous développerez de façon continue la compétence technique de l'exploitation.

Vous pourrez par la suite évoluer vers le SYSTÈME, l'APPLICATION ou vers d'autres fonctions dans l'entreprise, ce qui vous permettra d'utiliser vos compétences.

Adressez votre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 018 à Claude BERGES -  
Chargé de Recrutement - 1, place Victorien Sardou 75161 MARLY-LE-ROI Cedex (93)  
Tél. 01.61.11.11.11 - 3533.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
d'un Groupe International  
recherche pour son  
Etablissement informatique basé à Paris-Est

## 1 CHEF DE PROJET CONFIRME

(Ingénieur Grande Ecole)

INGENIEURS  
SYSTEMES  
ANALYSTES-  
PROGRAMMEURS  
(BTS)

Formés sur 11 - RSX 11 M et micro-  
processeurs pour études et réalisation de  
systèmes informatiques industriels et  
systèmes de conduite réseaux.  
Anglais obligatoire, souhaité.

Candidature, C.V., prétentions  
et photo à No 25118 CONTESSE Publicité  
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, 4-12.

camf

Niort (Deux-Sèvres)

Coopérative des adhérents de la MAIF (la mutuelle des instituteurs), installée à proximité de l'Atlantique (80 km), nous sommes devenus un grand de la vente par correspondance et nous confirmons notre taille (1400 p., MAIF de 1981).

informatique dispose de huit HP 3000 dans un parc d'applications, nous avons un recours de plus en plus aux micros. Nous accueillons aujourd'hui

### un ingénieur logiciel "logistique" (réf. 112 LM)

Vous complétez l'expérience de l'entreprise et des équipes régionales en optimisant le transport. Vous êtes ingénieur et Métiers, de préférence, et vous avez acquis en 5 ans une solide expérience en équipements de gestion d'entrepôts; vous maîtrisez les techniques de R.O., les automatismes et programmation.

### un ingénieur système "micros" (réf. 113 LM)

Vous participez au développement de nos produits, portez notre stratégie de vente et supportez ceux qui sont utilisés comme outils pour VIDEOTEXT et VIDEODISK.

Vous êtes ingénieur ESE (ou école équivalente), avez appris à manipuler un oscillo comme à réaliser un logiciel de base et votre expérience de 2 à 4 ans a été acquise dans un environnement minis et micros.

Notre consultant, J.M. VIAL, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à "Carrières de l'informatique". Sachez que nous ferons aussi appel à des candidats qu'à Paris.



ALEXANDRE TIC S.A.  
5, RUE CREBILLON - 44000 NANTES  
PARIS - LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

## Jeune ingénieur

1 à 2 ans d'exp. en informatique  
180 000 F +

Notre société est la filiale d'un très grand groupe français de dimension internationale. Nous connaissons, grâce à la qualité de nos interventions et nos collaborateurs une forte expansion.

Pour développer les systèmes télématiques, nous recherchons un JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR ayant impérativement la connaissance de L'ASSEMBLEUR IBM ET DU TEMPS REEL.

De formation supérieure, (Ingénieur, IUT ou équivalent...), le candidat devra avoir une expérience d'au moins 1 à 2 ans dans une société informatique (Constructeur ou SSC).

Pour un élément de valeur, la taille du groupe nous offre de bonnes perspectives de carrière.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M 1233 à notre Conseil.

ORECI

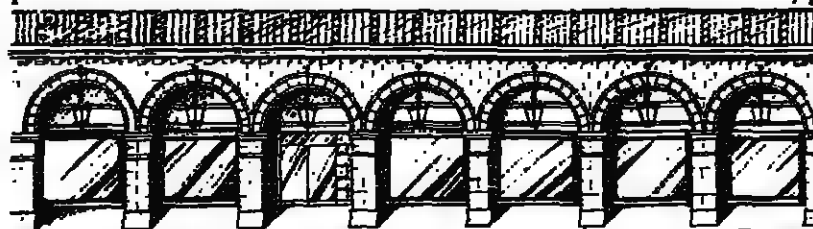
13, rue de Cypellane  
75008 PARIS

## HAVAS CONTACT S'INSTALLE AU PALAIS ROYAL

Aujourd'hui, Lundi 22 Février, Havas Contact s'installe dans ses nouveaux locaux au

1, place du Palais-Royal - Paris 1<sup>er</sup>

Son nouveau numéro de téléphone est le  
296.12.92



LE LANCEMENT DE SA NOUVELLE  
GENERATION D'ECHOGRAPHES  
DIVISION MATERIEL MEDICAL DE

Brüel & Kjaer France

## JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation INGENIEUR BIO-MEDICAL ou équivalent et possédant des connaissances de base en ECHOGRAPHIE.

Il sera chargé de l'introduction, puis du développement des ventes en France de notre nouvelle gamme d'échographes.

Le poste sera complété par des stages au Danemark.

Le candidat devra être pourvu de valeur.

Véhicule et permis de conduire C.A.

Adressez C.V. + prétentions à :  
BRUEL & KJAER FRANCE  
38 rue Champoreux - 91540 MENNECY

CCMC

32 Agences Commerciales en France  
recherche pour PARIS/PROVINCE

## JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

- Formation en Gestion Comptable: ESC, Sciences Éco ou équivalent.
- Goût pour la technique Informatique et évolution.
- Première expérience "sur le terrain" appréciée.

Après un stage de formation de 2 mois à notre "École-Produits", vous participerez au développement de l'assistance auprès des Cabinets Comptables et des Entreprises.

Les postes concernent exclusivement des candidats volontaires, dynamiques et ambitieux. Ils sont rapidement évolutifs, et rémunérés par un fixe substantiel + commissions + primes d'objectifs + avantages sociaux.

Veillez écrire avec C.V., prétentions

et photo - sous réf. 5833/B

Service Recrutement - Carrières

B.P. 6129

45061 ORLÉANS - CEDEX

CCMC  
informatique - gestion

OFFRES D'EMPLOIS

TECHNIQUE  
RECHERCHE

Jeune  
à for  
110 000

SECRÉTAIRE  
GÉNÉRAL

F.F.M.J.C.  
RUE DE LA MAISON DES JEUNES  
ET DE LA CULTURE

Handwritten note in a box.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Augmentation annuelle du chiffre d'affaires de près de 40 % durant les quatre dernières années.  
INTERTECHNIQUE, qui bénéficie du plan bureau du Ministère de l'Industrie, recherche :

1/ Pour la Direction des Etudes : **DES INGÉNIEURS DE HAUTE TECHNICITÉ** (REF. DE-4)

qui seront chargés du développement des logiciels associés.  
Une expérience réelle de deux à six ans acquise dans la réalisation de logiciels de base est indispensable.

2/ Pour sa Direction Organisation et Informatique :

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DÉBUTANT** (REF. DO-5)

titulaire d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, MAGE...)

Au sein d'une équipe jeune, il participera à la conception et à la réalisation de différents projets de gestion en temps réel sur base de données à l'aide d'un mini-ordinateur REALITY 2000.  
La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur nouveauté lui permettront de développer ses connaissances et ses compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

3/ Pour son service Clients :

a) Pour son service social : **INGÉNIEURS DÉBUTANTS**

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES NIVEAU V/3 (REF. SC-6)

la réalisation de procédures et participeront à la mise au point des techniques d'intervention.

**INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES** (REF. SC-7)

Ayant de bonnes connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés.

b) Pour son agence de LILLE :

**UN INSPECTEUR TECHNIQUE ÉLECTRONIEN** (REF. SC-8)

Ayant de bonnes connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés.

Un stage de formation au siège social est prévu.  
POUR TOUTES LES POSTES, LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE ANGLAISE SERA APPRÉCIÉE.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.  
Restaurant d'entreprise.  
Adressez C.V. avec photographies, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - CHATOU

Le Syndicat d'une grande profession libérale permanente évolution recherche

**SECRÉTAIRE GENERAL**

Le développement de l'organisme en plus du administratif habituel, élargir et animer l'ensemble des services (juridique, économique, social) la profession.

Il aura la responsabilité de la direction des services et la promotion des activités syndicales et professionnelles.



Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à : rue Ambroise Courbet 73116 PARIS, sous référence 24.535.

**F.F.M.J.C.**

recherche

**FUTUR(E)S DIRECTEUR(ICE)S DE MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE**

Importante expérience animation exigée.  
Demander documentation avant le 27 février à : F.F.M.J.C. (sevr. form. 15, r. La Condamine, Paris-17°)

## Jeune gestionnaire à fort potentiel

110 000 F

L'un des principaux groupes industriels français de renommée internationale, le public que privé, recherche UN JEUNE GESTIONNAIRE A FORT POTENTIEL.

3 ans, attaché à la Direction Administrative et Financière du siège, sera chargé pour acquérir une bonne expérience des méthodes de gestion du groupe, en comprenant les aspects techniques et fonctionnels.

Durant cette période, vous remplirez des missions d'organisation administrative : commerciale, comptable ou de production dans les filiales françaises et étrangères.

Vous intéressez-vous à une entreprise à un poste de responsabilité : (contrôle de gestion, gestion générale).

Vous formation, diplôme d'une grande école commerciale ou de gestion (HEC, IEP, ESSEC, ESCP) et une première expérience professionnelle réussie d'un à deux ans vous incitent à faire carrière au sein d'un des leaders de l'industrie française.

Vous goût des responsabilités, votre esprit d'analyse et de synthèse font de vous un homme de réalisation et de méthode.

Vous êtes relationnel, votre ouverture d'esprit vous permettent de dialoguer à tous les niveaux de la hiérarchie.

Mobile, le plan géographique, vous parlez couramment anglais.

Sylvie CATHELAIN remercie de lui adresser votre candidature (C.V. + photo) qu'elle traite confidentiellement sous la référence 3001 LM.



Département conseil en recrutement  
135, Avenue de Wagram, 75017 PARIS

Filiale du Groupe MATRA,  
PICART LEBAS développe des systèmes de gestion d'AUTOCOMMUNICATEURS (une deuxième unité en avril prochain). Elle recherche un INGÉNIEUR en position d'

## Adjoint au Directeur industriel

pour l'étude des produits et leur mise en production industrielle il devra :

- Animer une équipe études et une équipe réalisation (en tant que responsable technique et technique).
- Planifier et organiser la production (qui sera multipliée par 5 en 2 ans) sur un site industriel sur l'usine de Châteaufort (130 km sud-ouest de Paris), en liaison avec le Directeur des Programmes de la filiale.

L'ingénieur confirmé que nous recherchons est un ingénieur industriel de formation et de préférence une expérience en mini-informatique (y compris soft). Très expérimenté et autonome, c'est un homme de terrain, un animateur. Il répandra son savoir entre le bureau et sur le terrain à Paris et Châteaufort.

Une réussite dans ce poste ouvre des possibilités d'évolution à haut niveau dans le groupe. La rémunération est attractive (selon le départ). Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et lettre actuelle) sous la référence PLI/LM à notre conseil.

Raymond Poulain Consultants  
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche un

## acheteur

Ce poste, doté de larges responsabilités, conviendrait de préférence à un **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**, 30 ans minimum, possédant si possible une première expérience de la fonction achat et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Le poste est à pourvoir rapidement à Paris-La Défense.

Adressez candidature, C.V., photo sous référence 5471 (mentionnée sur l'enveloppe) à :

MEDIA-SYSTEM  
Emplois et Carrières  
104, rue Réaumur 75002 Paris



recherche pour sa société.

**HEULIEZ CARROSSERIE**

CARROSSERIE AUTOMOBILE - EMBOUTISSAGE

## RESPONSABLE DES VENTES

pour la France de la branche véhicules haut de gamme et véhicules spécifiques (C.A. : 350 MF en 1981). Animateur d'une équipe d'agents commerciaux, son objectif sera d'élargir le champ de clientèle couvert par les réseaux de distribution associés, et surtout de développer les ventes directes aux administrations et organismes publics.

Ce poste conviendrait à un cadre de 30 ans minimum diplômé d'une école commerciale et pouvant faire état d'une expérience réussie de quelques années dans la vente de véhicules industriels au sein d'un réseau commercial d'une marque d'origine étrangère. Les perspectives de carrière sont certaines pour un candidat de fort potentiel et ayant une bonne pratique de l'anglais.

Adressez CV + lettre manuscrite précisant numéro de tél. à :

notre Conseil, sous réf. 900 LM

J. AUMONT, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS

Une société française spécialisée dans l'ORFÈVRE, la production, la commercialisation d'articles de table, souhaitant renforcer sa part du marché tant en France qu'à l'étranger, cherche un

## Responsable Marketing

190 000 F

Sous l'autorité du Président Directeur Général, il devra créer la fonction marketing. Responsable du choix et de la qualité des produits, il mettra en œuvre, il aura à :

- rassembler la clientèle existante sur une meilleure manière et une approche plus précise des goûts de la clientèle,
- développer de nouveaux produits,
- éduquer la force de vente à l'aspect technique des produits.

Le candidat doit être d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école de commerce justifiée d'une solide expérience marketing acquise au sein du secteur « Produits durables de grande consommation ».

Imaginatif, créatif, il aura à s'imposer une rigueur et une diplomatie dans un environnement de notion de budget et de contrainte budgétaire de rigueur.

Gilbert RAYNAUD remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 3001 LM.

## Chef des ventes export

170 000 F

Un poste de haute responsabilité, il devra être un objectif marketing mais vital pour la société : décupler le chiffre d'affaires à l'export dans les cinq ans à venir.

Présent sur le terrain, il ouvrira et consolidera les marchés européens à forte potentialité, négociera la grande exportation : Afrique, Moyen-Orient, les besoins locaux, il nommera sur place, contrôlera un réseau d'agents ou de distributeurs. Le suivi commercial des opérations sera assuré du siège par une petite équipe qu'il dirigera.

Ce poste s'adresse à un homme d'exportation expérimenté, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure.

Son aptitude à négocier sur des marchés à l'export où il faut être présent et disponible à 80 % de son temps, constituera son principal atout de réussite. La pratique de l'anglais et l'allemand sont impératives.

Gilbert RAYNAUD remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la réf. 5003 LM.



Département Conseil en Recrutement  
135, Avenue de Wagram, 75017 PARIS

## Faites parler les chiffres !

10.000 personnes, un C.A. de 15 milliards, notre client, un des leaders de la grande distribution en France.

## Jeune contrôleur de gestion

110 000 F

pour une de ses unités situées en région parisienne.  
Responsable de l'outil comptable, il sera le garant de sa crédibilité et de sa fiabilité.

- Animer son équipe, transmettre et informer les responsables du rayon.
- Contrôler les comptes d'exploitation mensuels, trimestriels, annuels.
- Assurer l'audit interne du magasin.
- Mettre en œuvre la Direction les instructions à prendre.

La formation : Baccalauréat Commerce ou licence de Sciences Économiques + DECS, ainsi qu'une première expérience professionnelle dans le commerce de gestion.

Vos souhaits ? Répondre à des problèmes variés, concrets, liés au terrain où vous pourrez mesurer votre efficacité, travailler avec autonomie dans un environnement dynamique.

Sylvie CATHELAIN remercie de lui adresser votre candidature (C.V. + photo) qu'elle traite confidentiellement sous la réf. 5001 LM.



Département Conseil en Recrutement  
135, Avenue de Wagram - 75017 PARIS

Siège PARIS  
Important Groupe Industriel  
Secteur Public, recherche pour sa  
DIRECTION FINANCIÈRE

## CADRE

Diplômé Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, école sup. de commerce maîtrise sciences économiques) et formation expertise comptable ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Affectation au service central de la comptabilité et des analyses de gestion Perspectives ultérieures à la carrière en Région Parisienne et Province et l'intérieur du groupe.

Ecrire sous no 24968 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ COURBEVOIE- LA DÉFENSE**

recherche

**2 OPÉRATRICES**

gestion de fichier.

**TRAVAIL EN ÉQUIPE**

Rémunération : 4 ou 5.000 F

brut mensuel

avant cotisations.

Écr. n° 1694, à MEDIA P.A.,

9, boulevard des Italiens,

75002 PARIS qui transmettra.

**RECHERCHES**

**TECHNICIEN**

Titulaire B.T.S. ou D.U.T.

ELECTRICIEN

pour maintenance appareils

mesure électrique.

Envoyer C.V. à :

M. HEVIN,

ACCELERATEUR LINÉAIRE,

86c. 200 - 91405 ORSAY.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC, société du Groupe SCHLUMBERGER, recrute pour son Centre de VÉLIZY

## INGENIEURS D'ETUDES

### DÉPARTEMENT ENREGISTREMENT MAGNÉTIQUE

Un Ingénieur chargé de l'étude de la conception de têtes magnétiques et de leurs supports, ainsi que de la fabrication.  
Il aura à animer une équipe de 4 agents techniques et aura des contacts fréquents avec le service de production.

**Profil:**  
Ingénieur débutant, ayant des connaissances en électronique et en physique; langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant le département souhaité, au

**ENERTEC**  
**Schlumberger**

Service du Personnel  
1, rue Nieuport  
78140 VÉLIZY

### DÉPARTEMENT AUDIO-PROFESSIONNEL

Un Ingénieur pour participer à un projet de console de mixage numérique.  
Il sera responsable de la conception et de la réalisation de circuits analogiques et logiques.

**Profil:**  
Ingénieur ESE, TELECOM, ENSI, connaissant les micro-processeurs et le traitement du signal; langue anglaise indispensable.

An sein du groupe SCHLUMBERGER, ENERTEC conçoit et réalise des systèmes complexes d'instrumentation électronique.  
Son département INSTRUMENTATION GÉNÉRALE recherche un

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL pour la zone Paris

De formation électronique, cet ingénieur aura de préférence déjà fait ses preuves dans la vente, et sera prêt à faire progresser nos produits sur le marché français.  
• Fréquents déplacements de courte durée.  
• Anglais nécessaire.  
• Poste basé à Vélizy.

Les candidatures accompagnées d'un CV sont à adresser au

**ENERTEC**  
Service du Personnel  
1, rue de Nieuport  
78140 VÉLIZY



## SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE POUR SERVICE D'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE EQUIPE DE MATERIEL IBM SOUS SYSTEMES OS ET MVS ET SITUÉ A VILLAROCHE (PRÈS MELUN - 77)

## DEUX INFORMATIENS

intéressés par l'EXPLOITATION et le TELETRAITEMENT

### ingénieur système

(Référence 93)

Chargé de :  
- mettre place logiciels d'exploitation  
- participer à la définition de nouveaux logiciels et matériels  
- assurer l'évolution du réseau de télé-traitement.

### chef d'exploitation

(Référence 52)

Il sera chargé de :  
- piloter l'ensemble du matériel du centre de traitement  
- d'assister les utilisateurs internes (libre-services).

Pour ces deux postes, il est demandé :  
- une formation supérieure (Ecole d'ingénieur) - la pratique de l'anglais.  
Il est souhaité également :  
- une expérience du système MVS ou OS - connaissance des protocoles de télétransmission.

Candidature à adresser à SNECMA, Département Encadrement 2, Boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15, en précisant la référence.

LABORATOIRE PRODUITS DIÉTÉTIQUES INFANTILES

### DÉLÉGUÉ DIÉTÉTIQUE

minimum 25 ans pour SECTEURS / RÉGION PARISIENNE NORD/PAS DE CALAIS

NOUS DEMANDONS Niveau bac. Expérience dans le domaine de la diététique. Résidence obligatoire sur le secteur.

**NOUS OFFRONS**  
Stages de formation rémunérés.  
Rémunération intéressante.  
Frais + 13% mois.  
8 semaines de congés payés.  
Avantages sociaux.  
Véhicule fourni.  
Frais remboursés.

C.V. photo et références 2222 à Paris 12  
92120 MONTREUIL qui transmettra.

GRAND CONSTRUCTEUR D'ÉQUIPEMENTS PARIS

### JEUNE INGÉNIEUR

Après quelques années d'expérience dans le domaine de la pite à papier, pour fonction TECHICO-COMMERCIALE. Avoir une bonne aptitude aux négociations, la pratique courante de l'anglais et, si possible, de l'allemand. Formation assurée.

Env. C.V. et photo, n° 25281, 20, av. Opéra, 75002 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BUREAU VERITAS recherche pour ses services AÉRONAUTIQUES

### INGÉNIEUR

Sup. Adm. A & M ENSICA, ayant expérience aéronautique pour assurer l'ordonnement audit technique dans compagnie transport public et surveillance constructions neuves. Affectation : région parisienne.

Adm. C.V., photo et prétentions sous référence n° 5 à BUREAU VERITAS Direction des Services aéronautiques, 2, avenue Poincaré 75008 Paris

STE SERVICES étude Benlieux Sud recherche

### B. T. S. INFORMATIQUE

- Anglais parlé suppl.  
- Central 1 ans.  
- Voyages courts durée Moyen-Orient.

Envoyer C.V. et prétentions n° 25.131 CONTEXTE Publicité, 20, Avenue Opéra - 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CANAL recrute pour plusieurs des principales sociétés françaises

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(option informatique appréciée) débutant ou 1<sup>er</sup> exp. pour renforcer :

- des équipes système  
- des équipes logiciel d'application.  
Env. C.V. à : PRENOS SAMAS CANAL, 17, r. de Lige 9.

Notre groupe Industriel recherche

## DIRECTEUR

### DÉPARTEMENT OUTILLAGE BATIMENT

280.000 F. +

Ce Directeur contribuera, en liaison étroite avec la Direction Générale, au développement du secteur d'activités assurant :  
- l'élaboration de la mise en œuvre de la politique commerciale,  
- l'animation d'équipes (environ 10 personnes) - réseau de vente-administration - chef de produits.

Vous avez des qualités d'animateur, le bon sens, des contacts, et vous avez déjà fait preuve d'une grande capacité à gérer un poste similaire. Dans ces conditions, nous espérons vous rencontrer très rapidement. Connaissance de l'anglais et l'allemand indispensables.

Lieu de travail : Banlieue immédiate de Paris.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite n° 24985, CONTEXTE Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



MDS FRANCE S.A.

Si vous souhaitez :  
• Travailler chez un constructeur,  
• Évoluer dans les systèmes d'information,  
• Valoriser vos connaissances systèmes,  
• Connaître une série de A à Z,  
• Être responsable de votre travail.

Nous recherchons :

## INGENIEUR (S) SYSTEME

pour développement et support de logiciels de base, y compris télécommunications.  
Four de : une expérience téléphonique serait appréciée.

## INGENIEUR (S) TECHNICO-COMMERCIAUX

pour support à la vente et suivi clientèle.  
Une expérience préalable en informatique de gestion est recherchée.  
Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V., manuscrit et photo à la Direction Technico-Commerciale MDS FRANCE S.A. - 197 rue de Berry - 75552 PARIS Cedex 12



SODERN

SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATÉRIELS DE HAUTE TECHNIQUE NUCLEAIRE-ESPACE AUTOMATISME  
Banlieue Sud-Est, recherche

## INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Pour effectuer des travaux d'étude, de réalisation.

Sens du commandement nécessaire

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANES.

## THOMSON-CSF COOPERATION

recherche pour FORMATION DES CLIENTS ETRANGERS du GROUPE THOMSON

## DES SPECIALISTES EN FABRICATION ELECTRONIQUE ingénieurs ou techniciens supérieurs

EXPERIMENTES en :  
PRODUCTION - METHODES - QUALITE - PREPARATION TRAVAUX PRATIQUES - LABORATOIRE

## DES INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS ou CONFIRMES spécialisés en :  
TELECOMMUNICATION - RADAR - TELEPHONE - TRAITEMENT DE L'INFORMATION

## 2 ingénieurs électroniciens arabophones

Aptitudes pédagogiques - Anglais indispensable  
Formation technique assurée - Evolution de carrière intéressante.

Lieu de travail : VERSAILLES/Mobilité ETRANGER

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel 147, rue Yves Coz - 92000 VERSAILLES.

## Deux jeunes ESC pour notre équipe promotion

■ sommes une importante française (8000 personnes), nous fabriquons et commercialisons des produits de consommation, sur leur marché.

■ débutants, si vous voulez contribuer, à l'adaptation avec la stratégie marketing, à renforcer l'image de marque, rejoignez notre département promotion formé d'hommes qui se caractérisent par leur « punch », leur implication et leur disponibilité.

Nous recherchons deux responsables promotion pour lancer et régionaliser nos actions promotionnelles : l'un au siège, l'autre en région, animateur d'une équipe de promoteurs, gère et fait vivre des campagnes ponctuelles et continues.

Ces deux postes, à Paris, requièrent une grande mobilité géographique.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui écrire, s/réf. 6462M, 1 de Berri - 75008 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**



## IMPORTANTE SOCIÉTÉ PETROCHIMIQUE

recherche pour son service informatique au Siège Social à COURBEVOIE

## INGENIEUR CONFIRME DESTINE A L'INFORMATIQUE DE GESTION

■ d'expérience capable d'assumer la direction d'analyse organique et programmation ainsi que d'encadrement du personnel d'exploitation et de maintenance.

Expérience :  
DLI/IMS - Temps Réel (télétraitement)  
JCL exploitation  
Protégé Catiol  
Mark IV

Connaissance de l'anglais - Libre rapidement.

Ecrire avec curriculum vitae et photo No 25.230 à : CENTRAL INFORMATIQUE SA, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

Le Groupe Informatique Entreprise souhaite intégrer au sa filiale Central Informatique de jeunes

## INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ■ obligatoirement formés à l'informatique, les jeunes ingénieurs recrutés bénéficieront d'une formation de 6 mois aux techniques de l'informatique de gestion sur systèmes de grande capacité.

Ils ■ ensuite affectés à des équipes opérationnelles chargées de projets diversifiés.

La progression ■ Central Informatique ■ sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrière motivantes liées aux efforts personnels.

Prochaine date d'intégration : 15 mars 82.

GROUPE

Une candidature ■ à adresser sous réf. ■ LM à

**CENTRAL INFORMATIQUE SA**

Membre ■ Syntec Informatique  
Conseil et services en informatique sur IBM  
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.



## OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEURS COMMERCIAUX

## elf aquita

## PLUSIEURS INGENIEURS

## SNECMA

## ingénieur métallurgiste

## ingénieur marketing pour nos matières plastiques





OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**CONSTRUCTEUR DE PREMIER PLAN EN MINI-INFORMATIQUE**  
dans le cadre de son expansion sur des objectifs ambitieux.  
- renforce son équipe de Vente  
nous recherchons :

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

- Nous demandons :
- d'excellentes qualités commerciales,
  - une expérience informatique de 2 à 3 ans chez un grand constructeur,
  - une habitude des contacts et des négociations à haut niveau,
  - une large capacité d'action.

POSTES A POURVOIR A PARIS

Adresser C.V. manuscrit et photo sous référence 7849 à :  
PIERRE LICHOU SA - BP 220-75063 PARIS Cedex 02  
qui transmettra

**RESPONSABLE INDUSTRIALISATION**

Cette Société, filiale d'un très puissant groupe international, fabrique et commercialise des balances électroniques.  
Le développement de son activité, l'importance des investissements en cours, et l'évolution des technologies vont de pair avec le renforcement de son potentiel technique et d'organisation.  
Elle crée la poste de Responsable Industrialisation.  
En contact permanent avec l'ensemble du service (Etudes, Production, Commercial...), il met en œuvre les moyens de normalisation nécessaires.  
Il propose à la fabrication des solutions techniques adaptées dans un souci de productivité et de qualité.  
Il assure la totale responsabilité de l'industrialisation des produits depuis leur conception initiale jusqu'à la mise en fabrication de série.  
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur expérimenté d'environ 4 ans d'expérience dans un secteur de la fabrication électronique de précision en moyenne série.  
Familiarité avec la fonction industrialisation-méthodes, mise à la fabrication. Il souhaite développer cet aspect dans une société en pleine expansion.  
Le poste est à pourvoir en zone proche Sud-Est de Paris.  
Pour information complémentaire écrire sous référence M 10592 B à :

**EGOR INDUSTRIE**  
8 rue de Belfort 75008 Paris

egor

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**

Cette société, filiale d'un groupe Suédois très important, fabrique et commercialise des balances électroniques.  
Le développement de ses activités, les perspectives de produits et de systèmes nouveaux l'incitent à renforcer son potentiel technique d'Etudes.  
Elle propose à un ingénieur de formation électronique débutant un bénéfice d'une première expérience de rejoindre son équipe.  
Il est familiarisé avec les circuits logiques et les microprocesseurs.  
Des connaissances en analogique représentent un atout.  
Ce poste représente une véritable opportunité tant par la situation de l'entreprise que par la nature de l'activité aujourd'hui et à terme.  
Merci d'adresser C.V. complet, photo et référence actuelle sous réf. M 10592 A à :

**EGOR INDUSTRIE**  
8 rue de Belfort 75008 Paris

egor



**elf aquitaine**

RECHERCHE POUR SA DIRECTION PRODUCTION

**PLUSIEURS INGENIEURS**

**PROFIL :**  
Diplômés d'une école d'ingénieurs, de formation mécanique, génie civil ou ingénierie, justifiant de 10 à 15 ans de pratique en chantier de construction de fabrication de matériel utilisé dans l'industrie du pétrole.  
Langues (lues, écrites, parlées) : anglais demandé, espagnol souhaité.

**MISSION :**  
Après période de recyclage théorique et pratique de quelques mois dans le domaine du forage, ces ingénieurs seront affectés à des postes de responsabilité dans les secteurs d'activité SNEAP France et à l'étranger.

**INTERET :**  
Evolution de carrière certaine dans les différents centres d'un Groupe national à vocation internationale.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 24890 à SNEAP - D.C. Recrutement  
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU CEDEX.



Subsidiary of ITT

Nous sommes en recherche à SILICON VALLEY. Le développement de nos produits (DAISY WHEEL PRINTERS AND TERMINALS, FLOPPY DISK DRIVES) en position de marché mondial, nous conduisent à renforcer notre structure commerciale à Paris. Nous recherchons :

**INGENIEUR COMMERCIAL PERFORMANT**

Intégré à l'équipe française, vous avez déjà prouvé vos qualités d'homme d'analyse. Votre connaissance du marché informatique national et votre domaine d'activité, votre capacité à négocier efficacement à tous les niveaux avec les fabricants et les distributeurs de matériel informatique, constitueront de sérieux atouts.  
Gestionnaire attentif et rigoureux de notre clientèle, votre sens de la vente doit permettre de gagner de nouveaux clients.  
La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative.  
La motivation est de nature à intéresser un cadre de valeur, disponible et responsable.  
Adresser C.V. et prétentions sous la référence M à conseil F.M.I. qui garantira des candidatures.

FMI

FORMATION-MANAGEMENT-IMAGE

43, rue Liancourt - 75014 PARIS - Tél. 1 42 44 44

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE (PARIS)

Suivez une promotion interne, nous recherchons :

**RESPONSABLE DU SERVICE AUDIT**

Rattaché au Directeur des Services Financiers, il dirigera une équipe internationale d'une vingtaine d'auditeurs intervenant dans 35 pays et il aura pour objectif principal de faire respecter l'application de l'ensemble des procédures.

Ce poste nécessite des aptitudes confirmées à la direction d'une équipe et à la formation des auditeurs, et il exige une grande disponibilité en raison des déplacements fréquents.  
Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum ressortissant de la C.E.E., de formation supérieure et de préférence bénéficiant d'une expérience significative dans une entreprise internationale.  
La maîtrise de l'anglais et la pratique de l'espagnol seraient appréciées.  
Le développement de notre entreprise et les perspectives d'évolution de l'activité sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 17709, à :  
JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75006 PARIS, qui transmettra.



**SNECMA**

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE

Pour son Centre de Production d'EVRY-CORBEIL (91)

**un ingénieur métallurgiste expérimenté**

Au sein de la Division Qualité, il devra :

- diriger le secteur micrographie et investigations (microanalyse, micrographie optique et électronique)
  - réaliser les investigations métallurgiques allages et haute température
  - assurer les examens micrographiques à la réception des pièces.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé justifiant d'une expérience industrielle de quelques années, ayant notions de microscopie électronique. Responsabilité d'une équipe de 10 techniciens. Anglais lu et parlé indispensable.

Candidature à adresser à : SNECMA - Département Encadrement  
2, boulevard Victor - 75724 PARIS Cedex 15

**vosre carrière commerciale dans un groupe financier**

La SOVAC, important GROUPE FINANCIER privé, occupe les premières places sur le marché du CREDIT. Ses performances et sa productivité témoignent d'un fort dynamisme commercial. Ses 120 agences bénéficient d'une large de décision. Leurs structures opérationnelles permettent une gestion hommes fondée sur une responsabilisation réelle et une progression interne rapide. Elle se propose de former de

**Jeunes diplômés d'études supérieures**

pour les faire accéder, après quelques années, à des fonctions de Direction d'Agence. Elle souhaite accueillir des candidats à une commerciale marquée qui seront intégrés dans de petites équipes, au sein d'agences pilotes et formés aux différents produits (financements industriels, immobiliers, financements automobiles, crédits personnels) et au management d'une agence. Ils auront une rémunération fixe rapidement évolutive, des avantages sociaux supérieurs à ceux du secteur bancaire et une voiture de fonction.  
Postes basés à PARIS - LA ROCHELLE - BORDEAUX - TOULOUSE - MONTPELLIER - LENS.  
Les candidats du MINIREM, chargés de cette recherche, sont à votre disposition pour vous donner une information plus complète. Téléphones-leur le mercredi 24 et le jeudi 25 février au 261.50.55.

cinoren

10 rue Lafayette - 75009 Paris

**ingénieur marketing pour nos matières plastiques**  
PARIS

Notre équipe souhaite intégrer un collaborateur dont le profil pourrait être celui d'un ingénieur ayant reçu une formation scientifique ou technique (de préférence mécanique), possédant quelques années d'expérience et familiarisé si possible avec les matières plastiques. Une bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand serait vivement appréciée.

Le candidat retenu sera chargé de promouvoir et de développer les produits de matières plastiques dans différents secteurs tels que l'automobile, l'électroménager, le bâtiment, la maintenance et l'emballage.

Il travaillera en liaison avec les Services Techniques pour la mise au point de nouvelles applications.

Entreprise Française

**Hoechst**

Adresser CV et prétentions sous réf. 617 à notre Département Ressources Humaines  
Tour Roussel Nobel - Cedex 3  
92080 PARIS LA DEFENSE.

**COMPUTER AIDED DESIGN**

recherche

**INGENIEUR COMMERCIAL**

Connaissant le marché de la C.A.O. la vente d'ordinateurs AVERA.  
(Conception de circuits LSI et VLSI)  
Parlant anglais.

Envoyer C.V. à : C.A.D. 115, Bureau 11 Colline,  
92213 PARIS - Tél. : 602-41-41.

**SOCIÉTÉ DE DOCUMENTATION TECHNIQUE**

Proximité place de la République, Paris, recherche

**INGENIEURS-ELECTRONICIENS**

**RÉDACTEURS-ELECTRONICIENS**

Pourront assurer postes de Responsables d'Affaires

Conception et réalisation documents de systèmes complexes et électronique avancée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : STUDEC  
102, rue Amélie - 75011 PARIS - Tél. : 355-44-45

**METROLOGIE**

distributrice de matériel micro-informatique et périphériques

En s'appuyant sur les produits leaders, INTEL, DEC, TELEVIDEO, OKI, DUME, notre expansion (doublement du C.A. chaque année), nous vous offrons un poste de vous offrir une réelle perspective d'évolution au sein de notre groupe.

Ce cadre, nous recherchons :

**INGENIEURS DE VENTES**

pour intégrer, dans la région parisienne, le groupe systèmes micro-informatique.

Les systèmes INTEL en sont le moteur.

INTEL, aujourd'hui leader dans le domaine micro-informatique, vous permettra d'occuper une fonction valorisante, dans un cadre à forte expansion.

Après une solide formation, vous pourrez prendre en main la responsabilité d'un secteur et d'un objectif de vente.

Rémunération attractive (fixe + primes d'objectifs).

Ecrire sous référence M 016 C.V. et prétentions à :

Jacques MACHEFER

METROLOGIE

Tour d'Asnières - 4 avenue Laurent Cely - 92 ASNIERES

**METROLOGIE**



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**CGEE ALSTHOM**  
ÉQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES



**INGÉNIEURS D'AFFAIRES... VERITABLES ENTREPRENEURS**

Le Groupe Production d'Énergie recherche des Ingénieurs Grandes Écoles (ECP, ESE, IEG, ENSEIHT, ENSEM). Ils superviseront, coordonneront et gèreront des contrats importants pour la France pour l'exportation (80% du chiffre d'affaires) concernant la réalisation de centrales thermiques, hydrauliques ou nucléaires.

Pour réussir, il nous faut de véritables entrepreneurs, ayant bénéficié d'une première expérience dans le secteur, ayant un goût des responsabilités et une mobilité, une expérience commerciale développée doublée de qualités de gestionnaires.

La pratique de l'anglais est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes électriques et d'installations.

Lieu de résidence : Région Parisienne et Région Lyonnaise.

Mettez d'urgence votre candidature (CV détaillé, photo et prétentions, sous enveloppe AFM) à : R. ANDRY

**CGEE ALSTHOM**  
13, rue Antonin Raymond - 92019 Levallois-Perret

Maîtrisez avec nous les techniques de pointe à travers le monde.

**BELL & HOWELL**  
recherche

**CONTROLEUR DE GESTION**

Rattaché (e) au Directeur Administratif et financier

Expérience souhaitée : 2 à 3 ans

- Comptabilité Anglo-Saxonne
- Reporting dans une société multinationale.

Ce poste de responsabilité nécessite une grande disponibilité, un esprit d'analyse et de l'initiative.

Anglais indispensable

**LIBRE TRÈS RAPIDEMENT**

Ecrire avec C.V. et prétentions

**BELL & HOWELL Service du Personnel**  
55 rue Fernand Pelloutier  
91120 CLICHY CEDEX

**Adjoint(e) directeur administratif et financier**

100.000 F

La firme française, en pleine expansion, d'un important groupe américain, spécialisée dans la fabrication de gammes mécaniques, cherche un Adjoint(e) du Directeur Administratif et Financier. Situé en position fonctionnelle, il sera chargé plus particulièrement du contrôle des dépenses et des opérations de reporting à la maison-mère, de l'audit interne, participera à l'élaboration des plans financiers, des responsabilités s'étendront progressivement. Le candidat devra être un jeune diplômé ESC - option finance/comptabilité - ou posséder une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire. Ce poste, dans un contexte de gestion anglo-saxonne, présente une réelle opportunité pour un jeune ayant un bon potentiel. L'anglais est impératif. Le poste est basé à Cognac-Maurepas, en Montpérnasse. Le salaire est de 100.000 francs annuels, l'expérience de 30 à 100.000 francs annuels, l'expérience de 30 à 100.000 francs annuels, l'expérience de 30 à 100.000 francs annuels.

Envoyer C.V. et prétentions à : JEAN REGNIER PUBLICITE  
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

**SLIGOS** l'informatique au service de la gestion

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes magnétiques, terminaux points de vente, autorisations en temps réel, transferts électroniques de fonds...) recherche un

**Ingénieur grandes écoles X, Ponts, Mines...**

pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.

Il aura la définition globale des systèmes, la liaison avec les nombreux intervenants, leur expérimentation et leur mise en place ;

Il aura la maîtrise des mécanismes qui devront assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Il est nécessaire d'avoir une expérience de 5 à 10 ans, acquise dans un constructeur, un organisme de R&D, une S.C.I. dans le domaine des applications informatiques de données bancaires ou d'entreprises de distribution sur systèmes ou dans celui des micro-processeurs et micro-ordinateurs (hardware et/ou software). L'anglais est apprécié. Lieu de travail : Puteaux.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Ecrire sous enveloppe manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée à : 73880/M à Mme CLERE, Tour Chénouard, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92216 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

**TRANSAC Alcatel**

Leader de la péri-informatique Française

ACCROIT ses activités

- GUICHETS BANCAIRES
- TERMINAUX MULTI-FONCTIONS

Nous offrons plusieurs postes à des

**Ingénieurs logiciels qualifiés**

dans les domaines suivants :

- systèmes - microprocesseurs - transmissions - réseaux.

Nous leur confierons soit des développements de logiciels soit une responsabilité dans la création d'une activité à support clients, soit la gestion des états techniques.

Nous leur assurons une formation sur nos produits et le soutien de notre méthodologie.

Nous offrons une expansion assurée à nos candidats de valeur et de réelles perspectives d'évolution.

Lieu de travail : Marly 5° du R.E.R.

Mettez d'urgence votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Mr BERNET ROLLANDE, Direction des Relations du Travail, TRANSAC ALCATEL, 91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

**PS Conseil**

Importante entreprise pharmaceutique renforçant les structures de son Département Appro-Achats recrute

**PHARMACIEN**

Expérience industrielle 2/3 ans et possible dans notre département pour lui confier la responsabilité d'un secteur achats de l'entreprise.

A cette responsabilité, seront rattachés des missions :

- poursuivre l'information du département, prendre en charge la fonction qualité.

Lieu de travail : province agréable SUD PARIS

Les candidats sont invités à envoyer CV, photo et prétentions sous référence 17720, à : JEAN REGNIER PUBLICITE  
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

**BSL - PREMIER TRANSFORMATEUR EUROPEEN D'ACIER INOX ET DE METAUX NOBLES** fabriquant tubes, citernes, colonnes, constructions pour l'industrie nucléaire, chimique, agro-alimentaire etc... recherche son futur

**Chef de service équipements industriels**

180 000 F

L'ingénieur qui recherchera au moins 8 ans d'expérience, par exemple en tant que chef de service, dans une entreprise importante, il a des bases en mécanique, en électricité et en automatique. Il participera à l'élaboration du programme d'investissement (fiabilité, chiffrage, coûts). Budget à négocier à 10 MF.

Il suivra la réalisation des projets jusqu'à leur mise en œuvre et négociera les achats et la sous-traitance.

Il recherchera des produits originaux en vue de la réalisation de produits (forme, soudage, etc...).

Il s'appuiera sous la haute compétence technique de l'équipe (matériels - 12 personnes dont 3 cadres).

Le poste, situé à l'usine de St-Denis (93000 personnes) est attractif par son caractère d'indépendance (position d'adjoint pendant 1 an en milieu), large autonomie, une ouverture sur l'extérieur (fournisseurs, sous-traitants, foires, expositions).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous-réf. BLE/AM à notre conseil.

**Raymond Poulain Consultants**  
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

**PHILIPS**

recherche un

**chef de publicité promotion**

Pour assurer la responsabilité de budgets importants.

**PHILIPS**

Le candidat de formation H.E.C., ESSEC, Sciences Po, Sup de Co, devra avoir une EXPERIENCE MARKETING d'environ 2 ans.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous No 525 au Département du Personnel 50, avenue Montaigne 75008 PARIS.

**Société de Services Internationale** recherche pour renforcer son équipe de ventes en Région Parisienne

**DELEGUES COMMERCIAUX**

même débutants

Ils seront chargés :

- de développer et optimiser les ventes dans un marché en pleine expansion.

Les candidats retenus :

- auront une formation commerciale supérieure (E.S.C.) ou équivalente et la capacité de négocier à tous les niveaux.
- seront disponibles immédiatement.

Nous leur offrons :

- Une organisation.
- Un bon salaire fixe + intéressement.
- Une voiture de service.
- Des avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions à : MEDIA-SYSTEM (Emile et Carole) 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, sous référence 5466.

Un des tout premiers groupes agro-alimentaires français (CA 3 milliards de francs - 80 personnes) recrute à Paris (quartier ÉTOILE)

**CHEF DE PROJET INFORMATIQUE**

Il sera Directeur Administratif, il bénéficiera d'une large autonomie. Il supervisera et animera les analystes programmeurs et sera chargé plus particulièrement :

- des tâches d'opportunité et de planification de projets ;
- de l'organisation des charges de travail ;
- de l'analyse fonctionnelle du travail de la réalisation ;
- de la surveillance de la mise en œuvre de la réalisation des utilisateurs.

Il sera également le Conseil des 16 services informatiques et des filiales du GROUPE.

Collective Sucreries : salaire indexé, nombreux avantages sociaux élevés. Perspectives certaines d'avenir.

Le candidat (29 ans minimum), de formation supérieure, aura une expérience en chef de projet et une bonne PRATIQUE DU GAP INTERACTIF pour assurer le passage d'un IBM 3080 à un IBM 3084 récemment livré. La capacité d'analyse est aussi importante que celle d'animation.

Ecrire ou téléphoner (233.85.30) en précisant votre salaire actuel, sous la référence 71 M, à notre conseil Richard BÉNATOUIL GROUPE BBC, 37, bd Sébastopol, 75001.

Réponse absolue et réponse rapide assurées.

**ENTREPRISE CONDITIONNEMENT D'AIR** recherche

**INGÉNIEUR**

EN GÉNIE CLIMATIQUE pour l'air pur, pour les chantiers au Moyen-Orient. Ad. C.V. + prétentions à : A.M.P., sous réf. N° 4222/F, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS (15°), qui transmettra.

**INGÉNIEURS** diplômés Grandes Écoles

- 1) ÉLECTRONIQUE
- 2) MÉCANIQUE
- 3) ÉLECTRICITÉ

INSEE-ETT  
boul. Sébastopol, Paris-20, Réaumur-1

**SOCIÉTÉ TECHNICIEN EN TELEPHONE**

AT1 - AT2 pour S.A.V. Tel. pour r.v. 322-62-28.

**VILLE de MONTREUIL (93)** recherche

1 ASSISTANT (H) du responsable service relations publiques pour l'information, l'administration du secteur jeunesse. Le candidat devra être jeune, dynamique, ouvrier de préférence. Salaire brut : 4.558 F.

1 HOTESSE bonne présentation, aimant contact avec public, niveau baccalauréat.

Envoyer C.V. copie de diplôme, références à M. la maire, MONTREUIL Cedex.

**TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

BTS ou DUT en mesures physiques ou électroniques pour montage expérimental permettant l'analyse des données (physique, mécanique, chimie, etc.). Env. avec C.V., M. BEGE, C.T.S., 10, avenue de la République, 75012 Paris.

**ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS** recrute

**JOURNALISTES** spécialistes des questions de presse et de médias sur les sociétés.

Adresser candidature avec réf. à S.G.P., 13, avenue de la République, 75011 Paris.

Importante Société de matériel thermique industriel située à VELIZY (78) recherche pour son département

**TRAVAUX EXTÉRIEURS**

**RESPONSABLE DE SÉCURITÉ**

Il sera principalement chargé de :

- promouvoir la sécurité des chantiers ;
- assurer l'application de la réglementation ;
- évaluer les risques de la mise en œuvre et les responsabilités de chantiers en ce qui concerne les problèmes de sécurité ;
- représenter la Société dans les différentes réunions de sécurité sur les chantiers.

Il aura une expérience de quelques années dans le domaine de la sécurité et devra être capable de travailler en équipe.

Envoyez C.V. et prétentions s/réf. 3023 à SWEETS 266, 75434 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

**BETTINA-ETT** recherche

**INGÉNIEUR INFORMATIQUE**

27 ans max., 5 ans d'exp., salaire important.

Il devra connaître : Ming 8, Cobol et IBM 3080/OS/VS et PL/I.

Agence POINT 2, 51, rue de Valenciennes, Paris 10, 75010.

**VILLE d'ATHIS-MONS (50)** recherche

1) Sous-bibliothécaire responsable de la bibliothèque municipale.

2) Ingénieur audiovisuel pour le service de la documentation.

Adresser candidature avec curriculum vitae à Madame le maire, 17450-ATHIS-MONS.

**Société de Construction** recherche

**UN CHARGE D'OPÉRATIONS**

Formation technique baccalauréat T.C.E. et expérience adjoint. Env. C.V. au Logement d'urgence, 28, rue Auguste-Poullain, 93200 SAINT-DENIS.

**Association sportive d'une Grande École** recherche

**UN (E) RESPONSABLE**

de l'organisation de la formation continue niveau BAC + 2 mètres.

Envoyer C.V. et prétentions à A.E.N.P.C., P. 328, 28, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

**INGÉNIEUR CONFIRME**

PONTS CENTRALES MINES

**JEUNE INGÉNIEUR ECONOMISTE**

PONTS CENTRALES MINES

**answare**

INFORMATIENS

CONFIRMES

DEBUTANTS

**ATTACHE**

TECHNO-COMMERCIAL

**VENDEUR-INFORMATIQUE**

**JURISTE**

سكول زلجل







secrétaires secrétaires

# LA SECRETAIRE de son service juridique

Justifiant d'une expérience confirmée de domaine, sera capable de prendre en charge la gestion des : baux, assemblées, contentieux, véhicules société.

Excellente dactylo, fera preuve de beaucoup de rigueur et organisera son travail selon directives générales.

à pourvoir mi-mars 82.

Horaires individuels.

Salaires non supérieurs à 15 F.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :  
ELF ISOLATION - Service du Personnel  
1 rue du Dôme - 75116 PARIS



MULTINATIONALE face à RER recherche

# SECRETAIRE DE DIRECTION

Elle aura :

- un anglais courant,
- une pratique de l'anglais et de l'espagnol,
- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans,
- un niveau BTS,
- un esprit synthétique et de bonnes capacités de communication,
- elle sera libre rapidement,
- horaire flexible, restaurant d'entreprise.

C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

# LA SECRETAIRE D'UN DIRECTEUR

pour l'assistance sur l'ensemble des tâches

« Dactylo irréprochable »  
« Organisée et efficace »  
« Vivante et capable de répliquer d'instinct »  
« Justifiant d'une solide expérience professionnelle »

LA FONCTION A POURVOIR COMPREND UNE LARGE PART D'INITIATIVE ET D'AUTONOMIE

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

Adresser C.V. et photo (retournée) à :  
HERCULES FRANCE  
Albert 1er - 92110 RUEIL-MALMAISON

DEMANDES D'EMPLOIS

# SUP. DE CO. + BUSINESS SCHOOL

10 ans d'expérience marketing-vente.  
Direction de centres de profits

- Développement.
- Distribution.
- Communication.
- Gestion et tableaux de bord.
- International.

Direction et animation d'équipes soumise poste de direction ou d'adjoint à direction générale dans entreprise de produits de consommation ou services.

Écrire à REGIE-PRESSE le Monde pressés  
référence 118-581, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J.P., 30 ans, analyste-programmeur, Cobol, syst. 2000, 3 ans d'exp., ch. poste Paris. Libre rapidement. Tél. : 261-12-85.

**DIRECTEUR FRANCE-ESPAGNE**  
38 ans, apportant :  
• Une formation supérieure complète (Sc. Po.).  
• Une expérience de directeur P.M.E. à 50 personnes.  
• Une connaissance parfaite de l'Espagne, gestion des affaires, commerciale, juridique et administrative.  
• Un esprit d'initiative, créateur et volontariste.  
• Angl. + espagnol. Connaissance allemand + italien.  
Cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

Désirerais coloriste tactile, chèque emploi à mi-temps, à partir de 18 h 30.  
Téléphone : 555-08-63.

Répondant français, 38 ans, diplômé de l'Université, cadre commercial, P.M.E., exp. de 10 ans, cherche :  
• Situation de direction en France ou gestion filiale en Espagne.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J.H., 28 ans, bachelier, diplômé, parle et écrit couramment anglais/italien/espagnol, chef de brigade, récept., palasse, connaît l'esp., compt. et gestion hôtel, traduction. Toutes propositions sérieuses bienvenues.  
Téléphone : 555-64-75.

# L'immobilier

## appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
**SUR PLACE DAUPHINE**  
REVENIR PIED-A-TERRASSE  
EN DUPLEX. T. 555-16-40.

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**RENAISSANCE**  
RUE SAINT-JAMES  
DANS IMMEUBLE RECENT, 2 P. avec ch. à part de 100.000 F. - 205-15-30.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**VILLA JARDIN**  
180 m<sup>2</sup>, Triplex - Terrasse.  
EXCEPTIONNEL  
FACE LE SAINT-LOUIS  
2/3 p. dans imm. neuf gd stand.  
900.000 F. 555-52-00.

**MARAI**  
**SAINT-PAUL**  
dans un immeuble récemment rénové et équipé avec minutie, 2 P. avec ch. à part, cuisine, salle de bain, terrasse, etc.  
CASA 730-30-00.

**LE SAINT-LOUIS**  
Pied-à-terre dans un immeuble récent, 2 P. avec ch. à part, cuisine, salle de bain, terrasse, etc.  
CASA 730-30-00.

**REBOURGOIS RUE ST-AMAND**  
petite maison indiv. 100 m<sup>2</sup> sur 50 m<sup>2</sup> de terrain, avec jardin, etc.  
Sous le n° T 031-800 F.

**RENAISSANCE**  
55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.  
Ecr. à n° 2.282 le Monde Pub. ou au service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

**FACE LE SAINT-LOUIS**  
2/3 p. dans imm. neuf gd stand.  
900.000 F. 555-52-00.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**PANTHEON-FEUILLETTES**  
**TERRASSE 20 m<sup>2</sup>**  
60 m<sup>2</sup> + 3 ch., 355-95-10.

**JARDIN DES PLANTES**  
60 STUDIO A RENOVER  
2 P. avec ch. à part, cuisine, salle de bain, terrasse, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m<sup>2</sup> dans imm. récente, etc.  
CASA 730-30-00.

**SAINT-MICHEL**  
LUXUEUX Pied-à-terre  
35 m



Le Monde

# économie

## APRÈS LA DÉVALUATION DU FRANC BELGE ET DE LA COURONNE DANOISE

### Copenhague : une demi-mesure

De notre correspondant

Copenhague. — « Le Danemark n'a pas beaucoup de problèmes », soupire-t-on dimanche soir 21 février, un commentateur danois, évoquant le refus du conseil européen d'autoriser le gouvernement de Copenhague à dévaluer la couronne de 3 % (7 %, selon d'autres sources).

Le cabinet minoritaire social-démocrate s'est réuni à diverses reprises dimanche, et le premier ministre, M. Jørgensen, a, avec plusieurs de ses collaborateurs, reçu les représentants des partis politiques et les dirigeants de la centrale syndicale L.O., dans le but de tenter de mettre au point, de la part des ministres après consultation d'un réajustement important en hausse de la monnaie. Il était question, notamment, de bloquer les prix, de geler le système de l'échelle automatique des salaires ; mais il semble bien que ces plans restent lettre morte, au moins dans l'immédiat.

M. Jørgensen a déclaré, en fin de soirée, qu'un changement de parité de 3 % seulement ne rendait pas nécessaire. En fait, tout en ayant démenti, au cours

des jours précédents, qu'il puisse songer à procéder à une dévaluation, le gouvernement semble avoir été tout content de se précipiter sur l'occasion qu'offrait l'initiative des Belges de changer la parité de leur franc, ce qui lui permettait de ne pas avoir l'air d'« agir en solitaire ».

Le représentant du gouvernement à Bruxelles, M. Nørgaard, ministre de l'économie, se serait entendu dire qu'« on ne voyait pas de raison pour le Danemark de dévaluer car il en avait pas besoin ». Ces propos, pour autant qu'ils aient été prononcés, paraissent curieux, car la situation économique du Danemark va, pour l'instant, de mal en plus, malgré quelques efforts entoués de redressement opérés à la fin de 1981. Toutefois, ces efforts semblent déjà sur le point d'être annulés. La dévaluation de la couronne danoise va pouvoir stimuler, au moins pour un temps, les exportations du pays, mais elle va aussi alourdir terriblement une dette extérieure très lourde.

CAMILLE OLSEN.

### Belgique : à l'épreuve de l'austérité

De notre correspondant

Bruxelles. — La dévaluation du franc belge sera accompagnée d'une série de mesures très strictes sur le plan intérieur. Les adversaires de la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux accusent d'ailleurs le gouvernement de n'avoir provoqué la dévaluation que dans le seul but de faire passer sa politique d'austérité.

Toutefois, M. Martens n'avait pas d'autre arme : les organisations syndicales avaient rejeté, le 1<sup>er</sup> février, la « modération salariale » demandée par le gouvernement. La veille, à Washington, le premier ministre avait eu des contacts très désagréables avec le Fonds monétaire international. En outre, le budget pour 1982 était difficile à élaborer, avec un déficit de 570 milliards de francs belges (49 milliards de francs français) en perspective.

Il n'y avait donc plus d'autre solution, malgré l'opposition formée du gouvernement de la Banque nationale. Normalement, le 1<sup>er</sup> février, M. Godeaux avait repoussé, dit le lendemain, toute idée de dévaluation : « Une dévaluation serait une mesure d'urgence, mais elle ne résoudrait pas le problème de la Belgique ».

Les mesures d'accompagnement de la dévaluation risquent en tout cas de provoquer des réajustements importants et même des conflits sociaux. L'indexation des salaires sur le coût de la vie est suspendue pour une période de trois mois, sauf pour les bas salaires (en 1981, 27.000 francs belges par mois, soit 2.700 francs français). Cette indexation sera suspendue pendant trois mois, à chaque hausse des travailleurs touchant un montant forfaitaire, égal à 2 % du salaire mi-

nimum. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, l'indexation sera suspendue, mais sur la base des salaires payés en décembre 1982. Les prix seront ensuite bloqués jusqu'au 31 mai, ceux de l'électricité et du gaz seront diminués de près de 10 % et les prix pétroliers seront réexaminés. Les professions libérales devront pratiquer la modération des re-

Cependant les employeurs qui engageront de jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans pour une durée indéterminée seront dispensés des cotisations de sécurité sociale pour deux trimestres. Le plan gouvernemental prévoit également certaines dépenses pour mettre au travail quarante mille personnes. Enfin, les firmes disposant d'un conseil d'entreprise devront rédiger un rapport sur les effets d'une réduction des coûts sur les prix, les investissements et l'emploi.

Le premier ministre a déclaré, dimanche, que, si les gouvernements précédents avaient pu, en temps utile, prendre les mesures qu'il proposait, l'ajustement monétaire aurait pu être évité.

Cependant déjà, les Wallons affirment qu'ils seront les principales victimes d'une mesure décidée par un gouvernement à prédominance flamande, tandis que les dirigeants de la Volksunie expliquent que la Flandre est la victime d'une opération imposée par la mauvaise situation de la

PIERRE DE VOS.

### PRIX AGRICOLES : la France perd des alliés mais accroît sa marge de manœuvre

La Belgique et le Danemark s'engagent à soutenir la position française dans les négociations au cours de la semaine des prix agricoles, a déclaré, lundi 22 février, M. Delors. Effectivement les dévaluations du franc belge, de la couronne danoise et de la couronne danoise ont des répercussions sur les rapports de la Communauté pour ce qui concerne les négociations.

Avec la France, le Danemark et la Belgique font partie du groupe des pays qui estiment trop timorée la hausse de 3 % des prix agricoles proposée par la Commission européenne et qui étaient en faveur d'une augmentation plus importante. En attendant une baisse de la valeur de leur monnaie, la Belgique et le Danemark souhaitent d'augmenter leurs prix agricoles. Ainsi, les prix agricoles belges ont augmenté de 10 % et les danois de 15 %.

Nos partenaires s'y sont engagés, mais pour la France, il n'y a pas de lien entre la dévaluation et l'augmentation des prix agricoles. La France, qui a une position plus forte que la Belgique et le Danemark, ne peut pas accepter une telle mesure.

La Belgique et le Danemark s'engagent à soutenir la position française dans les négociations au cours de la semaine des prix agricoles, a déclaré, lundi 22 février, M. Delors. Effectivement les dévaluations du franc belge, de la couronne danoise et de la couronne danoise ont des répercussions sur les rapports de la Communauté pour ce qui concerne les négociations.

Avec la France, le Danemark et la Belgique font partie du groupe des pays qui estiment trop timorée la hausse de 3 % des prix agricoles proposée par la Commission européenne et qui étaient en faveur d'une augmentation plus importante. En attendant une baisse de la valeur de leur monnaie, la Belgique et le Danemark souhaitent d'augmenter leurs prix agricoles. Ainsi, les prix agricoles belges ont augmenté de 10 % et les danois de 15 %.

Nos partenaires s'y sont engagés, mais pour la France, il n'y a pas de lien entre la dévaluation et l'augmentation des prix agricoles. La France, qui a une position plus forte que la Belgique et le Danemark, ne peut pas accepter une telle mesure.

### La réunion des Dix

(Suite de la première page.)

Il a toutefois obtenu satisfaction sur un point : dans le communiqué publié à l'issue des travaux, le conseil des ministres s'engage à prendre, dès le 15 mars, une série de mesures visant à la réduction des dépenses de la C.E.E.

La dévaluation française n'a obtenu en revanche qu'un répit en ce qui concerne les conséquences des dévaluations du franc belge et de la couronne danoise. En dévaluant leurs monnaies, la Belgique et le Danemark ont obtenu des compensations financières de la part de la France, mais les montants proposés (M.C.M.) ont été jugés insuffisants, qui jouent comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation.

Formellement, l'importance de produits agricoles des deux pays n'est pas intéressée à les conserver. Ils ont la possibilité, comme le prévoit la législation communautaire, de les éliminer, ce qui a pour effet de dégrader leurs « taux vert » et d'augmenter leurs prix garantis du pourcentage de la dévaluation. Dans ces conditions, la Belgique et le Luxembourg demandent la suppression immédiate des M.C.M. qui devraient normalement être appliqués.

La France a obtenu que l'opération soit reportée à l'occasion de la fixation des prix agricoles. Pour M. Delors, il s'agit de la date, quelle qu'elle soit, à laquelle les Dix prendront leur décision. Pour M. De Clercq, ce sera au 1<sup>er</sup> avril, c'est-à-dire au début de la prochaine campagne, même si un accord n'est pas intervenu auparavant entre les ministres de l'Agriculture.

Peu importe d'ailleurs cette différence d'interprétation du communiqué final, au demeurant ambigu, entre Français et Belges. Les agriculteurs de Belgique et du Danemark sont

seulement d'obtenir une hausse supplémentaire à celle qui sera décidée pour les prix communs aux Dix. Aussi l'argument de M. Delors, selon lequel le réajustement du 22 avril n'interviendrait pas dans les négociations agricoles, n'a pas été convaincant. Comment Bruxelles et Copenhague pourraient-elles ne pas avoir l'impression qu'elles ont, avant même le début des discussions, une augmentation à offrir à leur paysannerie ?

Tout donne à penser que les Belges et les Danois rejoindront le camp de ceux — Britanniques, Allemands, Néerlandais — qui souhaitent un relèvement des prix de 10 %. Les Français, qui se sont montrés très réticents, avec les seuls Grecs, Italiens et Irlandais à demander un relèvement à deux chiffres, perdent ainsi cette affaire. Une décision supplémentaire se présente donc pour la France qui, si elle le souhaite, ne pouvait éviter ce nouvel écueil.

### Le Luxembourg mécontent

Le Luxembourg n'a pas non plus à se montrer satisfait de la dévaluation du franc belge, contraint de suivre la monnaie de son voisin en raison de l'association monétaire qui unit le Grand duché à la Belgique depuis 1922. La dévaluation luxembourgeoise a dénoté l'attitude du gouvernement luxembourgeois à l'égard de la coopération belgo-luxembourgeoise, a déclaré son représentant M. Santer, à l'issue du conseil. Nous avons répondu le 18 février, a-t-il expliqué, la ministre belge de l'économie, qui nous a assuré que son gouvernement ne présenterait pas une demande de dévaluation. Dans ces conditions, nous demandons un réajustement de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

MARCEL SCOTTO.

### LA PREMIÈRE DÉVALUATION DU FRANC BELGE DEPUIS TRENTE-TROIS ANS

La France belge n'avait jamais été dévaluée depuis 1949, et ce, la première fois en trente-trois ans qu'il est soumis à une telle opération.

Le 4 octobre dernier, il est vrai, le dernier relèvement du système monétaire européen (S.M.E.), son taux pivot n'avait pas été réajusté, ce qui permettait une dévaluation de fait de 3,5 % par rapport au deutchmark et au florin, mais le taux pivot était augmenté d'autant.

Il est vrai également, que depuis deux ans le franc belge était sous pression, se situant en queue du S.M.E. tous ces derniers mois. Les autorités de capitaux belges et allemandes ont la Banque nationale de Belgique avait dû employer toutes les armes de son arsenal pour éviter la dévaluation de son monnaie de tomber en dessous de son taux pivot. La dévaluation du franc belge, intervenant massive sur les marchés des changes, qui lui ont coûté 210 milliards de francs belges en 1981 (45 milliards de francs français), et fortes tensions du franc financier, utilisé pour les opérations commerciales, dont la couronne belge rapporte au cours officiel a pu dépasser 15 % l'an dernier.

Pour beaucoup de spécialistes, la dévaluation annoncée dimanche 21 février était devenue inévitable.

### UN ENORME ENDETTEMENT INTERIEUR ET EXTERIEUR

La Belgique est le pays d'Europe la plus endettée, que ce soit sur le plan des finances publiques ou sur celui des entreprises.

En 1981, le déficit budgétaire a atteint 11 milliards de francs belges (9,5 milliards de francs français), l'équivalent de 20 milliards de francs français, soit près de 12 % du produit intérieur brut (P.I.B.), trois fois plus que dans les pays de la C.E.E., le record étant détenu par celui du Portugal (79 milliards de francs).

Le déficit de la balance commerciale belge a atteint 11 milliards de francs belges en 1981, soit 11 milliards de francs français, ce qui s'ajoute à 25,7 milliards de francs belges (21,7 milliards de francs français) de la balance des services, ce qui fait un déficit total de 36,7 milliards de francs belges (31,4 milliards de francs français), soit 7 % du P.I.B., contre 4 % pour la C.E.E.

Conséquence logique : le gouvernement belge doit emprunter à l'étranger : 280 milliards de francs belges (240 milliards de francs français) en 1981, soit 10 % du P.I.B., contre 7 % l'an précédent.

La Belgique est le pays d'Europe la plus endettée, que ce soit sur le plan des finances publiques ou sur celui des entreprises.

En 1981, le déficit budgétaire a atteint 11 milliards de francs belges (9,5 milliards de francs français), l'équivalent de 20 milliards de francs français, soit près de 12 % du produit intérieur brut (P.I.B.), trois fois plus que dans les pays de la C.E.E., le record étant détenu par celui du Portugal (79 milliards de francs).

Le déficit de la balance commerciale belge a atteint 11 milliards de francs belges en 1981, soit 11 milliards de francs français, ce qui s'ajoute à 25,7 milliards de francs belges (21,7 milliards de francs français) de la balance des services, ce qui fait un déficit total de 36,7 milliards de francs belges (31,4 milliards de francs français), soit 7 % du P.I.B., contre 4 % pour la C.E.E.

Conséquence logique : le gouvernement belge doit emprunter à l'étranger : 280 milliards de francs belges (240 milliards de francs français) en 1981, soit 10 % du P.I.B., contre 7 % l'an précédent.

### ENERGIE

#### L'ARABIE SAOUDITE DÉMENT AVOIR RÉDUIT SA PRODUCTION DE PÉTROLE

L'Arabie Saoudite dément, le 21 février, les informations selon lesquelles elle aurait réduit sa production pétrolière pour la semaine commençant le 15 février. Les données de l'Agence saoudienne de pétrole, le vice-ministre du pétrole, Sheikh Abdel Turki, indique que la production saoudienne reste maintenue au maximum de 5 millions de barils par jour. Il y a, en outre, une erreur de 2,5 millions de barils par jour. — (A.F.P.).

### LES NOUVEAUX VALEURS DE L'ECU

Les nouvelles valeurs de l'unité de compte européenne (E.C.U.) après la dévaluation du franc belge et de la couronne danoise, le dimanche 21 février 1982, sont les suivantes : les nouvelles valeurs de l'unité de compte européenne :

Franc belge-luxembourgeois : 44,993 contre 40,727 ;

Deutschmark : 2,41915 contre 2,33636 ;

Florin : 2,67296 contre 2,53363 ;

Couronne danoise : 8,13582 contre 7,81117 ;

Franc français : 6,5536 contre 6,7445 ;

etc.

La valeur de l'E.C.U., exprimée en monnaie nationale, est la somme des valeurs de l'unité de compte européenne (E.C.U.) après la dévaluation du franc belge et de la couronne danoise, le dimanche 21 février 1982, sont les suivantes : les nouvelles valeurs de l'unité de compte européenne :

Franc belge-luxembourgeois : 44,993 contre 40,727 ;

Deutschmark : 2,41915 contre 2,33636 ;

Florin : 2,67296 contre 2,53363 ;

Couronne danoise : 8,13582 contre 7,81117 ;

Franc français : 6,5536 contre 6,7445 ;

etc.

**L'EXPLOIT.**

1982 RALLY MONTE-CARLO

1<sup>er</sup> OPEL ASCONA

« La preuve est faite que nous pouvons nous battre avec les meilleurs... et même être devant ! »

Bravo Opel ! — ROHRI-GESTDORFER

(vainqueur du Rallye de Monte-Carlo 1982 sur Opel Ascona 400)

Opel Ascona.

### NOMINATIONS

#### M. ALAIN GRILL DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

M. Alain Grill, qui a quitté récemment la direction générale des Chantiers réunis, sera dans les prochains jours nommé directeur général adjoint des Chantiers de l'Atlantique, division construction navale d'Alsthom-Atlantique. Le directeur général des chantiers est M. René Regard qui sera assisté, à Saint-Nazaire, d'un autre directeur adjoint, M. Jean Dupuis.

Les Chantiers de l'Atlantique, créés en 1955 de la fusion de Chantiers de l'Atlantique et de Chantiers de la Loire, ont, en 1976, fusionné avec Alsthom-Atlantique qui est maintenant la succursale de l'Etat, puisque le principal actionnaire, la Compagnie générale d'électricité, a

Le Prix du rayonnement français pour les sciences économiques et sociales, doté de 100.000 francs, a été décerné à MM. Henri Charles Defontaine, Jean Stiechery, Yves Gilmas, Roger A. Martin et Paresy, de la Société Royce.

Le jury, présidé par M. Jean Fourastié, membre de l'Institut, a voulu récompenser « l'efficacité et la technique d'un groupe qui a réussi, dans une entreprise, dans un pays récent, une œuvre ayant permis, en France et à l'étranger, de belles réussites économiques et sociales ».

tient une participation de 65,5 % dans son capital dont le reste est pour partie détenu directement ou indirectement par Suez et Paribas, également par la Banque d'Alstom-Atlantique.

La division construction navale d'Alstom-Atlantique, son activité, est la construction de navires de toutes catégories, se sont ajoutées depuis quelques années des activités de diversification : usines préfabriquées, modules, plateformes et matériels offshore.

(Né le 15 octobre 1929 à Nantes, dans le Gard, M. Alain Grill, ancien élève de l'École Polytechnique, est ingénieur en chef de l'armement, fut successivement sous-directeur de l'Armement (1964), conseiller technique du secrétaire général de la marine (1967), délégué général puis directeur général (1969-1971) du comité central des armements, il devient ensuite directeur général adjoint de la compagnie des Chantiers Réunis. A la fin de 1981, il avait quitté toutes ses fonctions au sein du groupe Alstom.)

Le ministère de la consommation, a nommé M. Bernard Bédier, ingénieur, pour la coordination, poste nouvellement créé.

(Né le 4 novembre 1935, M. Bédier, licencié en droit, diplômé de l'École nationale d'administration, a été successivement à la direction du Budget, puis chargé de mission auprès de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Marée-Valle. Il était depuis 1979 sous-directeur au ministère du Budget, chargé des affaires sociales.)

**LES VOITURES A EXPLOITS.**

VENEZ LES ESSAYER CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

Traction avant. Moteur transversal 1300 ou 1600 cm<sup>3</sup>. Arbre à cames en tête. 2 carrosseries : 2 ou 4 et 5 portes hayon. Lignes aérodynamiques. Equipement complet de sécurité. Prix clés en main modèle 82 à partir de 39 595 F (Ascona 2 portes 1.7 CV).

Modèle présenté : 2 portes SR 51.730 F.

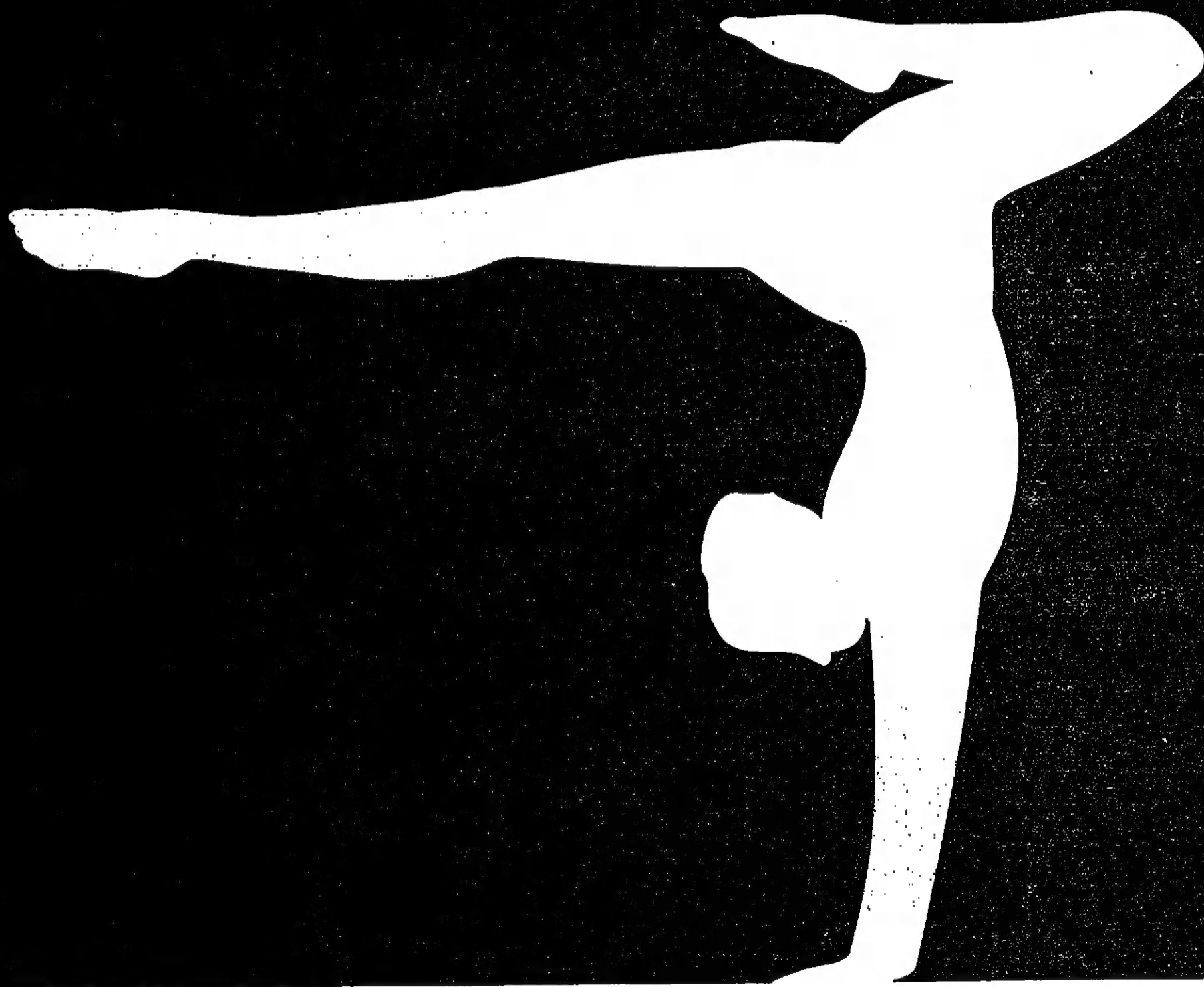
Opel Ascona.







# Nixdorf. L'Informatique Souplesse



Imaginez une gymnaste toute de maîtrise et de souplesse. Demandez-lui ce que vous voulez: triple saut périlleux, grand écart, saut carpié... L'exécution est parfaite, la précision absolue.

L'Informatique Nixdorf est toute entière dans cet art de la souplesse. Une informatique qui permet l'intégra-

tion à l'organisation et à la géographie de votre entreprise, l'évolution contrôlée de votre système, la qualité de l'interface homme-machine. L'Informatique Souplesse c'est aussi un logiciel évolutif et actualisable.

L'Informatique Souplesse ce sont surtout des hommes attentifs, disponibles qui connaissent les P.M.E. et les

Grandes Entreprises dans leur diversité. Des hommes capables de comprendre et de résoudre vos problèmes spécifiques. L'Informatique Nixdorf c'est la précision et la rigueur qu'apportent seules la souplesse et la capacité d'adaptation. Nixdorf Computer S.A. Neuillys/Seine. Tél. (1) 747.12.70.

Nixdorf Unitronic S.A. - Lyon. Tél. (7) 860.00.91.  
28 Succursales - 80 Points techniques.

**NIXDORF**  
COMPUTER



## SOCIAL

# Les cadres à Matignon

UN RÔLE AMBIGU ET CONTESTÉ

Proles faciles lorsqu'il s'agit de priver des impôts, cibles choyées lorsque arrivent les élections, les ingénieurs et cadres ont toujours été couverts, de façon malhabile, de propos aimables mais intéressés, par l'ancienne majorité. MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac, réservant leur attention privilégiée à la C.G.C., avaient tenu, lors de réunions ou meetings solennels, d'attirer dans leurs sphères politiques, le monde de l'encadrement. En organisant une table ronde, mardi 22 février à Matignon, le gouvernement socialiste essaie, à son tour, d'éviter l'apparition d'une nouvelle opposition catégorielle, après celles qui viennent de se manifester dans les milieux agricoles et patronaux.

La tâche du gouvernement n'est pas facile d'autant que, cette fois, la C.G.C. n'est plus reconnue comme un interlocuteur principal. De la C.F.T.C. à la C.F.D.T., sans oublier P.O. et C.G.T., toutes les principales organisations de cadres, ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise, seront présentes mardi à l'hôtel Matignon.

Réunion fourre-tout ? Réunion plénière ? Ce qu'on appelle les cadres — terme ignoré aux États-Unis ou en Allemagne — est une population chernière aux frontières socio-professionnelles imprécises. Hétérogène, ce groupe social, que les partis essaient d'attirer sans jamais pouvoir l'ancrer définitivement à droite ou à gauche, professe un dédain certain pour la politique politique, qu'il a le regret de laisser la République au pouvoir des professeurs. A travers une conception individualiste de la société, il recherche des formules néo-libérales pour les uns, néo-socialistes pour les autres, afin d'accorder le progrès technique, les contraintes financières et les avancées sociales. Centriste en majorité, l'encadrement peut donc très bien voter un jour Chirac, comme hier il ont assez souvent voté dans l'urne un bulletin pour M. Mitterrand, sans prendre au sérieux ses promesses sur les nationalisations.

Cette valse hésitation est dansée à un rythme encore plus endiablé et syncope derrière les murs des entreprises. Fiers des responsabilités qu'ils assument, ils ont parfois, quand la firme tourne à plein rendement, les cadres souffrent très vite, comme les autres salariés, d'être rejetés dans l'obscurité des dédales financiers et bancaires puis des affaires de chômage lorsque tout va mal. Terrible mélange de sentiments. Reconnaitant, dans le vendredi des salaires, le signe d'une entreprise condamnée par la faillite, un cadre supérieur, à ses heures romancier et poète, Philippe Saint-Gil, décrit parfaitement le malaise de ces dirigeants, salariés, hier tout-puissants : « Coglites de nos balades sur l'océan tourmenté des régimes de la haute finance. Ils résistent brutalement qu'ils sont exilés du clan des propriétaires tout en restant les seuls à parler au nom de l'entreprise. »

Après l'intervention d'un commando à Gisors  
LA DIRECTION DE GIPELEC-C.G.E. PORTE PLAINTES CONTRE LA C.G.T.

Après le « démantèlement » d'une cuve, d'un tour de 600 kilos et de différents éléments de manutention, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 février, par une trentaine de personnes à l'usine Gipelec (Groupe industriel de piles électriques), filiale de la C.G.E. de Gisors (Eure) — le Monde des 21 et 22 février — la direction de l'entreprise a décidé d'engager des actions judiciaires « contre les menaces C.G.T. du commando », venus, selon elle, de l'usine Gipelec d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise (le Monde des 21-22 février). Selon la direction du groupe C.G.E., cette action serait la troisième de ce genre en deux mois ; elle aurait duré plus de deux heures, et la gendarmerie, présente sur les lieux, n'est pas intervenue.

Quant à l'union départementale de la C.G.T. de l'Eure, elle déclare ignorer s'il s'agit ou non d'une opération menée par la C.G.T. d'Argenteuil. Mais elle dénonce, en tout cas, l'assimilation de cette opération à un « commando » du même type que « les commandos patrons usant de violences comme à Igny ou à Cléry ». Pour sa part, M. Bourdillat, secrétaire du comité d'établissement de l'union d'Argenteuil, membre de la C.G.T., a refusé de nous fournir la moindre indication sur cette affaire. Les représentants de la section C.G.T. de cette usine ont cent quarante salariés occupent les lieux depuis huit mois — ont toutefois souligné, dans un communiqué à l'A.F.P., que 60 % de ces travailleurs risquent d'être mis à la retraite en raison des suppressions d'emplois qui résulteraient de la fermeture de cette unité de Gipelec au profit de l'unité de Gisors.

Évoquant les administrateurs avec qui ce cadre supérieur était associé, le héros du livre ajoute : « que tous les types qui étaient autour de cette table étaient des salarés Y compris lui. » A ce conflit d'intérêts des managers s'ajoute de plus en plus le malaise, aussi profond de tous les autres cadres subordonnés, même si ces derniers ne souffrent ni de la monotonie des tâches des ouvriers et employés ni des angoisses des directeurs.

Pour remédier à ce stress, les syndicats de cadres, la C.G.C. en tête, réclament une concertation qui permettrait à l'encadrement de se réunir, de dialoguer et d'essayer d'assumer collectivement cette fonction délicate des salariés assis entre les chaises des sans-grade et celles des grands patrons. Revendications complexes que le gouvernement Mauroy devra essayer de satisfaire sans négliger l'appât de la base ouvrière et syndicale pour une concertation dans l'atelier.

La commission de concertation réservée aux cadres a été créée sans grand succès par un accord C.N.F.P.-C.G.C. sous le septennat précédent. Elle se transforme en commission spécifique du comité d'entreprise. Avec le droit d'alerte prévu par le rapport Auroux, pour éviter les faillites et fermes brutales d'entreprises, les cadres pourraient retrouver un pouvoir s'ils savent jouer le jeu en liaison avec les autres catégories de salariés. Ils savent aussi, dans l'atelier, mener le dialogue avec les ouvriers qui veulent le droit d'expression. Mais encore faudrait-il que le grand patronat accepte de mieux définir ses pouvoirs. Avec raison, tous les syndicats de cadres protestent contre les séquestrations qui se multiplient. Encore faut-il noter qu'il s'agit très souvent pour les ouvriers de « rétenir » les cadres supérieurs afin de les obliger à entamer une négociation pour laquelle ils n'ont pas toujours reçu le feu vert du siège national.

### Des « contribuables inférieurs »

Mais le malaise de l'encadrement a aussi des sources plus terre à terre. Comment réduire la durée du travail de ceux à qui on demande de se dépasser sans regarder sans cesse leur montre ? Selon la C.F.D.T., pour 50 % des cadres, il est quasiment impossible de prévoir une réduction des horaires hebdomadaires. La mesure où leur temps de travail — très différent de celui des responsables allemands ou américains plus disciplinés — s'étendait les fins d'après-midi jusqu'à des heures tardives. Vraiment, on leur accorde des repos cumulables sous forme de mois sabbatiques ? Ce serait la solution la plus réaliste.

Autres problèmes : le pouvoir d'achat et le recouvrement de l'éventail hiérarchique. Lorsqu'il s'agit de salaires, il faut à nouveau éviter tout simplisme : entre le cadre moyen qui débute 1982, gagne en moyenne 6 900 francs par mois, et le cadre supérieur qui perçoit toujours environ 12 000 francs, le fossé est large mais il prend des proportions gigantesques avec les super-cadres dont le traitement moyen s'élève à 20 000 francs à 50 000 francs par mois, peut atteindre des sommes difficiles à imaginer comme la révélation de la fin des salaires. Mais la publication du revenu des P.-D.G. des entreprises récemment nationalisées. Pour ces derniers, une pause dans l'évolution du pouvoir d'achat n'est pas difficile à supporter. En revanche, pour la masse des cadres moyens, tout petit accroissement salarial a des répercussions considérables. L'entretien est devenu un véritable enjeu. Selon les sources et les méthodes de calcul, le gris et le rose allemand, selon la C.G.T., le pouvoir d'achat a diminué de 2 à 3 % en 1981, alors que selon la C.F.D.T., il s'est amélioré d'avril 1980 à avril 1981 de 1,4 %, davantage que celui des ouvriers (+ 0,8 %).

Officiellement, les syndicats sont cependant prêts à accepter un redressement modéré de l'éventail des traitements. Mais la méthode varie selon les confédérations. La C.F.D.T. est prête à accepter une diminution si, en contrepartie, des emplois sont créés. La C.G.T. veut bien réduire l'éventail mais sans toucher au sommet, l'évolution devant se faire par un relèvement des bas salaires. Quant à la C.G.C., elle entend « qu'on se mette une fois pour toutes d'accord sur l'éventail hiérarchique » afin d'éviter les dérapages incontrôlés.

L'unionnisme se fait presque pour revendiquer la vérité et la transparence concernant les revenus de « tous » les Français. Pour la C.G.T., les cadres, dont le revenu est aisément connu, sont des « contribuables inférieurs », et la C.G.C. refuse que les cadres « fassent les frais de la solidarité nationale ». L'accord est donc quasiment général pour réclamer la lutte contre la fraude.

Le gouvernement devrait, dans ce domaine apporter des apaisements à ses interlocuteurs. Mais les syndicats demandent davantage. Conscients qu'en 1982, au plus tard en 1983 et 1984, il faudra — pour sauver la Sécurité sociale

et mettre en place la retraite à soixante ans — accroître les cotisations, les syndicats de cadres refusent qu'en même temps les pouvoirs publics exigent d'eux un effort pour combler le déficit du budget de l'État. Même la C.F.D.T. a mis les points sur les i en réclamant une pause fiscale de deux ans.

Les syndicats de cadres sont également unanimes pour demander une lutte plus positive contre le chômage. Sans céder des proportions aussi graves que pour les ouvriers, le chômage est plus souvent vécu comme un drame dans les milieux d'ingénieurs et de dirigeants, habitués aux chaînes parfois dorées dont le patronat les a entourés.

En fait, la plus grande difficulté à laquelle se heurtent les syndicats de cadres comme le patronat et le gouvernement est la place qu'il faut donner aux cadres que la C.G.C. et la C.G.T. englobent dans l'encadrement : les agents de maîtrise et les techniciens.

Cette couche sociale est, sans doute celle qui a le plus souffert de la politique en faveur des bas salaires et de syndicats.

En acceptant de recevoir toutes ensemble les cinq organisations principales de cadres, le gouvernement socialiste, pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, a le courage d'amorcer le dialogue sans nier la diversité de l'encadrement. S'il veut éviter les discussions fourre-tout et les réactions sans lendemain, il lui faudra se méfier des promesses ambitieuses et irréalisables ainsi que des grands discours sans portée concrète. Il lui faudra surtout prévoir, comme dans d'autres domaines, une programmation sociale et veiller constamment au suivi des décisions qu'il compte adopter.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## ÉTRANGER

R.F.A.

Pour la première fois depuis seize ans les échanges avec le Comecon sont déficitaires

Bonn. — L'Allemagne fédérale a dans ses échanges commerciaux avec les pays du Comecon (R.D.A. exclue), enregistré en 1981 son premier déficit depuis seize ans. Le passif s'est établi à 300 millions de

### AFFAIRES

L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE ASSISTAIT I.B.M. DANS SON DIFFÉREND AVEC LA COMMISSION EUROPÉENNE

Après avoir abandonné, il y a quelques semaines, son procès antitrust contre I.B.M. (le Monde des 19-21 janvier 1982), l'administration Reagan serait prête à apporter son appui au géant de l'informatique pour se défendre contre les accusations d'abus de position dominante lancées en décembre 1980 par la Commission des communautés européennes.

Dans son « exposé des griefs », la Commission des communautés européennes pratique l'I.B.M. dans le domaine des moyens et gros ordinateurs. Une sorte de « dialogue-négociation » s'est alors ouverte entre la Commission et I.B.M. cette dernière voyant, en novembre dernier, son recours devant la Cour de justice européenne, rejeté.

Selon le Washington Post, des fonctionnaires américains du département du commerce, voire du département de la justice, ont reçu l'autorisation de leur gouvernement d'assister à une prochaine audition au cours de laquelle I.B.M. va tenter de persuader la Commission et la Cour d'abandonner leur plainte « antitrust ».

Les « représentants » américains ne pourront pas prendre part officiellement à la discussion, mais le département d'État aurait demandé à la Commission de « consulter ». Les représentants plus que le flux des affaires seraient pour mission d'expliquer aux responsables européens que leur plainte n'était pas fondée, qu'elle menaçait les règles du commerce international et la capacité concurrentielle des sociétés d'informatique américaines.

L'administration Reagan a au moins un motif : celui de simplifier les choses. L'abandon aux États-Unis, des poursuites antitrust contre divers géants de l'industrie — I.B.M. et A.T.T. entre autres — s'accompagne désormais d'un soutien politique sans faille du gouvernement américain aux multinationales de ce pays. On en est revenu à la bonne vieille doctrine selon laquelle ce qui est « bon pour General Motors est bon pour les États-Unis ». — J.-M. Q.

DAIMLER-BENZ POURRAIT VENDRE DES MOTEURS DIESEL A TOYOTA

Toyota Motor, premier constructeur nippon d'automobiles, et le groupe allemand Daimler-Benz (marque Mercedes) s'apprêtent à conclure un accord de principe pour la production de poids lourds Toyota équipés de moteurs Diesel Daimler-Benz, à partir de l'été 1984, annoncent des sources industrielles citées par l'A.F.P. de Tokyo. Les moteurs vendus au constructeur nippon pourraient être produits dans une nouvelle usine Daimler-Benz, située aux Philippines. Au Brésil, Toyota monte déjà de petits véhicules industriels équipés de moteurs Mercedes, produits localement.

## MONNAIES

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	10 MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + en Dap.	Rep. + en Dap.	Rep. + en Dap.	Rep. + en Dap.
\$ E.-U.	5,9680 5,9780	- 41 - 25	- 95 - 60	- 200 - 180
S. esp.	4,9110 4,9150	- 15 - 24	- 50 - 4	- 144 - 33
Yen (100)	2,5790 2,5830	+ 182 + 385	+ 382 + 391	+ 1254 + 1258
D.M.	2,5450 2,5480	+ 70 + 90	+ 172 + 193	+ 530 + 536
Franc	2,3290 2,3320	+ 78 + 83	+ 164 + 181	+ 518 + 521
F.S. (100)	14,8270 14,8390	+ 372 + 197	+ 589 + 24	- 882 + 97
F.S.	1,1720 1,1800	+ 147 + 175	+ 320 + 366	+ 913 + 1005
L. (1 000)	4,7470 4,7555	- 254 - 240	- 562 - 498	- 1570 - 1431
£	11,0940 11,1130	- 24 + 54	+ 1 + 114	+ 103 + 340

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/1/81	9/1/81	9/7/81	10/1/81	9/7/81	10/1/81	10/1/81	10/1/81
	14 1/4	15	14	15 1/8	14 7/8	15 1/4	15 3/8	15 3/8
\$ E.-U.	14 1/4	15	14	15 1/8	14 7/8	15 1/4	15 3/8	15 3/8
Franc	13 3/4	17 1/4	13 1/8	16 5/8	14 3/8	15 1/8	14 3/4	13 7/8
F.S. (100)	2 7/8	3 1/8	7 1/4	7 5/8	7 5/8	8	1 3/4	8 7/8
F.S.	18 1/4	19 1/4	20 3/8	22	20 1/4	21 1/4	20 7/8	21 1/2
L. (1 000)	14	14 3/4	14 1/8	14 7/8	14 1/8	14 7/8	14 1/8	14 7/8
£	14	14 3/4	14	14 1/2	14 3/8	15	16	15 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SNCF**

EMISSION D'OBLIGATIONS A BONS DE SOUSCRIPTION

Emission 1<sup>re</sup> tranche

- Montant : F 500 millions
- Coupures : F 5000
- Jouissance : 8 mars 1982
- Durée : 12 ans
- Amortissement : en 3 tranches sensiblement égales, le 8 mars des années 1988, 1991, 1994
- Prix d'émission : 94,48 % du nominal, soit F 4724
- Taux facial : 15,50 %
- Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 16,57 %
- Taux de rendement actuariel brut au règlement : 16,70 %

Bons de souscription

A chaque obligation correspond un bon permettant de souscrire une deuxième obligation de caractéristiques similaires à celles de la 1<sup>re</sup> tranche.

- Exercice du bon : tous les 6 mois pendant 3 ans.

B.A.L.O. du 22 février 1982

sonofi

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1981 incluant la société Institut Pasteur Production sur douze mois s'est élevé à 5 687 millions de francs contre 5 181 millions de francs en 1980 et 5 412 millions de francs (+ 21,3 %) à structure comparable.

	1980 (Structure comparable à 1981)	1981	Pourcentage de variation
	(En millions de F.)		
Pharmacie (*)	2 697	3 233	+ 19,9 %
Parapharmacie et médicol-hospitalier	594	864	+ 45,3 %
Chimie et arômes	481	879	+ 82,7 %
Santé animale	323	410	+ 27,1 %
Cosmétique - Parfumerie	1 397	1 676	+ 20,0 %
Total	5 412	6 967	+ 21,3 %
(*) Dont I.P.P.	237	277	+ 16,9 %
France	3 148	3 722	+ 18,2 %
Export	618	754	+ 21,7 %
Etranger	1 620	2 091	+ 29,1 %
Total	5 412	6 967	+ 21,3 %

### CESSATION DE GARANTIE

Par suite de la cessation d'activité de M. Charles André Vernus demeurant à 15000 Paris, 12, place Saint-Benoît, la garantie qui lui a été accordée par la Banque Vernus et Commerciale de Paris, société anonyme au capital de F 120 000 000 dont le siège social est à 75000 Paris, avenue Hoche, n° 53 pour les opérations de « Transaction sur immeubles et fonds de commerce » cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la Banque Vernus et Commerciale de Paris dans les trois mois de cette insertion.

**NEUBAUER**

PEUGEOT - TALBOT

EN FÉVRIER !

VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. GÉRARD - Tél. : 821-60-21

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.







**Le N° 60 du Spiridon, revue internationale de la course à pied écrite en Suisse en 1971, vient de paraître. En couleurs. La composition est le résultat d'un choix de :**

- **des épreuves, des défilés, par Nino Salvi, champion du marathon aux Jeux-Unis**
- **des portraits, photos de Kalle Melli, par Gennaro Alfieri**
- **des portraits : peut-être pas ce que vous cherchez, par Sergio Lazzari, Jacques Merloni, des Indiens repêlés comme Pédière, Hecchi...**
- **des illustrations de Gennaro Alfieri**
- **des photographies des courses de ses producteurs : Kalle, Gennaro et Jérôme des lectures, la rubrique du président tricolore et quelques très purs de l'école italienne.**

En vente par abonnement (1966) :

- **75 F pour l'étranger (R.occ., l'Espagne, A.S.)**
- **74 F 50 pour la Suisse et la Genovèse**
- **72 F 50 pour l'Autriche et l'Allemagne**